

# Socialalter

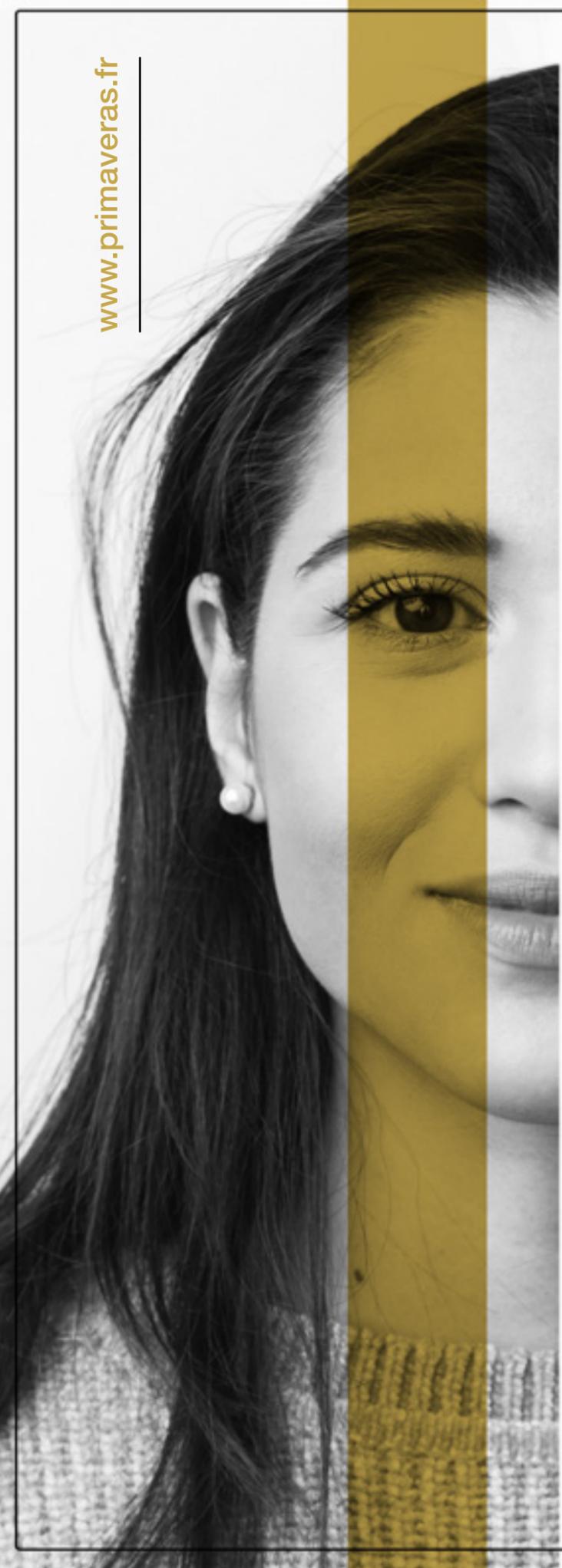
**À QUOI  
DEVONS-NOUS  
RENONCER ?**



ISSN 2270-6410  
BEL: 7,60 € - CH: 11,7 FS - CAN: 11,99 \$ca -  
ESP/PORT CONT: 7,9 €  
DOM: 7,9 € - TOM: 10,00 XPF

L 12079 - 50 - F. 6,90 € - RD





Vous étiez de ces élèves  
à qui tout réussit.  
« Excellent trimestre.  
Continuez ainsi ! »  
C'est ce que vous avez fait,  
en suivant le parcours tout tracé  
qui s'ouvrait devant vous.  
Résultat, aujourd'hui,  
vous avez un bon poste,  
bien rémunéré,  
dans une bonne entreprise.  
Et pourtant.  
Rien ne va si bien.  
Comme si vous n'étiez pas au bon endroit.  
Comme s'il vous manquait l'essentiel.  
Comme si vous aviez tout appris,  
sauf à vous écouter, vous,  
pour faire vos propres choix.

**POUR VOUS,  
PRIMAVERAS A CONÇU  
UNE MÉTHODE**

# L'arme du crime

Philippe Vion-Dury

rédacteur en chef

**R**ien ne paraît plus dur, contre-nature, que de renoncer à quelque objet ou usage matériel aujourd'hui, tant notre mode de vie a été associé aux notions de progrès et de liberté. Avion, *fast fashion*, viande à tous les repas, livraison à domicile de tout et rien... S'en passer, c'est se mutiler. Prenons le temps de décrire un objet particulièrement emblématique: le smartphone. C'est d'abord un objet récent qui, en l'espace d'une douzaine d'années, s'est imposé dans la poche de presque tout le monde. C'est un objet matériellement complexe et lourd: plastique, verre, céramique, métaux très divers (cuivre, aluminium, zinc, or, argent, palladium, platine, cobalt, lithium...). C'est un objet extractiviste: pour obtenir ces matières premières, on massacre les milieux en Chine, au Chili, en Argentine, en Bolivie, en République démocratique du Congo et ailleurs. C'est un objet obsolète: d'un point de vue logiciel, notamment, puisqu'en moyenne un appareil ne parvient plus à bien fonctionner deux à trois ans après sa sortie du fait des mises à jour incessantes; mais aussi d'un point de vue matériel, particulièrement à cause des batteries lorsqu'elles déclinent et mènent à des rythmes de remplacement inférieurs à deux ans. C'est un objet très peu recyclable: même si de nombreux matériaux qui le composent le sont, il est très difficile d'en trier les pièces, de les recycler, et quand cela est possible, il faut recourir à des *process* industriels coûteux, de la chimie lourde, de l'énergie... Enfin, et l'on aurait pu commencer par ça, c'est un objet humainement destructeur: pour faire baisser son coût d'accès et le massifier, la délocalisation dans les pays asiatiques et, demain, africains, n'est pas une option – débouchant sur du travail forcé (notamment des Ouïghours), sous-payé, maltraitant, dans des usines qui ressemblent à des abattoirs.

Le smartphone est plus que simplement «problématique»: c'est une impasse écologique et sociale. Jamais cet objet ne trouvera sa place dans une société qui n'exploite pas les humains et la nature, et rien ne pourra le verdir assez pour qu'il devienne durable aux échelles de temps qu'impose toute idée de civilisation. Et pourtant, une fois cela posé, même si nous sommes nombreux à le savoir, nous en avons presque tous un dans la poche. Nous n'arrivons pas à y renoncer. Vivions-nous si mal il y a quinze ans? Serions-nous beaucoup plus malheureux sans lui et sans les usages sociaux inédits qu'il a offerts à l'humanité connectée (Instagram, TikTok)? En tout cas, pas tous les jeunes traumatisés par les harcèlements numériques, pas les inadaptés volontaires ou non qu'on qualifie respectivement de «technophobes» et de «victimes d'illectronisme», pas les addicts en tous genres, pas les milieux et les non-humains effacés pour le faire advenir, pas non plus Tian Yu, 17 ans, ouvrière de Foxconn – le géant de la production de composants de smartphones –, qui s'est jetée par la fenêtre de son dortoir pour finir paraplégique, ou son collègue Xu Lizhi, 24 ans, dont le dernier poème, le jour de son suicide, commence par ce vers: «*Je veux jeter encore un coup d'œil à l'océan, voir l'immensité de ma demi-vie de larmes.*» On lit ces lignes, on s'émeut un peu, peut-être, mais aucun d'entre nous ne va se débarrasser de l'arme du crime. Car, une fois l'horizon de la conscience rétréci par la banalité du quotidien, ce geste aurait un coût exorbitant. Non seulement il nous demanderait de nous faire violence en renonçant à tout un tas de petits plaisirs faibles mais reconfortants, mais il nous imposerait aussi de nous mutiler socialement. Toute la société, de la vie professionnelle aux rapports amicaux, s'est reconfigurée autour de lui, de ce «monopole radical», et les coûts d'entrée ou de maintien dans son orbite semblent infiniment plus faibles que les coûts de sortie. Ce que révèle cruellement et jusqu'à l'absurde le smartphone, c'est que le renoncement aux éléments-clés de notre mode de vie, de même qu'aux structures centrales de l'organisation technique et économique, ne peut être appréhendé comme un acte personnel, individuel, éthique, mais uniquement collectif. «Je voudrais bien me débarrasser de mon smartphone, mais pas si tout le monde en a un.» Renoncer, oui, mais si tout le monde fait de même: le renoncement s'organise. ☹

# Sommaire

P.06  
L'idée dont vous êtes le héros  
**Quelle aide à la presse êtes-vous ?**

P.08  
Bleu Blanc Vert  
**Pourquoi le climat est-il si étouffant ?**

P.10  
Jacques Rancière  
**« Il n'y a pas de science de la politique »**

P.18  
DOSSIER  
**À quoi devons-nous renoncer ?**

P.48  
Grand reportage  
**Le parc de la discorde au piton de la Fournaise**

P.56  
Enquête  
**Finance tous risques**

P.62  
Matériaux critiques  
**Caoutchouc: chauffe qui pneu**

P.66  
Carnet de crise  
**Si les écosystèmes parlaient**

P.70  
J'habite...  
**dans un logement passif**

P.74  
Juliette Rousseau  
**De quoi le renoncement est-il le nom ?**

P.76  
Plat de résistance  
**Décarboner la recherche**

P.80  
Max Senange,  
du marketing à la foresterie  
**« La première chose, c'est de faire profil bas »**

P.84  
Au labo  
**Métavers: touche-moi si tu peux**

P.86  
François Bégaudeau  
**Mépriser le mépris**

P.88  
Phœbe Hadjimarkos Clarke  
**Après le Déluge**

P.91  
**Livres et sorties**

P.96  
Gilbert Simondon  
**Écrasantes machines**

# Ours

**Socialter**  
bimestriel n°50  
février – mars 2022

**Bureaux de la rédaction**  
5 passage Piver, 75011 Paris

**Directeur de la rédaction**  
Olivier Cohen de Timary  
**Rédacteur en chef**  
Philippe Vion-Dury  
**Réd. en chef adjoint**  
Clément Quintard  
**Rédaction**  
redaction@socialter.fr

**Directrice artistique**  
Marine Benz

**Responsable marketing et communication**  
Ève Guiraud

**Assistant communication**  
Antoine Polet

**Stagiaire journaliste**  
Florentin Roy

**Correction/Editing**  
Brigitte Pennaguer  
Solène Peynot

**Contributeurs pour ce numéro**  
François Bégaudeau  
Youness Bousenna  
Nicolas Celnik  
Léa Dang  
Elsa Gautier  
Vincent Gautier  
Christelle Granja  
Jeanne Guien  
Isma Le Dantec  
Damien Mestre  
Clément Quintard  
Juliette Rousseau  
Florentin Roy  
Marc-André Selosse  
Philippe Vion-Dury

**Illustration de couverture**  
Yime

**Illustrateurs pour ce numéro**  
Simon Bailly  
Marie Casaÿs  
Benjamin Tejero  
Johanna Walderdorff

**Photographes pour ce numéro**  
Emma Birski  
Cyrille Choupas  
Dorian Prost  
Heïdi Sevestre  
Blandine Soulage

**Édition**  
**Socialter SAS**  
Siège social  
108 rue du Théâtre  
75015 Paris  
RCS Paris 797 454 832

**Directeur de la publication**  
Olivier Cohen de Timary

**Principaux associés**  
O.C.d.T., Fairway International

**Impression**  
Léonce Deprez  
Z.I. de Ruitz  
62620 Ruitz

**Distribution**  
MLP  
Numéro ISSN 2270-6410  
Numéro de commission paritaire : 1123 D 92060

**Service des ventes réservé aux professionnels**  
Abomarque -  
diffusion kiosque  
amandine@abomarque.fr  
06.81.09.44-57

**Publicité & Partenariats**  
partenariat@socialter.fr

**Abonnements**  
Socialter / Abomarque  
CS 60003  
31242 L'Union Cedex  
05.34.56.35.60  
abonnement@socialter.fr

**Abonnement direct sur Internet**  
www.socialter.fr

**Socialter**  
est une marque déposée

**Imprimé en France**  
Certification: PEFC 100%  
Ptot: 0.0078 kg/t



# 1% pour la planète, un grand pas

## pour une terre vivante



Si toutes les grandes marques donnaient 1% de leur chiffre d'affaires pour préserver la planète, nous ferions un pas de géant pour préserver une terre saine, vivante et fertile. Les entreprises ou les marques affichant le logo 1% for the Planet reversent 1% de leur chiffre d'affaires à des associations environnementales. Rejoignez les 1000 entreprises françaises déjà engagées, pour que l'émerveillement sur notre planète perdure.

onepercentfortheplanet.fr



**FOR THE PLANET**



Jardin Bio étic, marque d'alimentation biologique, est membre 1% for the Planet, et soutient l'association Terre et Humanisme qui œuvre en faveur de la diffusion de l'agroécologie en France. Jardin Bio étic a également soutenu 150 projets de préservation de la nature en 2021.

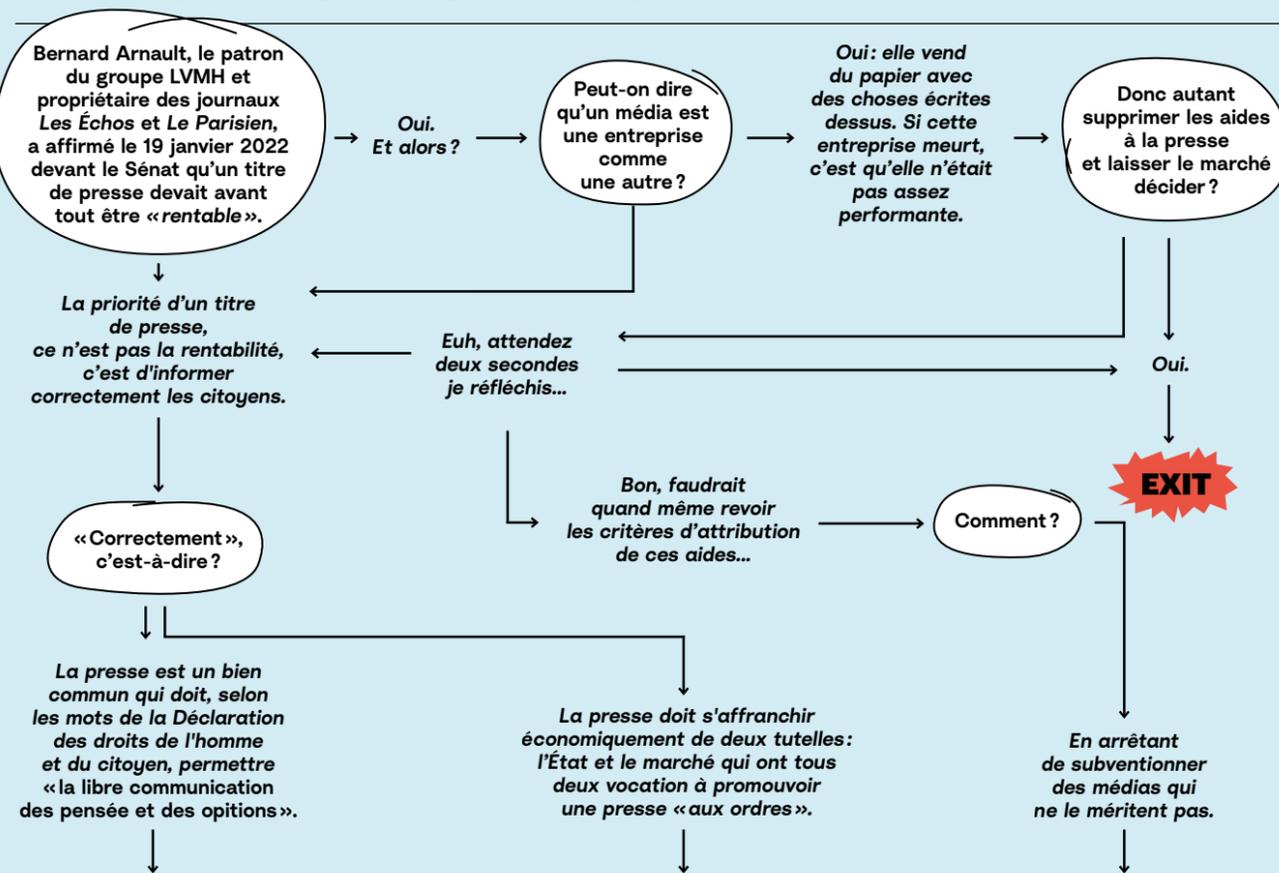
Jardin Bio étic est une marque de Compagnie Léa Nature, dont 18 des marques adhèrent au mouvement mondial 1% for the Planet. Depuis 2007, 16 millions d'euros ont été reversés à plus de 2200 projets de protection de la nature (à fin 2021) et 2,6 millions d'euros sont désormais reversés chaque année.

# L'idée dont vous êtes le héros

Quelle aide à la presse êtes-vous?

Érosion du lectorat, chute des recettes publicitaires, toute-puissance des Gafam... la presse est en crise, nous dit-on depuis des années, et ce malgré les subventions accordées par l'État aux journaux et magazines. Défaillant, ce système d'aides ne devrait-il pas être réformé afin d'assurer le pluralisme et garantir une presse libre et de qualité?

texte  
Clément Quintard



## PROTÉGER LA PRESSE D'INFORMATION

Il faut distinguer deux types d'information: l'information d'intérêt général d'un côté, et l'information récréative de l'autre. La première, contrairement à la seconde, ne peut pas être considérée comme une marchandise, car elle concourt à la formation de citoyens éclairés. Les journaux qui la délivrent sont pourtant soumis à de multiples pressions qui, trop souvent, les obligent à sacrifier leur vocation démocratique à des critères de rentabilité. Les aides à la presse doivent donc être attribuées aux journaux d'information politique dans le but de les rendre indépendants vis-à-vis du marché: se passer d'actionnaires, de publicité, ou de pseudo-mécènes milliardaires qui se payent des titres de presse pour mieux imposer leur influence et leurs idées.

## MUTUALISER LA PRODUCTION

Les entreprises de presse sont soumises à des coûts de production très élevés, car elles doivent couvrir toute une logistique – conception du journal, impression et distribution. De la même façon qu'une compagnie fournisseuse d'eau n'a pas à construire son propre réseau de plomberie, la presse doit au maximum mutualiser ses infrastructures. Les avantages sont multiples: réaliser d'importantes économies d'échelle, mais aussi pouvoir mieux encaisser les chocs conjoncturels. Un tel système pourrait être financé, selon le journaliste au Monde diplomatique Pierre Rimbert, par une «cotisation information» qui, à la manière de la Sécurité sociale, permettrait aux titres de presse de n'être dépendants ni de l'État, ni du marché.

## MIEUX PARTAGER LE GÂTEAU

Le système actuel ne prend pas en compte les nouvelles façons de s'informer: entre 2008 et 2021, l'audience des médias numériques a été multipliée par dix, tandis que celle des médias papiers a été divisée par deux. De grands groupes de presses écrites continuent néanmoins d'absorber une large part des subventions (en 2019, 9 groupes de presse, dont *Le Figaro* et *Les Échos/Le Parisien*, se partageaient 61% des aides directes). Cette répartition maintient artificiellement à flot des titres moribonds, qui profitent d'une rente et ne sont pas incités à innover, mais constitue aussi une concurrence déloyale qui empêche à d'autres titres indépendants d'émerger.

# 1% pour la planète, un grand pas pour les femmes du monde



Si toutes les grandes marques donnaient 1% de leur chiffre d'affaires pour préserver la planète, nous ferions un pas de géant pour le développement de modes agricoles alternatifs, solidaires et générateurs de revenus pour les populations locales. Les entreprises ou les marques affichant le logo 1% for the Planet reversent 1% de leur chiffre d'affaires à des associations environnementales. Rejoignez les 1000 entreprises françaises déjà engagées, pour que l'émerveillement sur notre planète perdure.

[onepercentfortheplanet.fr](http://onepercentfortheplanet.fr)



LÉA NATURE



SO'BiO étic®, marque de cosmétique bio, est membre 1% for the Planet, et soutient l'Association France et Maroc au Cœur, un collectif de femmes qui œuvre en faveur de l'agroécologie. La marque a également soutenu 45 projets de préservation de la nature en 2021.

SO'BiO étic® est une marque de Compagnie Léa Nature, dont 18 des marques adhèrent au mouvement mondial 1% for the Planet. Depuis 2007, 16 millions d'euros ont été reversés à plus de 2200 projets de protection de la nature (à fin 2021) et 2,6 millions d'euros sont désormais reversés chaque année.

# Pourquoi le climat est-il si étouffant ?

texte

Philippe Vion-Dury

À chaque numéro, *Socialter* décrypte un enjeu écologique lié à la présidentielle de 2022 pour révéler les clivages et affrontements idéologiques qui se jouent au-delà des calculs politiques. Dans ce numéro, nous nous demandons pourquoi, dans l'espace médiatique, la crise écologique a été réduite à la crise climatique.

Dans le néant de cette campagne présidentielle, il arrive que, à l'antenne des matinales ou en *prime time*, la nullité prenne forme: une question sur l'écologie. Ou plutôt – lorsqu'on ne s'enfonce pas dans la mélasse du «respect-des-objectifs-des-accords-de-Paris» – une question sur l'énergie. Aux candidats de faire alors leur petit marché parmi les variables de l'équation savonneuse entre énergies renouvelables, fossiles et nucléaire. Le raisonnement est clair: il faut sauver la planète, donc le climat. Le journaliste attend: que propose le candidat pour «décarboner l'économie». Et ce dernier de se prêter au jeu des pourcentages, des dates limites, des mécanismes de compensation et des énumérations en tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

Malheureusement, quoique les impacts directs et indirects du dérèglement climatique soient tout à fait colossaux et dramatiques, ils sont en réalité

secondaires vis-à-vis de la catastrophe encore plus cataclysmique qui a déjà commencé: l'extinction massive des espèces.

## D'une catastrophe l'autre

Vous savez, ces chiffres<sup>1</sup> tellement énormes qu'ils échappent à vrai dire à nos représentations: baisse de 68 % des populations de vertébrés sauvages depuis 1970, de 80 % des populations d'insectes en Europe en l'espace de trente ans, menace d'extinction pour 38 500 espèces, tandis que 477 autres appartiennent déjà au passé... Des estimations tout à fait parcellaires, puisqu'elles ne se fondent que sur

les populations et espèces connues, étudiées et étudiées, sans parler du fait que la perte de la biodiversité ne se mesure pas qu'en disparitions d'espèces et déclin de populations (baisse de la diversité génétique d'un groupe, par exemple, ou encore baisse de la diversité des fonctions assurées par une espèce au sein de son écosystème...).

Bon, c'est terrible tout ça, mais est-ce si grave pour l'espèce humaine? Selon une étude parue dans *Nature*<sup>2</sup> passant en revue les travaux en la matière, le lien entre fonctionnement d'un écosystème et biodiversité est parfaitement établi. Prenons par exemple l'agriculture. Nous sommes passés de quelque 6 000 espèces cultivées dans l'histoire mondiale à 200, dont 9 représentent à elles seules les deux tiers de la production (notamment le palmier à huile, le soja et la canne à sucre). Au sein de ces espèces, la diversité génétique est devenue si pauvre qu'elles sont très vulnérables aux maladies et aux «invasifs» qui se propagent à toute vitesse, d'où l'usage croissant de pesticides qui tuent (entre autres) les pollinisateurs, dont dépendent directement 35 % de la production agricole mondiale. Quant aux sols où les plantes tirent leur nourriture, ils sont déjà épuisés, vidés de leur azote et phosphore naturel, salinisés (2 000 hectares de terres arables sont ainsi perdus en France chaque jour), artificialisés (jusqu'à 60 000 hectares chaque année en France selon les méthodes d'observation), et plus littéralement «tués» (60 à 80 % de la biomasse terrestre se trouve dans le sol, notamment sous forme microbienne). Un sol dégradé est un sol qui s'érode, ne retient plus l'eau, ne stocke plus le carbone atmosphérique et, *in fine*, ne produit plus rien. Par ailleurs, sans couvert forestier, le sol est encore plus vulnérable aux aléas climatiques – inondations, mégafeux, sécheresses... On aurait pu aussi évoquer les pandémies, comme celle du SARS-CoV-2: l'apparition de zoonoses étant non seulement liée à la fragmentation des habitats naturels mais aussi à la perte de biodiversité en leur sein (le manque de diversité d'espèces et de diversité génétique affaiblit l'«effet de dilution» et favorise le passage de la maladie à l'homme). Ou alors reprendre l'adage «un être vous manque et le monde est dépeuplé»: il suffit parfois qu'une espèce soit prise dans un «vortex d'extinction» pour entraîner d'autres extinctions en cascade et, parfois, tout un écosystème avec elle. Sans parler des rétroactions sur les grands «stabilisateurs» du climat: les herbiers marins, par exemple, niche écologique dont dépend la survie de nombreuses espèces, sont capables d'emmagasiner jusqu'à 18 % du carbone total stocké par les océans en un an, alors qu'ils ne représentent que 0,1 % des fonds marins.

## Reductio ad meteo

Mais alors pourquoi la biodiversité se trouve-t-elle si étouffée par la question climatique? On ne peut tenter d'y répondre que de manière spéculative. Déjà, n'importe quel écolo préfère éviter d'être ramené au cliché moqueur de celui qui veut «sauver les petits oiseaux» ou se préoccupe plus du crapaud cendré à ventre bleu que de son compatriote sans emploi. Centrer son discours sur le climat peut aussi être un choix stratégique: les images apocalyptiques secrétées par la crise climatique (montée des eaux, ouragans, mégafeux...) sont perçues comme plus sidérantes et mobilisatrices. À noter aussi qu'on ne pose guère de questions sur le sujet, conséquence d'un manque abyssal de culture écologique chez les journalistes. Mais plus profondément encore, cet enfermement de la question écologique dans son *corner* climatique permet d'entretenir l'illusion d'une sortie «par le haut» de la catastrophe, grâce à l'efficacité énergétique et le «verdissement» de l'appareil industriel. La boucle est bouclée, le piège refermé: grâce à cette *reductio ad meteo*, la catastrophe apparaît un peu moins terrible puisqu'il suffirait finalement de mettre moins de carbone dans l'atmosphère. Or, lorsqu'on se penche sur les ressorts de la sixième extinction de masse, une autre réalité apparaît. Car de quoi meurt une espèce? Les quatre causes classiques des extinctions sont la destruction de l'habitat naturel (la principale, et de loin), la surexploitation, l'introduction d'espèces étrangères et les cascades d'extinctions, auxquelles on ajoute désormais le changement climatique. Or, ces «pressions» à l'origine de la catastrophe sont consubstantielles aux activités industrielles déployées démesurément, à l'échelle globale, par un capitalisme affamé de ressources et avide de nouveaux marchés. Et cette réalité-là, aucun «verdissement» ni choix technologique ne peut l'évacuer. Alors autant la dissimuler. ■■

<sup>1</sup> Les chiffres mentionnés dans cet article sont non sourcés par manque de place. Ils sont tirés de rapports de la FAO, l'IPBES et l'OMS. Se référer à la 2<sup>e</sup> édition de l'Atlas de l'Anthropocène, Presses de Sciences Po, 2021.

<sup>2</sup> Forest Isbell, «Causes and Consequences of Biodiversity Declines», *Nature Education*, 2010.

# « Il n'y a pas de science de la politique »

propos recueillis par  
Clément Quintard

photographies  
Emma Birski

Il y a trente ans, l'effondrement du bloc soviétique aurait inauguré une nouvelle ère: celle de la démocratie et du capitalisme universels qui, régnant désormais de concert et sans partage, devaient accoucher d'un monde pacifié. Comme l'a très tôt vu Jacques Rancière, cette prophétie n'a servi qu'à dissimuler la violence d'un camp autoproclamé du « bien ». Dans *Les Trente Inglorieuses*, recueil de textes et d'interventions produits au cours des trois dernières décennies, le philosophe donne à voir la logique profondément inégalitaire et autoritaire de ce nouvel ordre, qui brade au libre marché tout ce qui peut encore subsister de solidarité.

Selon l'expression de l'économiste Jean Fourastié (1907-1990), les « Trente Glorieuses » furent une période de croissance et d'élévation du niveau de vie en France, allant de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970. Comment définiriez-vous les « Trente Inglorieuses » qui viennent de s'écouler ?

«Inglorieux» n'est pas pris ici au sens économique du terme. Il ne s'agit pas d'opposer des années de récession à des années de



**Les Trente Inglorieuses.**  
**Scènes politiques,**  
**Jacques Rancière,**  
La fabrique, 2022, 272 p., 15 €.

prospérité. Les phénomènes peu glorieux de ces trente dernières années sont la croissance des inégalités, la croissance de toutes les formes d'autoritarisme et d'une vision policière du monde, mais aussi une violente régression idéologique, devenue visible de manière éclatante lors de la fin de règne de Donald Trump. Dans un système électoral comme celui des États-Unis qui, depuis plus de deux siècles, était un modèle de fonctionnement des institutions républicaines, tout d'un coup, un président battu aux élections a dit « je n'ai pas perdu » et il a trouvé des troupes de fanatiques pour le prendre au mot.

C'est la marque d'un processus de réversion qui se manifeste également chez nous avec le développement de plus en plus décomplexé des idéologies d'extrême droite, aboutissant à un climat vraiment putride: les seules idées encore débattues sur la place publique aujourd'hui sont des idées d'exclusion, de racisme et de haine.

**Parler de « Trente Inglorieuses » suggère que nous sommes arrivés au terme d'un processus. Est-ce le cas ?**

Je n'en sais rien. On n'est peut-être pas encore arrivé au fond du gouffre! J'ai suivi ce qu'il s'est passé en France et dans le monde sur une période de trente ans, et mon analyse porte sur les conséquences d'un moment historique précis: le début des années 1990, après la chute du mur de Berlin et de l'empire soviétique. Ce qu'on appelait jadis «le totalitarisme» s'était effondré. Certains idéologues comme Francis Fukuyama se sont alors mis à prophétiser «la fin de l'histoire», autrement dit que nous allions entrer dans un monde pacifié où l'extension de la démocratie, portée par le développement du libre marché, coïnciderait avec celle du bien-être. Mais ces trente années ont non seulement démontré la faillite de ces prédictions, mais aussi la corruption interne de ce soi-disant «consensus» qui devait accoucher d'un monde autorégulé, apaisé par la gestion managériale des intérêts et des passions.

**Pourquoi cette prophétie a-t-elle été prise au sérieux ? C'est d'autant plus étonnant qu'une poignée d'années après la publication de *La Fin de l'histoire* en 1989, un autre intellectuel américain, Samuel Huntington, publiait *Le Choc des civilisations* en 1996, qui postule un affrontement perpétuel entre différents blocs géoculturels, thèse qui sonne contradictoire avec celle de Fukuyama... Ces deux livres sont-ils, d'une certaine façon, les deux faces d'une même pièce ?**

La première thèse, celle de Fukuyama, nous dit «nous sommes tous maintenant dans le même monde, celui de la démocratie, de la libre circulation des richesses» et, puisque



Jacques Rancière est l'un des philosophes critiques les plus féconds de ces quarante dernières années. Né en 1940, ses travaux portent sur la politique et l'esthétique. Il fut l'élève du penseur marxiste Louis Althusser à l'École normale supérieure (ENS), collaborant sous sa direction à l'ouvrage *Lire le Capital* (François Maspero, 1965), avant de prendre ses distances avec son ancien professeur et de publier *La Leçon d'Althusser* (Gallimard, 1975). Ses réflexions traitent de l'égalité des citoyens vis-à-vis du pouvoir et du savoir, mais aussi de l'autonomie et de l'émancipation du mouvement ouvrier, sujet de sa thèse d'État *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier* (Pluriel/Fayard, 1981).

le monde est désormais en paix, cette paix ne peut être mise à mal que par des agressions extérieures, qui ne peuvent qu'être l'œuvre de gens n'appartenant pas au même monde. C'est précisément là la seconde thèse, celle d'Huntington. Le «monde libre» se voyait soudain victime d'une agression ressentie comme plus radicale que celle dont l'avait menacé le bloc soviétique: il ne s'agissait plus de dictatures programmées et de mondes économiques concurrents, mais de passions primitives ressurgissant de populations qu'on avait cru en marche vers la modernité. Ce monde qui s'était pensé comme complètement moderne se sentait confronté à quelque chose comme le retour d'un refoulé.

**Cette période est aussi celle de la consécration de l'État capitaliste, qui saborde petit à petit les systèmes de protection sociale et de redistribution pour céder la place au libre marché. Vous dites qu'en réalité, cet État «modeste», replié sur des fonctions de moins en moins étendues, a tout du Léviathan de Thomas Hobbes... Pourquoi ?**

Par État «modeste», on entendait un État qui allait délaissier les affaires de justice sociale afin de se replier sur ses fonctions propres. Mais ces fonctions-là sont justement celles d'un État policier! Ça ne consiste pas nécessairement à taper sur tout le monde, mais plutôt à mettre chacun à sa place, à rendre toutes les formes de la vie sociale conformes à un ordre gouverné par une puissance supérieure à laquelle les États sont totalement inféodés: le capitalisme absolutisé. Ce système comporte en principe la libre circulation des capitaux et des marchandises mais aussi celle des personnes. Bien évidemment, c'est d'abord les premières qui intéressent le capital international. Les États les favorisent en détruisant les systèmes de protection sociaux, mais ils se trouvent aussi confrontés à la libre circulation des personnes et s'appliquent à l'empêcher. Cela suppose toute une batterie de mesures administratives mais aussi la constitution d'un univers sensible collectif fondé sur la peur et sur l'obsession de la sécurité.

**De là cette tendance des gouvernants à instrumentaliser le thème de l'insécurité ?**

**«L'insécurité est devenue un mode de gestion des populations qui a la propriété de s'appliquer à n'importe quoi.»**

Oui, la «lutte contre l'insécurité» est au croisement de ces deux entreprises: la destruction des systèmes de protection sociale demandée par la libre circulation des capitaux et la lutte contre la libre circulation des personnes. Elle tend à devenir la fonction de protection universelle que l'État s'attribue en compensation des formes de protection qu'il supprime.

J'avais développé cela au moment de la canicule de 2003. L'État venait de restreindre les prestations sociales et le budget de la santé publique, lorsqu'est arrivée cette canicule meurtrière qui lui a valu d'être accusé de ne pas avoir répondu comme il le fallait<sup>1</sup>. Mais en reconnaissant sa faute, l'État se reconnaissait de fait responsable de tout ce qui concerne notre vie. Au moment même où il en faisait moins pour protéger notre santé, il se présentait comme notre protecteur suprême contre toutes les menaces pesant sur nous, depuis le terrorisme jusqu'aux variations climatiques. La gestion de la pandémie de Covid-19 a confirmé ce phénomène: les gouvernants venaient juste de décider de baisses de dotation dans les hôpitaux quand, du jour au lendemain, l'État est devenu le maître de nos destins, en qui il fallait faire aveuglement confiance. L'insécurité est devenue un mode de gestion des populations qui a la propriété de s'appliquer à n'importe quoi: on s'en remet à l'État pour nous protéger aussi bien contre les crises économiques que le terrorisme ou les épidémies. Et peu importe si la réalité de la protection mise en œuvre est souvent loin des proclamations.



**Francis Fukuyama**

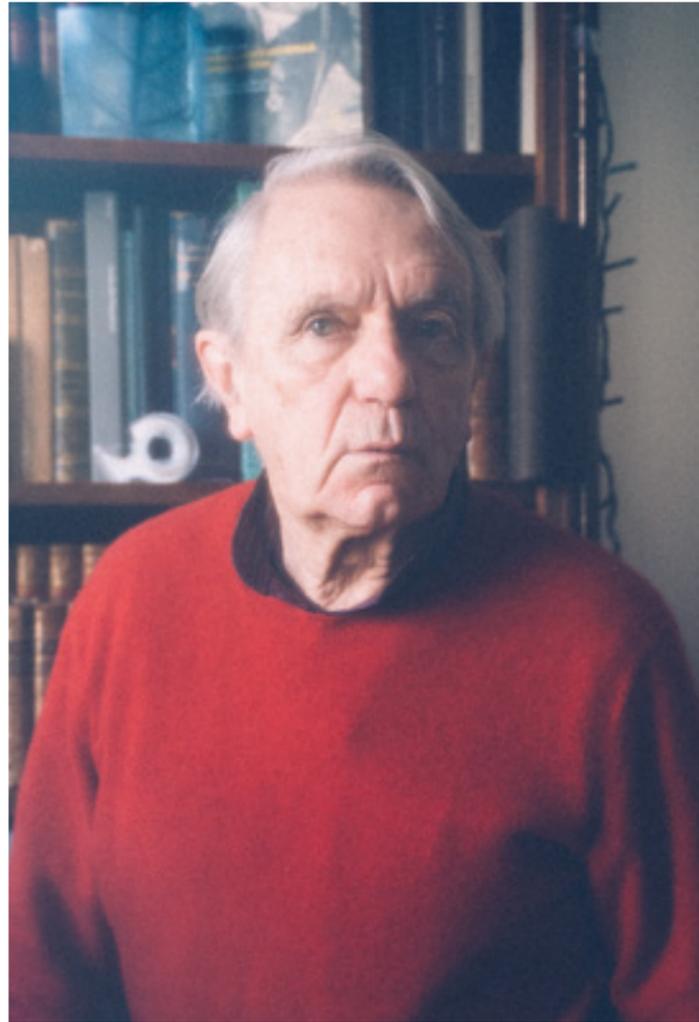
Peu après la dislocation du bloc soviétique, l'intellectuel américain Francis Fukuyama publie *La Fin de l'histoire et le dernier homme* (Flammarion, 1992), essai qui proclame le triomphe de la démocratie libérale et de l'économie de marché sur les idéologies concurrentes de l'époque (communisme, régimes autoritaires et/ou autarciques). De cette hégémonie nouvelle devait alors émerger un monde pacifié où le conflit et donc l'histoire même seraient abolis. Une thèse abondamment critiquée dès sa publication et, surtout, à laquelle les trente dernières années offrent un cinglant démenti.

**L'État renouerait-il, au cours de la période étudiée et a fortiori depuis la crise pandémique, avec la «biopolitique», concept forgé par Michel Foucault ?**

Je ne pense pas. La «biopolitique» est une notion que Foucault a lancée dans un de ses séminaires du Collège de France –«un peu en l'air», disait-il– pour désigner un certain tournant dans la politique du pouvoir au XVIII<sup>e</sup> siècle: le passage des disciplines visant les corps individuels à une gestion collective des populations, attentive aux évolutions à long terme de la natalité, de la santé et de la mortalité. Cela correspondait pour lui à une figure de l'État encourageant les processus vitaux très différente de la conception de l'État répressif. Or, l'usage qui a été fait de cette notion a tendu à la confondre avec ce dont il avait voulu l'en distinguer, et le «biopouvoir» a fini par devenir une nouvelle version de Big Brother: l'État qui s'arroge un pouvoir de contrôle et de surveillance illimitée sur nos corps. Tout naturellement, cette notion a été brandie pour qualifier la gestion de la pandémie par l'État, comme si c'était là un savoir sur la vie et sur les corps. Mais ce qu'on a vu est tout autre. Le gouvernement n'avait rien prévu et n'avait aucune vue d'ensemble de l'évolution du virus. Il a pris dans la précipitation des mesures d'ordre policier plutôt que médical, sans se fonder sur un quelconque savoir relatif à la vie. Et l'autorité médicale qui a prescrit les mesures de confinement l'a fait en fonction des capacités d'accueil des hôpitaux et non d'un savoir épidémiologique. On est donc très loin de la mise en application d'une science biopolitique.

**Vous dénoncez régulièrement l'idée de consensus, objectif vers lequel tout débat démocratique est aujourd'hui sommé de tendre. En quoi le consensus est-il justement opposé à l'idéal démocratique ?**

Le consensus, ce n'est pas le fait que tout le monde s'entende au terme d'une discussion. C'est le fait qu'il n'y ait rien à discuter parce que la solution est dictée par la nécessité objective. Mais bien sûr, cette nécessité objective est celle qui est imposée par les puissances financières qui dirigent le monde et par les puissances étatiques et supra-étatiques intégrées à leur domination. C'est donc le



contraire exact de la démocratie. Le consensus prétend opposer la gestion paisible des problèmes aux conflits politiques. Mais ce type de « paix » met donc de plus en plus de gens à la porte, en dehors de la circulation économique, en dehors du jeu politique et finalement en dehors de l'humanité.

**Pourquoi n'y a-t-il jamais, en politique, de problèmes objectifs, de nécessité ou de solution objectives ?**

La politique n'existe que pour autant qu'il y a toujours au moins deux manières de formuler et de conceptualiser une même situation – ce n'est pas seulement une lutte de forces, c'est aussi une lutte de mondes. Pour le dire très grossièrement, la politique est toujours

une forme de construction d'un monde commun, mais cette construction se fait soit à partir d'une logique égalitaire fondée sur l'affirmation que nous sommes tous équitablement pourvus de ce qui est requis pour décider et gouverner, soit à partir d'une logique inégalitaire d'écart entre une masse ignorante et un petit nombre, seul capable d'une vue d'ensemble. La logique inégalitaire fonctionne sur la croyance en la nécessité objective: elle fait de tout conflit un problème relevant d'une science réservée qui va définir la bonne solution. La logique égalitaire récuse cette prétendue objectivité: il est toujours possible que les choses soient autres qu'elles ne sont.

**Est-ce à dire qu'il n'y a jamais d'élément ou d'événement qui s'impose de manière évidente et neutre à l'agenda de ceux qui gouvernent ? Pour le dire autrement: les gouvernants construisent-ils toujours eux-mêmes les sujets qu'ils ont envie de traiter (par exemple: réformer les retraites, supprimer l'ISF) au détriment d'autres (revaloriser le salaire minimum, lutter contre le mal-logement, etc.) ?**

Il y a bien sûr des choses qu'on ne choisit pas. Je pense qu'aucun gouvernement n'a choisi d'avoir à affronter la pandémie. Mais effectivement, la plupart des problèmes sont constitués par ceux qui sont au pouvoir, amplifiés par les cercles d'experts, d'intellectuels et de journalistes qui gravitent autour. Le fond du consensus, c'est alors toujours de transformer tout objet de conflit en problème déclaré objectif.

**Parmi ces problèmes qui se sont imposés dans le débat public ces trois dernières décennies, il y a bien sûr la question de l'immigration, dont la percée a été permise, dites-vous, par un « racisme d'en haut ». Quelle responsabilité porte le personnel politique là-dedans ?**

On a là encore un effet de la logique consensuelle. Celle-ci permet à la classe politique de se reproduire indéfiniment à travers l'alternance de partis de droite et de gauche qui mènent à peu de choses près les mêmes

politiques. Il se crée ainsi de plus en plus l'évidence d'un écart entre les représentants et une masse de gens qui ne sont pas du tout représentés. Les partis d'extrême droite expriment ce ressentiment. Ils se présentent comme le vrai peuple, mais ce vrai peuple va en fait jouer le rôle que les partis consensuels lui concèdent: celui du peuple national menacé par l'invasion des étrangers et des immigrés. Les gouvernements et les partis consensuels feignent alors de partir en croisade contre le racisme populaire. Et pour empêcher que les gens ne votent à l'extrême droite, ils vont déclarer vouloir régler le problème de l'immigration qui est la cause du racisme par des mesures administratives et des lois. Celles-ci sont plutôt inefficaces sur le plan pratique mais très efficaces pour consolider l'opinion raciste qu'elles prétendent combattre. Ce que j'appelle « racisme d'en haut » consiste à donner à la fonction législative une fonction essentiellement idéologique. La première efficacité de ces lois, c'est leur capacité à désigner des cibles et à consolider la figure de l'immigré, puis celle de l'islamiste ou de toute autre catégorie jugée inassimilable. Cet enchaînement parfait a ainsi entièrement avalisé toutes les thèses racistes et renforcé continuellement l'extrême droite qu'on prétendait combattre.

**En vous écoutant, on pense nécessairement à la candidature d'un Éric Zemmour, sorte d'aboutissement cauchemardesque de cette tendance...**

Oui, son irruption est tout à fait frappante et révélatrice dans la mesure où elle incarne le racisme des élites cultivées, celles qui lisent *Le Point*, *Valeurs actuelles*, *Causeur*, etc. Tout d'un coup, on se rend compte que le racisme qu'on a attribué à des couches désignées comme un peu arriérées, « l'ouvrier au chômage » par exemple, a été entretenu, développé au plus haut des cercles étatiques, médiatiques et intellectuels. On ne peut plus aujourd'hui prétendre voir le racisme comme une espèce de réaction épidermique de classe populaire en détresse. C'est véritablement une espèce d'empire idéologique qui est parvenu à se reconstituer en reprenant tous les vieux thèmes de l'extrême droite.

**Vous vous intéressez depuis longtemps à la notion de « peuple »,**

**à qui l'on attribue souvent ce genre de passions archaïques. En quoi « le peuple » est-il toujours un concept ambigu ?**

On fait comme si le peuple existait en tant que corps collectif, doué de passions spécifiques, qui s'exprimerait à travers les élections ou les sondages. Mais ce corps n'existe pas. Le peuple n'est pas un point de départ, c'est un résultat. Certains régimes, c'est-à-dire certaines institutions ou pratiques de gestion de l'opinion vont constituer des figures de peuple: le fonctionnement du système parlementaire crée un certain type de peuple; le mouvement ouvrier ou les discours de l'extrême droite en ont créé d'autres. Il y a des figures de peuple en concurrence ou en lutte, mais « le peuple », en tant que grand corps collectif, est et sera toujours une chimère.

**Si l'on admet que le peuple est avant tout une construction discursive, que penser de ceux qui, à gauche, appellent à « fédérer le peuple », à coaliser tous les dominés autour d'intérêts communs pour renverser l'ordre établi ?**

On ne fédère pas les dominés. On fédère les gens qui sont en lutte contre la domination. Il faut penser les choses à partir des forces engagées dans des actions effectives, et non des groupes sociaux concernés. Historiquement, le *dèmos* en Grèce rassemblait tous les gens qui n'avaient pas plus de raisons de dominer que d'être dominés. Un peuple démocratique est avant tout un peuple qui s'assemble et qui agit sous la présupposition de l'égalité. C'est le critère fondamental qui le distingue des définitions concurrentes du peuple, qu'elles soient relatives à une composition sociologique ou à une identité opposée à d'autres.

**Une telle présupposition tranche avec une croyance profondément ancrée dans l'esprit des représentants: celle de l'inégalité des intelligences, soit se sentir radicalement supérieur à ceux que l'on gouverne. Vous, vous défendez au contraire l'idée que l'intelligence est donnée à tous en partage...**

## Consensus

Pour le philosophe Jürgen Habermas, auteur de *L'Espace public* (1961), la démocratie libérale est la forme la plus sophistiquée de la délibération politique, car elle permet d'atteindre sur chaque question un compromis ou un consensus rationnel. Une approche vertement critiquée par plusieurs philosophes, dont Jacques Rancière, mais aussi Chantal Mouffe, selon lesquels une décision politique parfaitement « inclusive » ne peut exister. La démocratie consiste au contraire à accepter le conflit et l'existence d'antagonismes irréductibles, pour pouvoir au mieux organiser leur confrontation dans l'arène politique.

L'égalité des intelligences n'est pas la constatation d'un fait, c'est une hypothèse de travail, celle qu'un monde fondé sur l'égalité est toujours plus intéressant et plus riche qu'un monde où l'on fait la supposition inverse. Or, il est évident que notre monde fonctionne entièrement selon la présupposition de l'inégalité. Tout le problème des gouvernements, c'est de prendre des mesures «courageuses» face à la cécité de populations un peu idiotes, un peu rebelles, un peu peureuses... Bref, qui ne comprennent pas ce qui se passe. En écho à cette logique gouvernementale, on retrouve bien entendu tous ces journaux et médias qui prétendent «décrypter l'actualité», et qui distillent ainsi l'idée que le monde est beaucoup trop compliqué. Selon moi, l'égalité des intelligences se vérifie et se manifeste justement à travers des processus singuliers, subversifs par rapport à la logique de l'ordre normal du monde... Il y a en effet une multitude de cas où se vérifie très bien l'idée que les gens dont on pense qu'ils ne comprennent rien comprennent en réalité parfaitement.

#### La politique n'a-t-elle donc pas tendance à se complexifier ?

Je ne pense pas du tout... Du moins si l'on entend par «politique» non pas l'ensemble des décisions administratives à prendre, mais la constitution d'un peuple. Regardez Trump, regardez Orbán, regardez Macron... Je n'ai pas l'impression qu'ils ont bénéficié d'une supériorité technique et d'une complexité de pensée hors du commun pour accomplir ce qu'ils ont accompli. Ce qui fait fonctionner (malgré tout) le pays, ce ne sont pas les décisions des politiciens, c'est le fait que les gens travaillent là où ils sont, que l'administration sait ce qu'elle a à faire, que les profs enseignent, etc. Le paradoxe de notre société, c'est précisément que le savoir est très répandu: il y a partout des enseignants, des soignants, des ingénieurs, des travailleurs sociaux qui font parfaitement bien leur métier, mais sous la supervision de gens qui se prévalent d'une espèce de capacité, de «science» de la politique. Fondamentalement, il n'y a pas de science de la politique. Tant qu'on le pensera, on reproduira cette espèce de présupposition inégalitaire qui fait tourner nos États, et on entretiendra –comme le disait Marx au moment de la Commune– des espèces de parasites vivant sur le dos de la société.



#### Ouvrages de Jacques Rancière



**La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier,** Jacques Rancière, Pluriel/Fayard, en Poche, 2012 [1981], 480 p., 11 €.



**La Haine de la démocratie,** Jacques Rancière, La fabrique, 2005, 106 p., 13,20 €.



**Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle,** Jacques Rancière, 10/18, en Poche, 2004 [Fayard, 1987], 240 p., 7,50 €.

**L'égalité des intelligences telle que vous la concevez ne rompt-elle pas avec un thème emblématique de la gauche, à savoir la lutte des classes ? S'il s'agit d'empêcher un groupe social, quel qu'il soit, d'accaparer le pouvoir à son avantage, n'est-ce pas une manière de renvoyer dos à dos le néolibéralisme dans sa division des places et du pouvoir, et le marxisme, qui consiste finalement en une prise de pouvoir d'une classe sur une autre ?**

La lutte des classes, pour moi, c'est d'abord, la lutte entre ceux qui fonctionnent dans la logique de l'égalité et ceux qui fonctionnent dans la logique de l'inégalité. Ce qui fait que précisément la lutte des classes concerne tous ceux qui sont plus ou moins dominés, exclus ou marginalisés. Je ne pense pas que, de ce point de vue, ce que l'on a appelé la lutte des classes soit contradictoire avec la théorie de l'égalité des intelligences. Ça le devient uniquement à partir du moment où l'on pense qu'une classe a le monopole de l'intelligence et qu'elle doit diriger la société.

**Comment interpréter l'émergence d'un mouvement comme les Gilets jaunes ? N'y a-t-il pas un parallèle saisissant à faire avec ce que vous avez écrit dans La Nuit des prolétaires (Pluriel/Fayard, 2012 [1981]), lorsque vous décrivez cette culture ouvrière autonome qui, sans attendre qu'on lui ordonne de s'émanciper, trouve par elle-même et pour elle-même les moyens de le faire ?**

Mon travail sur l'émancipation m'a appris que le groupe qui se met en lutte n'exprime plus uniquement la position d'une classe sociale donnée. C'est un groupe qui construit une espèce d'humanité nouvelle, ce qui fait que l'explication sociologique, qui se fonde sur des catégories et des grilles de lecture figées, tombe toujours à côté. Le mouvement ouvrier a certes été fait par des ouvriers, mais contre d'autres ouvriers, contre une manière d'être ouvrier qui obéissait à l'ordre dominant: on ne peut donc jamais réduire une lutte à l'identité sociale de ses participants. Le cas des Gilets jaunes est intéressant, car c'était justement une

population sociologiquement peu identifiable. C'étaient vraiment des gens «comme tout le monde», des intelligences anonymes, qui se sont manifestés par des formes d'action comparables avec celles de jeunes étudiants en révolte. L'intelligence dans les mouvements de lutte est une intelligence qui est produite par ces mouvements eux-mêmes, grâce auxquels on n'est plus simplement en train de se battre contre un adversaire, on est aussi en train de se former soi-même, on devient le générateur d'une autre manière de vivre dans un autre monde.

**Vous préconisez entre autres l'usage du tirage au sort. Est-ce la meilleure manière, selon vous, de renouer avec l'essence de la démocratie ?**

La démocratie, si on prend le mot au sérieux, c'est effectivement l'idée que le peuple ne peut pas être représenté. Le peuple peut simplement déléguer des pouvoirs à des gens qui sont ses fonctionnaires, ses exécutants. Ensuite, un peuple démocratique est un peuple où il n'y a pas d'un côté des gens intelligents qui sont là pour gouverner et de l'autre des gens idiots qui sont faits pour être gouvernés: on doit présupposer la même capacité chez tout le monde. La logique du tirage au sort est alors pleinement justifiée, avec en plus un avantage considérable, c'est qu'il supprime toute professionnalisation de la vie politique.

**Que penser du sort réservé à la convention citoyenne pour le climat (CCC), constituée de personnes tirées au sort et chargée, à l'appel du gouvernement, de plancher sur les politiques climatiques à venir, et dont les conclusions (radicales à bien des titres) ont été, très majoritairement, enterrées ?**

C'est effectivement la preuve que ça fonctionne très bien! Sauf pour le pouvoir en place... On peut bien sûr faire un parallèle avec le référendum de 2005<sup>2</sup>: ce qui devait avaliser des décisions étatiques s'est, au grand dam de ceux qui l'avaient organisé, transformé en un véritable processus démocratique. Tout le monde est subitement devenu juriste! Il a donc fallu l'oublier le plus rapidement possible, en déplorant que «les gens ne votaient pas comme il fallait» et stigmatiser comme arriération populiste ce

qui était précisément la singularité d'un débat démocratique qui, d'habitude, n'avait jamais lieu. Pour la convention citoyenne pour le climat, on a utilisé le tirage au sort pour une institution dont on savait d'avance qu'elle n'aurait aucun pouvoir contraignant.

**Les préoccupations écologiques sont-elles porteuses, dans leur essence, de revendications démocratiques ?**

La question écologique est traversée par une tension fondamentale. L'écologie s'est, au départ, présentée comme une alternative à la politique habituelle, mais cela peut aussi signifier une alternative à la démocratie. Il y a tout un pan de l'écologie qui se présente comme une forme de radicalisation de la logique consensuelle de la nécessité objective: «il faut sauver la planète, c'est la priorité absolue, et tout le reste, c'est de la blague». Dans cette logique, il s'agit de prendre des mesures –préconisées par ceux qui ont le savoir scientifique et technique– que les gouvernants doivent appliquer autoritairement. Mais, à l'exact opposé, il y a l'écologie qui va se revendiquer de toutes les formes de lutte concrète contre telle ou telle atteinte à l'environnement, que ce soit à Notre-Dame-des-Landes ou contre les défrichages en Amazonie. L'action démocratique reprend alors ses droits: les défenseurs de l'environnement défendent un lieu et une forme de vie contre une logique globale et ils le font en tant que collectif d'égaux assemblés. Je crois qu'on est vraiment en ce moment dans cette conjoncture, dans cette opposition radicale entre deux manières de penser et de pratiquer l'écologie.

**Si je résume, il y aurait donc une écologie technocratique et globaliste, qui s'opposerait radicalement à une écologie conflictuelle fondée sur des luttes locales ?**

Tout à fait et, de manière générale aujourd'hui, toutes les formes de démocratie réelles sont des formes d'action que l'on peut dire locales. Pas locales, bien sûr, à la manière des conseils de quartier mis en place par nos municipalités, mais au sens d'un enjeu déterminé en un point du globe, qui peut être pris en charge par un collectif d'égaux formé afin de prendre part à ce conflit. ♦

<sup>1</sup> En trois semaines, 45000 à 50000 personnes sont mortes en Europe en raison de cette canicule, dont près de 15000 en France.

<sup>2</sup> Traité établissant une Constitution pour l'Europe, rejeté par une majorité de votants, puis passé en termes quasi identiques dans le traité de Lisbonne de 2007 sans convocation de référendum.

# À QUOI DEVONS-NOUS RENONCER ?

P.20

**Trop, c'est trop**

P.24

Le jeu des  
9 différences  
**Peser  
deux tonnes**

P.30

**Rationner,  
une décroissance  
dans l'égalité ?**

P.32

**L'usage contre  
la propriété**

P.36

Alexandre Monnin  
**« Il nous faut  
développer un art  
de la fermeture »**

P.40

Jeanne Guien  
**Pour un  
abstentionnisme  
économique**

P.44

Bonnes feuilles  
**Homo confort,  
ou l'hégémonie  
du bien-être**

P.47

**Épilogue**

Avion, smartphone, voiture, viande, fruits exotiques, légumes hors saison... À quoi devons-nous renoncer? Une fois admis que le mode de vie occidental n'est pas soutenable écologiquement et que tout ne pourra pas être rendu « vert », il devient nécessaire de faire le tri parmi nos objets, nos usages et nos habitudes. Et pour atteindre l'objectif de deux tonnes équivalent carbone par an et par personne à l'horizon 2050<sup>p.24</sup>, certains sacrifices seront nécessaires... De quoi avons-nous vraiment besoin? Comment définir le « suffisant »<sup>p.20</sup> et le « confort »<sup>p.44</sup>? Comment démanteler certaines infrastructures<sup>p.36</sup>? Faudra-t-il nous rationner<sup>p.30</sup>? Renoncer à la propriété privée<sup>p.32</sup>? Boycoter certains produits<sup>p.40</sup>? Autant de questions auxquelles *Socialter* tente de répondre dans ce dossier.



# TROP, C'EST TROP

texte Elsa Gautier illustration Benjamin Tejero

Pourquoi n'en avons-nous jamais assez ? Parce que la production de besoins artificiels est consubstantielle au capitalisme, répondent le penseur André Gorz et ses héritiers aujourd'hui. La catastrophe écologique nous force désormais à affronter des questions laissées en suspens : de quoi avons-nous vraiment collectivement besoin, et qu'est-ce qui fait qu'une vie vaut la peine d'être vécue.



*Vous rêvez d'activer votre four à distance pour lancer une cuisson peu de temps avant votre retour du travail ? Vous désirez savoir ce qu'il reste dans votre réfrigérateur au*

*moment même où vous faites vos courses en magasin ?* Le « Guide d'achat de l'électroménager connecté » mis en ligne en décembre 2021 sur le site du *Parisien* laisse entrevoir ainsi quelques-uns des usages domestiques fabuleux enfin rendus possibles grâce à la technologie. Ou encore : « piloter votre thermostat alors que vous êtes au lit, être averti de la fin d'un cycle de machine à laver pendant que vous regardez la TV »... Au-delà des geeks férus de domotique, c'est bien le grand public qui est visé par le marché en

plein essor de l'« internet des objets ». Il pourrait entraîner, selon un rapport alarmant du think tank le Shift Project, « un doublement des équipements numériquement connectés dans les dix ans qui viennent »<sup>1</sup>. Et participer, avec le déploiement de la « 5G de masse », à l'explosion des émissions de gaz à effet de serre liées au numérique.

Il semblerait que, plus que jamais, « nous viv[i]ons le temps des objets », comme le posait Jean Baudrillard dans son célèbre ouvrage *La Société de consommation* (Denoël, 1970). « Nous vivons à leur rythme et selon leur succession incessante. C'est nous qui les regardons aujourd'hui naître, s'accomplir et mourir alors que, dans toutes les civilisations antérieures, c'étaient les objets, instruments ou monuments pérennes, qui

survivaient aux générations d'hommes.» À la fin des Trente Glorieuses, le sociologue, témoin de l'avènement de la société de consommation, décrit celle-ci comme «une mutation fondamentale dans l'écologie de l'espèce humaine». «Les objets ne constituent ni une flore ni une faune. Pourtant ils donnent bien l'impression d'une végétation proliférante et d'une jungle. Cette faune et cette flore, que l'homme a produites [...] reviennent l'encercler et l'investir comme dans les mauvais romans de science-fiction.» Cinquante ans plus tard, la jungle du consommable continue de prospérer, mais l'inquiétude écologique qui se diffuse à toute la société interroge de manière inédite l'absence de contrôle collectif sur le développement récents de tous azimuts de biens et de services. En témoignent récemment l'opposition multiforme au déploiement de la 5G et les luttes locales contre l'implantation d'entrepôts Amazon.

Avons-nous vraiment besoin d'aspirateurs-robots et de réfrigérateurs connectés? Là où la critique traditionnelle du consumérisme posait la question des conditions de la production et des conditions d'une vie bonne et authentique, non artificielle, l'impact sur le climat et la biosphère de nos modes de vie réinstitue l'interrogation quant à nos véritables besoins sur le mode impératif, tandis que la réduction drastique des flux de matières premières et de marchandises n'est plus optionnelle. Le sociologue marxiste Razmig Keucheyan, auteur de l'essai *Les Besoins artificiels* (Zones, 2019), fait même de la redéfinition des besoins «la question du siècle». Face à l'impératif écologique, nos sociétés doivent désormais apprendre à distinguer «les besoins légitimes» des «besoins égoïstes et insoutenables, qu'il faudra renoncer à assouvir».

## ÉTHIQUE DE LA FRUGALITÉ

La frugalité n'a cependant rien d'une idée neuve. Bien avant l'essor de la consommation de masse, de nombreux penseurs, depuis Épicure, ont fait de la maîtrise des besoins une des clés de l'épanouissement humain. Au siècle des Lumières, Jean-Jacques Rousseau valorise ainsi dans ses écrits un idéal de vie simple, proche de la Nature: «L'homme de goût et vraiment voluptueux n'a que faire de richesse, il lui suffit d'être libre et maître de lui. [...] Gens à coffres-forts, cherchez donc quelque autre emploi à votre opulence car pour le plaisir, elle n'est bonne à rien<sup>2</sup>.» Dans l'article «Économie politique» de l'*Encyclopédie*, le philosophe prescrit d'ailleurs qu'«on établit de fortes taxes sur la livrée, sur les équipages, sur les glaces, lustres et ameublements, sur les étoffes et la dorure [...] en un mot, sur cette foule d'objets de luxe [...] qui peuvent d'autant moins se cacher que leur seul usage est de se montrer». Avec cet impôt frappant les biens de

luxue, Rousseau s'attaque frontalement à la volonté de distinction de l'élite par les objets qu'elle possède. Plus d'un siècle plus tard, dans l'Angleterre industrialisée des années 1880, l'écrivain Edward Carpenter, proche du mouvement socialiste naissant, exalte à son tour les vertus de la vie simple contre les valeurs d'une bourgeoisie parasite recluse dans ses «manoirs enchantés». Iconoclaste né dans une famille aisée, s'étant lui-même fait maraîcher, il préconise que chaque foyer dispose d'une parcelle de jardin pour garantir son autonomie alimentaire. Dans un texte intitulé «La simplification de la vie»<sup>3</sup>, il décrit par ailleurs un idéal de vie ascétique fondé sur le travail physique, un régime végétarien et la réduction à l'essentiel de la tenue vestimentaire et du mobilier. Comme Rousseau, Carpenter s'attaque à la «norme de respectabilité des fortunés», dont les habitudes de consommation luxueuses s'imposent comme référence à tout le corps social.

La logique de la «consommation ostentatoire» propre à la haute bourgeoisie, analysée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par l'économiste Thorstein Veblen, s'est depuis généralisée. Elle imprègne aujourd'hui toutes les strates de notre société de consommation: chaque classe aspire à épouser les modes de consommation et les signifiants qui sont associés à celle qui lui est supérieure, tout en assurant sa domination symbolique sur celles qui lui sont inférieures. Comme le formule le penseur écologiste André Gorz dans un article de 1974 paru dans la revue *Le Sauvage*, «La devise de cette société pourrait être: "Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as 'mieux' que les autres". Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance: "Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne".» S'inscrivant dans le sillage de la pensée de Gorz, Razmig Keucheyan propose ainsi de considérer comme seuls légitimes les besoins qu'il qualifie d'«universalisables». Autrement dit, des besoins susceptibles d'être satisfaits pour l'humanité entière, sans mettre en danger les équilibres écologiques planétaires. Une définition difficilement compatible avec les dynamiques inégalitaires du capitalisme fossile...

## LES BESOINS DU CAPITALISME

Lecteur attentif du rapport Meadows – *Les Limites à la croissance* – publié en 1972, André Gorz écrivait en 2007, l'année de sa disparition: «La décroissance est un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux<sup>4</sup>.» Car le capitalisme, en faisant de tous les travailleurs des salariés-consommateurs, a détruit selon Gorz la capacité à

établir «une norme du suffisant», «selon laquelle on règle le niveau de l'effort en fonction du niveau de satisfaction recherché et vice versa le niveau de satisfaction en fonction de l'effort auquel on consent»<sup>5</sup>. Dépossédés de tout pouvoir sur les moyens de production, l'organisation et la finalité de leur travail, les travailleurs ne peuvent pas moduler leur effort en fonction de leurs besoins. La généralisation du salariat à plein temps a de plus fait décliner les formes d'autoproduction (potager, couture, bricolage) qui garantissaient une certaine autonomie à l'égard du marché. Désormais, déplore Gorz, «on ne produit rien de ce qu'on consomme et ne consomme rien de ce qu'on produit».

«Les niveaux présents de consommation d'énergie reflètent donc non pas des besoins spécifiques incompressibles mais le choix d'un certain type de développement propre au capitalisme "opulent"», pointe-t-il encore dans *Adieux au prolétariat* (Galilée, 1980). Depuis les années 1960, «l'ensemble des arbitrages sociaux et économiques a favorisé les procédés et les consommations à fort contenu énergétique»: béton, acier, plastique, fibres synthétiques, transport individuel, engrais de synthèse... Structurellement productiviste, le système capitaliste est également intrinsèquement consumériste. Multipliant à l'infini les besoins, il s'ingénie «à les satisfaire de façon précaire par la plus grande quantité possible de marchandises». Comme le rappelle Razmig Keucheyan, ces «besoins artificiels» sont constamment renouvelés par le biais de la publicité, du raccourcissement du cycle de vie des produits et, depuis les années 1980, par le développement massif du crédit à la consommation. L'incitation à acheter est si forte qu'elle déclenche chez certains individus des comportements compulsifs qui peuvent avoir un caractère pathologique. On parle alors d'«oniomanie». «L'idée même qu'il puisse y en avoir assez [...] est étrangère à la société capitaliste», écrit André Gorz. Une organisation productive véritablement efficace – c'est-à-dire économe en ressources, en travail et en capital – serait ainsi nécessairement, conclut-il, «la négation radicale de la logique capitaliste».

## L'AUTOLIMITATION COMME PROJET COLLECTIF

Comment rompre alors avec la dynamique des besoins imposés par le mode de production capitaliste? Razmig Keucheyan propose une stratégie pour «étendre l'anticapitalisme aux objets». Le sociologue préconise de «stabiliser le système des objets» en luttant pour imposer une garantie gratuite de dix ans sur tous les biens d'équipement, ainsi que les biens semi-durables, tels que les vêtements. Cette revendication déjà portée par plusieurs associations écologistes, dont les Amis de la Terre et le Réseau

Action Climat, pourrait constituer selon lui «un puissant levier de transformation économique». Grâce à la disponibilité garantie de pièces détachées, à l'essor d'un réseau de réparateurs, cette mesure conduirait en effet à accroître la qualité des objets, de leurs composants et des matériaux utilisés. On verrait ainsi l'émergence de biens robustes, démontables et évolutifs – c'est-à-dire conçus pour intégrer au mieux de futures améliorations techniques – qu'il qualifie de «biens émancipés». Pour André Gorz, l'«autolimitation» doit devenir un projet collectif. Partisan d'un revenu minimum garanti et d'une réduction massive du temps de travail, Gorz souligne la nécessité de «créer des espaces d'autonomie dans lesquels le temps libéré du travail puisse être employé par les individus à des activités de leur choix, y compris des autoproductions de biens et de services qui réduiront leur dépendance au marché et aux prises en charge professionnelles». Attentif à la fin de sa vie aux potentialités créées par les logiciels libres et les premières imprimantes 3D, il imagine le développement d'un nouvel «artisanat high-tech» permettant de fabriquer localement «tout le nécessaire et le désirable» grâce à un réseau d'ateliers coopératifs ou communaux.

Un tel projet d'autolimitation suppose de renoncer à une certaine conception de l'abondance, définie actuellement comme accumulation et renouvellement incessant des possessions matérielles. Il peut néanmoins déboucher sur une satisfaction plus grande de ce que Gorz nomme les «besoins qualitatifs»: aimer et être aimé, se cultiver, faire preuve de créativité manuelle et intellectuelle, s'engager dans la vie de la cité, contempler la nature... Comme le rappelle, Razmig Keucheyan, «la "norme du suffisant" concerne uniquement les biens matériels. Car, en matière de besoins "qualitatifs", c'est au contraire un principe d'expérimentation qui est de mise». Radicalement émancipatrice, l'écologie politique telle que conçue par André Gorz «fait ainsi des changements écologiquement nécessaires, dans la manière de produire et de consommer, le levier de changements normativement souhaitables dans le mode de vie et les relations sociales». ✈

- 1 Voir le rapport du Shift Project «Impact environnemental du numérique: tendances à 5 ans et gouvernance de la 5G», mars 2021.
- 2 Voir Cécile Hellian, Jean-Jacques Rousseau et la vie simple, *Le Passager clandestin*, 2021.
- 3 Les écrits d'Edward Carpenter ont été publiés en français en 2020 aux éditions L'échappée sous le titre *Vers une vie simple*.
- 4 André Gorz, «La sortie du capitalisme a déjà commencé», septembre 2007.
- 5 André Gorz, *Éloge du suffisant*, PUF, 2019 [rééd. de «L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation», *Actuel Marx*, n° 12 (L'écologie, ce matérialisme historique), 1992].



# Peser deux tonnes

LE JEU

DES 9 DIFFÉRENCES

textes Elsa Gautier illustrations Simon Bailly

Deux tonnes: c'est la quantité maximale de gaz à effet de serre (GES) à émettre par an et par personne à l'horizon 2050 pour contenir le dérèglement climatique. Soit... cinq fois moins que ce qu'émet à l'heure actuelle le mode de vie d'un Français moyen. Contre l'illusion d'une transition «douce», indolore, des spécialistes de la décarbonation, du cabinet BL évolution, du Shift Project ou plus récemment de l'Agence de la transition écologique (Ademe), élaborent des trajectoires concrètes de décroissance énergétique. Entre économie de guerre et utopie frugale, tous projettent une transformation drastique de nos quotidiens. Moins de viande, de flux vidéo, de mobilité: *Socialter* s'est risqué à faire un tour d'horizon des mesures de sobriété les plus décoiffantes pour atteindre la neutralité carbone.

## 1 Bye bye burger ?

La France a semble-t-il atteint son pic de consommation de viande dans les années 1990, lorsqu'un mangeur moyen en ingérait presque 100 kilos par an. Depuis, elle a légèrement fléchi pour s'établir à 86 kilos par personne en 2019 (Agreste). Mauvaise nouvelle pour les viandards: cette inflexion est largement insuffisante pour limiter les émissions de gaz à effet de serre imputables à notre alimentation. Les produits carnés sont en effet ceux qui émettent le plus de GES par unité de nourriture produite. En cause? Les millions de tonnes de méthane générées par la digestion des ruminants (pets, rots...), l'usage massif d'engrais azotés pour produire l'alimentation animale et la déforestation induite – au Brésil par exemple – par la culture du soja pour l'élevage. De fait, comme le rappelle un rapport du Sénat dédié à l'alimentation durable (2020), la baisse de la consommation de produits animaux «fait partie des hypothèses retenues dans tous les scénarios prospectifs sur l'alimentation»<sup>1</sup>. Les scénarios «Afterres» et «TYFA» [pour «Ten Years for Agroecology», ndlr] cités dans le rapport prévoient une division par deux de la consommation de viande à horizon 2050. Soit de quoi nous faire tendre vers la moyenne mondiale actuelle (43 kilos par an par personne). De la même manière, les quatre trajectoires élaborées par l'Ademe pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050, sans recourir aux technologies de captation de CO<sub>2</sub>, tablent sur une régression de la consommation carnée de 30 à 70 %. Dans l'ambitieux scénario «Génération frugale», les végétariens constitueraient ainsi un tiers de la population dans trente ans. À égalité avec les «flexitariens», se limitant à deux portions de viande par semaine. Improbable au pays du bœuf bourguignon et de la rosette? En réalité, selon le rapport du Sénat, 20 % des mangeurs français seraient déjà des «déviant positifs», au régime faiblement carné. ✈️

1 Françoise Cartron et Jean-Luc Fiehet, «Vers une alimentation durable: un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France», rapport d'information, n° 476, Sénat, mai 2020.

## 2 Touriste, suspends ton vol

Le «flygskam» – en français, la «honte de prendre l'avion» – taraude de plus en plus de globe-trotters, lucides quant au lourd bilan climatique du secteur aérien (2,5 % des émissions mondiales). Conscientes de ce désamour, les compagnies aériennes misent beaucoup sur la promesse de l'avion bas carbone. Parue en mars 2021, une étude détaillée du Shift Project, intitulée «Pouvoir voler en 2050», anéantit cette solution techniciste. Même le scénario dit «Maverick», qui envisage un passage à marche forcée de la flotte mondiale aux biocarburants et à l'hydrogène «vert», échoue à rester dans les limites d'un budget carbone compatible avec l'objectif «2 °C». Ce scénario nécessiterait de plus un parc éolien dédié au transport aérien d'une puissance huit fois supérieure à celle installée en France en 2019! Une solution s'impose donc: réduire drastiquement le trafic. À cette fin, un rapport de BL évolution<sup>2</sup> propose de limiter le nombre de vols autorisés par personne à... deux allers-retours en long-courrier au cours de la vie. Ces vols seraient destinés en priorité aux jeunes avant 30 ans pour favoriser les échanges culturels. «La norme doit être de ne pas prendre l'avion», affirme sans détour ce rapport paru en 2019. De son côté, le Shift Project rappelle que 40 % des Français n'ont d'ailleurs jamais embarqué sur un vol, et seuls 30 % des Français volent au moins une fois par an. Régulation de la publicité, taxe sur le kérosène, prix plancher des billets, suppression des lignes lorsqu'il existe une alternative en train de moins de 4 h 30, restriction des créneaux de vol, quotas: les mesures possibles, acceptables par une majorité de citoyens, sont nombreuses pour faire décroître le volume du transport aérien. Et réduire de 50 % le nombre de «passagers-kilomètre» français (volume de transport par passager au kilomètre) par rapport à 2017 nous ramènerait simplement au niveau de... 1998 (Shift Project). ✈️

2 Charles Adrien Louis et Guillaume Martin, «Comment s'aligner sur une trajectoire compatible avec les 1,5 °C?», BL évolution, février 2019.

3

## Déttox numérique

De Netflix au porno, le visionnage de vidéos en ligne génère chaque année 300 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>e (équivalent CO<sub>2</sub>), soit autant de gaz à effet de serre qu'un pays comme l'Espagne (Shift Project, 2019)... Reine du web, la vidéo, désormais HD et demain 4K, compte en effet pour 80 % des flux de données mondiaux. En incluant la fabrication des terminaux, le numérique représente au total 3,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit davantage que l'aviation. Et avec la 5G, rien ne semble pouvoir stopper la prolifération de nouveaux objets connectés, du pèse-personne à la caméra de surveillance... Les émissions du numérique pourraient ainsi doubler d'ici 2025. À rebours de cette tendance, l'étude « Climat : l'insoutenable usage de la vidéo en ligne » du Shift Project (juillet 2019) préconise de remettre en cause les forfaits illimités en données ainsi que le « *design addictif* » des plateformes (*autoplay*, *pop-up*...), conçues pour maximiser le temps de visionnage. Le rapport questionne du même coup le modèle économique dominant sur le web, basé sur « *la revente de données comportementales sur les utilisateurs de services gratuits* ». Plutôt que de miser sur la sobriété des individus, il invite à repenser les « *architectures de choix* » et « *la construction collective des usages* ». De son côté, le rapport du cabinet de conseil BL évolution (2019), présente la « *dénumérisation de nos modes de vie* » comme inévitable pour infléchir notre trajectoire climatique. Et plusieurs scénarios de l'Ademe, visant la neutralité carbone en 2050, envisagent la sobriété numérique comme un levier-clé pour stabiliser la consommation énergétique des data centers. Le scénario « Génération frugale » prévoit ainsi l'arrêt de la croissance du volume de données en France dès 2024 et un usage du numérique réorienté vers des pratiques jugées prioritaires comme le télétravail ou la télémedecine. ✈️

4

## Range ta voiture, Simone

Le Haut Conseil pour le climat (HCC) alertait en 2021 sur l'absence de baisse des émissions du secteur des transports en France (31 % du total). Et pour cause: hors de Paris *intra muros*, où 7 actifs sur 10 prennent les transports en commun pour aller au travail, la voiture reste ultra dominante, y compris en ville. En 2017, 74 % des Français conduisaient pour se rendre au boulot (Insee, 2021). Pour atteindre la neutralité carbone, toutes les études prônent donc un report modal massif vers le vélo et les transports en commun. Radical, le rapport de BL évolution (2019) envisage carrément d'interdire à court terme les voitures particulières à moteur thermique en zone urbaine. De son côté, pour contrer la mode des SUV, gourmands en carburant (40 % des ventes en 2021), l'Ademe mise sur une taxe sur le poids favorable à l'essor rapide des « *voiturettes ou quadricycles de moins de 500 kilos* ». L'Agence table également dans son scénario « S1 » (« Génération frugale ») sur une réduction d'un tiers des kilomètres parcourus par personne et par an d'ici 2050, grâce au télétravail et au développement de services de proximité. ✈️

5

## « Couvre-feu thermique »

Sur les 29 millions de résidences principales que compte la France, moins de 7 % sont peu énergivores (étiquettes A et B du diagnostic de performance énergétique). La rénovation thermique est donc un volet crucial de toutes les études prospectives bas carbone. Dans l'un de ses scénarios pour atteindre la neutralité carbone, l'Ademe imagine ainsi une politique d'« *ampleur inégale* », transformant 80 % des logements en « *bâtiments basse consommation* » d'ici 2050. En attendant cette rénovation généralisée, le rapport de BL évolution propose de faire passer immédiatement la température moyenne de 21 à 19 °C dans les logements pour limiter les émissions des systèmes de chauffage. À partir de 2025, le même rapport envisage la mise en place d'un « *couvre-feu thermique* » pour les chauffages non décarbonés, c'est-à-dire leur arrêt entre 22 h et 6 h du matin. Dans ses scénarios « S1 » et « S2 » (« S2 » concernant les « *Coopérations territoriales* »), l'Ademe compte également sur la diffusion large d'habitudes de sobriété comme, par exemple, le fait de ne plus chauffer que certaines pièces en hiver. ✈️

6

## Ne plus « saper » le climat

En 2019, l'empreinte carbone du textile en France a atteint plus de 400 kilos de CO<sub>2</sub>e par habitant, selon l'étude menée par le cabinet Cycleco en janvier 2021. Cette même année, les Français ont acheté en moyenne 8 kilos de vêtements et de linge de maison, dont seuls 4 % étaient confectionnés en France. La production dans des pays d'Asie ou du pourtour méditerranéen, au mix énergétique largement carboné, et le transport le long de chaînes de production mondialisées expliquent en partie l'impact climatique de nos vêtements. Dans son rapport de 2019 visant à mettre la France sur une trajectoire d'émissions compatible avec un objectif 1,5 °C à la fin du siècle, le cabinet BL évolution préconise de ramener à un kilo par an le volume de vêtements neufs achetés par personne. Le cabinet spécialiste de la décarbonation prône en outre la relocalisation de la filière textile et le redéveloppement de l'artisanat de retouche et de réparation, afin d'augmenter significativement la durée de vie de nos habits. ✈️

7

## 32 m<sup>2</sup> carrés max

Depuis les années 1980, l'artificialisation des sols a augmenté en France presque quatre fois plus vite que la population. Et la surface moyenne par habitant de résidence principale est passée de 25 mètres carrés en 1973 à 40 mètres carrés en 2013 (Ademe, 2021). Pour préserver des terres agricoles, de potentiels puits de carbone et limiter les émissions de gaz à effet de serre du BTP, tous les travaux de prospective envisagent une optimisation du bâti existant afin de limiter le nombre de constructions neuves. Le rapport de BL évolution préconise ainsi de « *favoriser la cohabitation, l'intergénérationnel, le bon dimensionnement [...] en fonction du nombre d'occupants* » et fixe un objectif moyen de 32 mètres carrés par habitant. Les scénarios de sobriété de l'Ademe prévoient également une intensification de l'usage des locaux – les bureaux inoccupés accueillant par exemple des activités le soir – et la mutualisation d'espaces dans l'habitat collectif (chambre d'amis, buanderie). Pour finir, l'Ademe envisage que de nombreuses résidences secondaires (re)deviennent des résidences principales. ✈️

8

## Abandonner le bureau

La transition vers une société post-carbone ne se fera pas sans un bouleversement profond du monde du travail. Pour limiter les déplacements pendulaires, le rapport de BL évolution propose de rendre deux jours de télétravail obligatoires dans toutes les entreprises où cela est possible dès 2025. Mais le profil des emplois est aussi amené à évoluer. En décembre 2021, le Shift Project a évalué l'impact de la décarbonation de l'économie sur la main-d'œuvre. À l'horizon 2050, l'industrie automobile et le BTP verraient par exemple fondre leurs effectifs tandis que les métiers de l'agriculture, de l'industrie du vélo, de la réparation et du recyclage connaîtraient un véritable boom. Pour BL évolution, « *la sortie du mode de vie carbonée relocalise beaucoup d'emplois donnant l'opportunité à chacun de rapprocher lieu de vie et lieu de travail* », à condition toutefois « *de sortir de son hyper-spécialisation pour retrouver une fonction plus basique* » dans la rénovation, l'artisanat ou l'agriculture. ✈️

9

## Mollo sur les robots

Sèche-linge, four à micro-ondes, yaourtière... En septembre 2018, l'Ademe a produit une analyse fine de l'impact climatique des biens d'équipement du quotidien, en tenant compte de l'ensemble de leur cycle de vie. En amont de leur usage, ces derniers contribuent en effet au réchauffement climatique aux différentes étapes de leur production: extraction des matières premières, assemblage, transport. Selon cette étude, l'équipement minimal d'une cuisine – comprenant un frigo, une gazinière et un four électrique – produit ainsi l'équivalent de 100 kilos de CO<sub>2</sub> par année d'utilisation. Pour atteindre la neutralité carbone, les scénarios de sobriété publiés par l'Ademe en 2021 misent ainsi sur une « *baisse drastique du taux d'équipement en petits appareils et en équipements mutualisables* » tels que les lave-linge, les aspirateurs ou les appareils à raclette. Au total, en matière d'électroménager, ces projections tablent clairement sur la « *baisse du nombre d'objets possédés* ». ✈️

# Rationner, une décroissance dans l'égalité ?

texte Youness Bousenna

Partager dans la contrainte et non plus dans l'abondance, telle est l'équation à laquelle répond le rationnement. Face à la nécessaire décroissance de nos modes de vie, l'idée revient peu à peu dans le débat depuis le Royaume-Uni, pays où la mémoire de l'austérité liée à la Seconde Guerre mondiale est moins traumatique que chez nous.

Une croissance infinie est impossible sur une planète aux ressources finies. Soit, cette conclusion du «rapport Meadows», *Les Limites à la croissance*, publié en 1972, est (à peu près) admise. Mais comment ramener sur Terre une croissance qui, cinquante ans plus tard, se comporte toujours comme si elle était infinie? Encore jamais évoquée devant le grand public, une idée fait son chemin depuis quelques années. Intuitivement, elle peut en horripiler certains tant elle s'attaque de front à l'imaginaire de nos sociétés d'abondance : le rationnement. Autrement dit, une limitation individuelle de certaines consommations qui constitue, selon ses promoteurs, la voie la plus égalitaire

pour adapter nos modes de vie aux contraintes des ressources terrestres.

Le théoricien anarchiste Pierre Kropotkine (1842-1921) en faisait d'ailleurs l'éloge dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: «En 1871, dans Paris assiégé, lorsque le peuple veut faire un effort suprême pour résister à l'envahisseur, que réclame-t-il? – Le rationnement! La mise au tas de toutes les denrées et la distribution selon les besoins de chacun.» Donner à tous par la coopération, plutôt que laisser faire la violence de la compétition? Il est un moment où ce partage dans la contrainte devient inévitable: par temps de guerre. Notre mémoire collective associe instinctivement la mesure aux cartes de rationnement instaurées en 1940 et prolongées bien après la guerre, ce

qui vaut à l'idée même une réprobation immédiate... mais spécifiquement française.

## AUSTERITY BRITAIN

De l'autre côté de la Manche, le rationnement mis en œuvre sous la devise «*Fair shares for all*» («Des parts justes pour tous») n'a pas du tout laissé la même empreinte, souligne la sociologue Mathilde Szuba, qui consacre ses recherches au sujet: «*Cette période connue sous le nom de "Austerity Britain" est aujourd'hui évoquée comme un épisode difficile, mais aussi comme un moment de cohésion sociale face à l'adversité, et le rationnement fait partie de ce récit. Il est difficile de concevoir cet imaginaire depuis un point de vue français où le rationnement évoque des images absolument négatives de privations et d'injustices*».

Études à l'appui, l'historien de l'environnement Jean-Baptiste Fressoz relève d'ailleurs que le rationnement alimentaire britannique «*a considérablement amélioré l'état de santé des classes populaires*» en leur rendant un accès aux produits laitiers ainsi qu'à des fruits et légumes dont la crise des années 1930 les avait privées<sup>2</sup>. Ces mesures ont dans leur ensemble eu pour effet de réduire la mortalité, le rachitisme ou encore la tuberculose, tout en étant largement populaires car «*perçues comme justes*». Ces exemples du XX<sup>e</sup> siècle peuvent-ils nous inspirer pour le XXI<sup>e</sup>? «*En matière d'équité, le rationnement constitue une ressource indéniable pour une société qui chercherait à organiser la répartition politique et économique de la contrainte énergétique*», affirme Mathilde Szuba. Jean-Baptiste Fressoz soutient, quant à lui, que «*rationner le transport est beaucoup plus démocratique qu'augmenter les taxes sur le CO<sub>2</sub> que seuls les riches pourront payer*».

Qu'un rationnement à visée écologique soit arrivé du Royaume-Uni n'a rien d'un hasard. La proposition actuelle la plus avancée, celle de la «carte carbone», a en effet été d'abord formulée au milieu des années 1990 par deux intellectuels britanniques, David Fleming et Mayer Hillman. L'idée? Un budget carbone national fixé selon les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ensuite divisé en un quota annuel de droit à émettre du CO<sub>2</sub> (gaz, électricité, essence, etc.) pour chaque citoyen. Si le quota global demeure fixe, David Fleming et Mayer Hillman proposent de mettre en place une bourse d'échange où les plus énergivores pourraient racheter des unités de CO<sub>2</sub> aux plus économes. Cette bourse constituerait une forme de justice sociale par la redistribution qu'elle engendrerait, les riches ayant proportionnellement l'empreinte

<sup>1</sup> Mathilde Szuba, « Régimes de justice énergétique », Politiques de l'Anthropocène, Agnès Sinai (dir.), Presses de Sciences Po, 2021.  
<sup>2</sup> Jean-Baptiste Fressoz, « Rationner le transport est beaucoup plus démocratique qu'augmenter les taxes sur le CO<sub>2</sub> », Le Monde, 28 août 2019.

la plus forte. La proposition de carte carbone ne s'est pas arrêtée au stade de la bonne idée puisqu'elle a été soumise au Parlement britannique en 2004 – et rejetée – puis à nouveau étudiée par le ministère de l'Environnement en 2006, avant d'être abandonnée. Le projet a aussi circulé dans les mouvements écologistes, inspirant en 2005 la création du mouvement CRAGs (pour «*Carbon Rationing Action Groups*»), une initiative d'autolimitation des émissions individuelles fonctionnant sur des collectifs locaux.

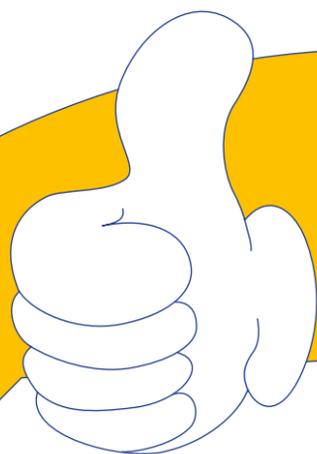
## PLAFONDS, CONTRÔLES ET DÉMOCRATIE

De notre côté de la Manche, quelques propositions de rationnement carbone ont également émergé dans le débat. L'idée d'un «compte carbone» est défendue depuis plus d'une quinzaine d'années par l'ancien haut fonctionnaire et essayiste Pierre Calame, qui suggère d'en confier le fonctionnement à une «agence carbone nationale». Car la gouvernance est l'une des nombreuses difficultés que poserait un tel mécanisme, en premier lieu celui du défi comptable lié à la mesure individualisée des émissions de CO<sub>2</sub>. Dans *Capital et Idéologie* (Le Seuil, 2019), l'économiste Thomas Piketty avance l'idée qu'une carte carbone pourrait être mise en œuvre grâce aux informations contenues dans nos cartes de paiement... ce qui soulève, évidemment, des enjeux de respect de la vie privée. Enfin, la carte carbone interroge quant à la complexité bureaucratique nécessaire pour la mettre en pratique, et la dimension de contrôle par les autorités qui pourrait en résulter.

Quelle que soit sa forme, «*la course vers zéro devra être coordonnée à travers des mesures de contrôle*», note ainsi Andreas Malm dans *La Chauve-Souris et le Capital* (La fabrique, 2020): reste à ce qu'elles soient le plus démocratique possible. Mais aussi équitables, comme l'envisagent les cosignataires de *Retour sur Terre. 35 propositions* (PUF, 2020), parmi lesquels Dominique Bourg et Pablo Servigne, qui critiquent le fonctionnement mercantile de la carte carbone à la britannique consistant à laisser les riches polluer plus en rachetant les quotas des pauvres. Eux plaident pour des plafonds «*absolus et non négociables*», mais démocratiquement déterminés, qui seraient adaptés aux situations territoriales et prendraient en compte les «*consommations contraintes*» de chacun. Aussi insolite soit-il, le rationnement ne serait alors plus seulement un instrument écologique, mais un outil d'égalité sociale adapté aux exigences de l'Anthropocène. ✈

# L'usage contre la propriété

texte Clément Quintard



Renoncer à prendre l'avion, à acheter des légumes hors saison, à prendre plusieurs douches par jour... trop fastoche. Et si on passait au niveau supérieur : s'affranchir de la propriété privée ? L'idée semble incongrue, tant l'appropriation privative a été, depuis l'avènement de la société de consommation, élevée au rang de dogme. Pour enrayer le gaspillage des ressources, il apparaît pourtant nécessaire de s'en détacher et de mutualiser l'usage d'un maximum d'objets du quotidien.



*Un frigidaire, un joli scooter [...], des draps qui chauffent, un pistolet à gaufres, un avion pour deux, et nous serons heureux!*» En 1956, dans *La Complainte du progrès*,

Boris Vian usait d'une figure de style fort à propos, l'accumulation, pour décrire cette société française qui se convertissait dans l'euphorie à la consommation de masse. Sur le même air, on pourrait sans mal prolonger ses paroles : «un casque de réalité virtuelle, une montre high-tech, une trottinette électrique, une enceinte Bluetooth...». Notre quotidien n'a en effet cessé, depuis les années 1960, de se consteller de nouveaux gadgets dont nous sommes sommés de faire l'acquisition pour avoir une chance d'accéder au bonheur. En parallèle, la surabondance d'objets plus banals s'est naturalisée : nos tiroirs débordent de vêtements que nous ne portons jamais ; nos placards, d'appareil à raclette, de perceuse, de taille-haie que nous utilisons au mieux une fois tous les six mois ; nos poches, de portables qui deviennent – obsolescence oblige – des objets antiques ou inutilisables en moins de deux ans ; nos étagères, de livres, de vinyles et de DVD que nous aurions très bien pu emprunter à la bibliothèque municipale, et qui ne servent que de pompeux décorums à nos intérieurs.

Cette thésaurisation matérielle procède d'une logique, celle du productivisme et de son rejeton, le consumérisme. Équiper quantitativement chaque ménage en lui faisant acquérir une multitude d'objets a été considéré comme une amélioration qualitative du niveau de vie, quand bien même la satisfaction de la plupart de ces besoins était déjà assurée par des services collectifs. Transports en commun, cinémas et laveries d'immeubles sont subitement devenus ringards ; aujourd'hui, 84 % des ménages possèdent une voiture, et plus de 95 % un téléviseur ou un lave-linge<sup>1</sup>.

## ALLONGER LA DURÉE DE VIE DES PRODUITS

En substituant à chaque ressource collective une consommation individuelle, les industriels et les marketeurs s'assuraient non seulement de nouveaux débouchés, mais aussi du renouvellement perpétuel des produits qu'ils vendent à des consommateurs devenus captifs. L'obsolescence n'est plus seulement programmée : elle est devenue systémique, à l'origine de cette «humanité massifiée et mutilée»<sup>2</sup> décrite par le philosophe André Gorz (*lire p. 20-23*) qui, en étant mise au service de la production, n'est plus préoccupée que par le développement de son pouvoir d'achat

et par la jouissance solitaire de biens privatisés. Mais la propriété et l'usage des biens de consommation peuvent aussi très bien être disjoints. Une idée qui n'a rien de neuf mais qui, à la lumière de l'impératif de sobriété porté par le discours écologique, prend une dimension inédite. C'est ce que défendent les acteurs de l'économie de la fonctionnalité en proposant non plus de vendre des objets, mais de mutualiser leur utilisation. La coopérative Commown, fondée en 2018, met par exemple à disposition des appareils électroniques (smartphones, ordinateurs, casques audio) moyennant un abonnement pour leur location. Pour Adrien Montagut, son cofondateur, l'idée est de lutter contre la gabegie de ressources que représente le numérique dans toutes ses formes d'obsolescence (technique, esthétique et logicielle) : «*Nous voulions rompre avec le mécanisme de vente car, dès lors qu'il y a transfert de propriété, cela signifie qu'on se déleste de la responsabilité du produit.*» La coopérative se distingue alors de toutes les offres de location avec option d'achat, aussi appelées *leasing*, dont certaines «*proposent de renouveler votre smartphone au bout de trois mois d'utilisation, c'est aberrant!*», s'agace Adrien Montagut. Le but de Commown est, au contraire, «*d'offrir un service qui allonge la durée de vie du produit, explique-t-il, raison pour laquelle nous proposons des appareils éco-conçus, durables, facilement réparables et sous OS libre, afin de démocratiser l'électronique responsable et promouvoir une société où les gens parviennent à s'autonomiser et à diminuer leurs usages.*» D'ailleurs, pour Adrien Montagut, «*si l'on veut continuer à avoir accès au numérique, il faudra sans doute un jour renoncer à l'usage individualisé de terminaux.*»

## MÊMES AVANTAGES

Mais comment inciter le maximum de personnes à consentir au partage en lieu et place de l'accès exclusif des objets du quotidien ? Pour Yann Lemoine, «*il est utopiste de penser que les gens vont changer radicalement leur manière d'être et de consommer, ou qu'ils vont choisir spontanément de se serrer la ceinture pour la seule raison environnementale.*» Fondateur de la société Les Biens en commun, il a conçu un service de mutualisation qui reproduit tous les avantages de la propriété traditionnelle, condition pour que les individus aient envie d'y renoncer. «*Il faut que l'utilisateur ait la garantie de trouver l'appareil qu'il cherche, qu'il soit à proximité et disponible au moment où il en a besoin, qu'il soit autonome pour s'en servir et, aussi, que l'appareil fonctionne,*

<sup>1</sup> Tableaux de l'économie française, Insee, 27 février 2020.

<sup>2</sup> André Gorz, *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, Le Seuil, 1964.

énumère cet ancien ingénieur agronome. Son concept: des casiers connectés dans des halls d'immeuble avec, à l'intérieur, des objets dont on ne se sert qu'occasionnellement (crêpière, aspirateur, perceuse...). Chaque utilisateur paie alors pour avoir accès à l'appareil au moment où il en a besoin et peut déverrouiller le casier après avoir réservé son créneau d'utilisation. Les Biens en commun se chargent alors de faire les tournées d'entretien et de réparer les équipements. «*Le pari, c'est de faire en sorte que les gens aient accès à de meilleurs produits, plus résistants et plus réparables. Car en mutualisant des objets, on mutualise aussi le pouvoir d'achat, et on peut se payer un aspirateur à 250 euros.*» À terme, le but est aussi d'impliquer les usagers en les laissant décider de quels appareils ils veulent collectivement se doter. Le risque? «*Les effets rebonds, concède Yann Lemoine. Comment être sûr que les utilisateurs ne vont pas vouloir des objets "de luxe", comme des trottinettes électriques ou des casques de réalité virtuelle, et continuer d'acheter individuellement leurs propres appareils domestiques... Il ne faut pas que les appareils mis à disposition dans les casiers se surajoutent à l'équipement des ménages.*» Raison pour laquelle la coopérative Les Biens en commun n'est, selon son fondateur, «*qu'une étape*» et que «*c'est la société qui doit s'engager dans son ensemble vers plus de sobriété, en diminuant le temps de travail et en investissant massivement dans les services publics et les emplois "non productifs"*».

### CONTRE « L'ABSOLUTISME PROPRIÉTAIRE »

Autant d'initiatives qui tentent de faire dérailler la surproduction d'objets et opposent un contre-modèle à la propriété privée pour de nombreux objets du quotidien, prouvant par le fait qu'elle n'a rien d'un horizon indépassable. «*Il existe de nombreuses choses dont on jouit mieux lorsqu'elles sont partagées que lorsqu'elles nous appartiennent exclusivement: les ressources socialisées comme les livres disponibles dans les bibliothèques, ou encore un concert, l'accès à la santé ou à l'éducation*», indique le philosophe Pierre Crétois, auteur de *La Part commune* (Amsterdam, 2020), pour qui «*l'absolutisme propriétaire*» est l'une des causes des désastres écologiques, dans la mesure où il permet d'arracher une chose à la communauté et d'en devenir le maître absolu, sans jamais avoir à rendre de comptes. «*Selon ce dogme, on peut tout faire avec ce qui nous appartient et l'exploiter sans limite. On peut, par exemple, posséder une voiture polluante ou faire usage de pesticides dans son*

# « Il faut renouer avec l'idée selon laquelle le partage ne nous prive de rien mais, au contraire, est plutôt de nature à nous enrichir. »

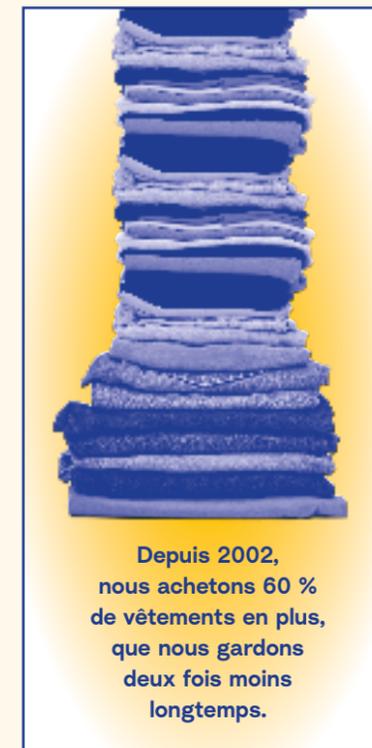
– Pierre Crétois

champ, alors même que ces usages ont des effets destructeurs sur l'environnement et menacent l'avenir de l'humanité. Il faut donc redéfinir les bornes de nos droits sur les choses. Mieux: il faut renouer avec l'idée selon laquelle le partage ne nous prive de rien mais, au contraire, est plutôt de nature à nous enrichir. » Un chambardement d'une telle ampleur qu'il ne pourra jaillir que par l'émergence d'un cadre réglementaire contraignant, imposé par la puissance du collectif – par exemple, en décidant que tel bien de consommation doit être mis à disposition des locataires pour les résidences dépassant un certain seuil d'habitants. Alors que, depuis quelques mois et sous l'effet de la pandémie de Covid-19, des pénuries à répétition de composants électroniques et de matières premières provoquent le ralentissement de nombreuses industries, jouir en commun d'objets dont nous nous réservions habituellement l'usage et décider collectivement de ce que la société a vraiment besoin de produire apparaît de plus en plus comme nécessaire. ✈

Chaque foyer français possède en moyenne une centaine d'équipements électriques ou électroniques (73 pour les appartements, 118 pour les maisons), dont 6 ne sont jamais utilisés.



Chaque foyer accumule en moyenne 2,5 tonnes d'objets électriques ou électroniques, dont la production a nécessité quelque 45 tonnes de matières premières.



Depuis 2002, nous achetons 60 % de vêtements en plus, que nous gardons deux fois moins longtemps.



Pour produire 1 kilo de coton nécessaire à la fabrication d'un jean, il faut plus de 7 000 litres d'eau, 2 kilos d'engrais chimiques et 75 grammes de pesticides.



Un aspirateur est dans 92 % des cas utilisé moins d'une heure par semaine. Il passe donc les 167 heures restantes dans un placard.



Une perceuse est en moyenne utilisée 12 minutes dans toute sa durée de vie.



En France, un portable est en moyenne remplacé tous les deux ans. Dans 88 % des cas, il fonctionne encore.



Entre 2007, date du lancement de l'iPhone par Apple, et 2016, 10 milliards de smartphones ont été vendus dans le monde.

Sources: « Les appareils électriques dans les foyers français », étude commandée par la filière DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques) à Ipsos/Écologic, 2017; Ademe, 2018, 2019 et 2020; Les Biens en commun.

# «Il nous faut développer un art de la fermeture»

Alors que l'impératif de «renoncer» à une partie de nos infrastructures, biens et usages écocidaire s'impose peu à peu, ce processus ne se fera pas de lui-même, et certaines des ruines dont nous héritons continueront de produire leurs effets néfastes à l'avenir. Alexandre Monnin, coauteur de l'ouvrage *Héritage et Fermeture. Une écologie du démantèlement* (Divergences, 2021), fait partie de ceux qui tracent un nouveau sillon intellectuel et stratégique dans l'écologie politique: une politique du renoncement.

Propos recueillis par Philippe Vion-Dury photo Dorian Prost

**Du côté de l'écologie «conséquente», la nécessité de «renoncer» à certains éléments de notre mode de vie paraît évidente. Mais n'est-ce pas un peu trop incantatoire, voire naïf ?**

Implicitement, tout un pan de l'écologie est effectivement «inconséquent» et n'aborde pas ouvertement ces questions-là. De l'autre côté, tout un pan les aborde, mais très en aval, du côté des usages: arrêter de prendre l'avion, de manger de la viande rouge, etc. Or, il faudrait aborder le renoncement comme un point de départ, en amont, pour en faire un programme: planifier, anticiper, décider démocratiquement... Car nous ne sommes pas collectivement d'accord sur ce à quoi il faudra renoncer, y compris parmi les gens qui pensent que des arbitrages sont absolument nécessaires. L'idée selon laquelle il sera possible de limiter les renoncements en vertu de découplages ou de compensations est



**Héritage et fermeture. Une écologie du démantèlement, Emmanuel Bonnet, Diego Landivar et Alexandre Monnin,** Divergences, mai 2021, 168 p., 14 €.

erronée. De nombreux arbitrages sont déjà opérés aujourd'hui, sauf qu'ils ne sont ni «publicisés», ni anticipés, ni démocratiques – et ils s'avèrent souvent brutaux. Il est impératif de politiser cette question et de la poser en termes de justice sociale pour ne surtout pas l'abandonner à des appareils autoritaires.

**Renoncer pose également des enjeux techniques, mobilise des savoirs. Typiquement, on ne sait toujours pas réellement comment démanteler une centrale nucléaire...**

Pro comme anti-nucléaires sont confrontés à la nécessité de gérer un «commun négatif». Les pro se demandent comment s'occuper des déchets, créer des infrastructures qui peuvent tenir dix ou cent mille ans, tandis que les anti cherchent à assurer une alternative à l'énergie nucléaire sans forcément se couper de tout réseau énergétique. Mais la centrale nucléaire

n'est qu'un exemple qui présente la spécificité de l'accident et de la durée de vie du déchet: la centrale à charbon posera elle aussi des problèmes de fermeture et de renoncement.

La question de notre dépendance à l'énergie se pose dans bien d'autres cas. Quand on prend un scénario comme celui élaboré dans l'étude prospective de RTE<sup>1</sup> «Futurs énergétiques», rendue publique en octobre 2021, qui pose une contraction du budget énergétique de la France de 40 % à l'échéance 2050, cela peut signifier deux choses: soit il ne s'agit pas d'un scénario de sobriété et l'implicite est que l'on atteindra cet objectif en améliorant l'efficacité énergétique de nos dispositifs sans opérer de renoncements du point de vue de nos modes de vie; soit l'on considère que l'efficacité énergétique ne sera pas suffisante, du fait notamment des effets rebond, et que les seuils fixés sont en réalité intenables sans une politique de sobriété. Dans le second cas, la nécessité du renoncement est implicite, et il faudra demain l'explicitier et la politiser. Ce rapport de RTE nous révèle en réalité que des organismes infra politiques nous préparent des orientations assez claires et que la sobriété sera le levier incontournable pour atteindre ces objectifs. De là, à quoi renonce-t-on? À quoi on ne renonce pas? Qui doit renoncer à quoi? Car tout le monde n'est pas en égale capacité de renoncer, ne présente pas les mêmes vulnérabilités, et si l'on ne discrimine pas, on risque de voir se multiplier les cadrages malthusiens ou social-darwiniens voire franchement fascisants...

Quant aux savoirs techniques, ils seront importants. Il faut se méfier du «solutionnisme technologique» mais il faut symétriquement se méfier du «solutionnisme politique» – croyance selon laquelle le politique pourrait déployer ses effets en dehors de toute contrainte infrastructurelle ou dépendance matérielle. On ne saurait évidemment réduire l'un à l'autre, pourtant technique et politique sont inséparables.



**Ce qu'il est difficile d'explicitier, même pour les écologistes, c'est que cette sobriété va certainement nous ramener à terme à un niveau de développement matériel proche par bien des aspects de celui des années 1950 ou 1960. Est-ce un tabou ?**

Tout à fait. Quand on travaille sur des réductions du budget énergétique d'un facteur 3 ou 4, on sait pertinemment que l'innovation technologique ne pourra pas permettre d'atteindre

à elle seule ces objectifs. Pourtant, les objectifs une fois fixés guideront les politiques publiques. On voit cependant que les moyens déployés peinent à suivre. Cette disjonction entre objectifs poursuivis et moyens déployés oblige à envisager une réelle «redirection écologique». Mais ce n'est pas forcément dicible, ni audible d'ailleurs, à l'heure actuelle. On se trouve face à deux types de courants. D'une part, il y a ceux qui n'osent pas expliquer qu'il va falloir revenir sur un certain nombre de technologies et d'infrastructures – et pour une très bonne raison, à savoir qu'on ne sait même pas comment faire! D'autre part, on trouve des radicaux qui expliquent que le seul mode de vie tenable n'est pas celui des années 1960 mais celui des chasseurs-cueilleurs. Sauf qu'à 8 milliards d'êtres humains dépendants d'infrastructures et de systèmes modernes, cette bascule représenterait d'innombrables morts. Il faut se situer sur une ligne de crête – «non exterministe», comme je l'appelle – entre ces deux positions.

**Lorsqu'on parle de «fermeture», cela signifie en premier lieu de «rompre avec la technosphère», selon vous, et avec les technologies zombies «qu'on ne rendra pas vivantes». Qu'est-ce à dire ?**

L'exemple du smartphone est éloquent: on ne pourra pas verdir le smartphone. Cette technologie ne sera jamais vertueuse. Le physicien belge José Halloy considère ce type de dispositifs comme appartenant à une «technologie zombie»: une technologie basée sur des stocks, des ressources non renouvelables qui posent à terme la question moins de leur épuisement que de leur disponibilité. Ce sont des dispositifs qui sont souvent dans une forme d'obsolescence programmée, alors même que les moyens mobilisés pour les fabriquer devraient les contraindre à durer très longtemps afin d'amortir leur coût environnemental. Zombies, aussi, car ils ne rentrent pas dans les grands cycles géochimiques (il n'y a pas de cycle du silicium, de l'indium, du gallium, etc.) et s'accumulent donc dans les couches géologiques actuellement composées de plastique, de métaux rares et d'os de poulets. La majorité de nos technologies sont des zombies. Or il faut sortir de nos dépendances aux zombies et envisager des dispositifs qui durent des siècles ou des milliers d'années. Cela suppose d'identifier ces «ruines ruineuses», non des ruines pittoresques mais des infra-

Alexandre Monnin est professeur en redirection écologique et design à l'ESC Clermont Business School, où il dirige le MSc «Strategy & Design for the Anthropocene». Il est également directeur scientifique d'Origens Media Lab, un laboratoire de recherches conçu comme un tiers-lieu interdisciplinaire en sciences humaines et sociales.

structures flambant neuves, en état de marche, qui, par leur fonctionnement même, contribuent à la destruction de l'habitabilité du monde.

**Comment définissez-vous ces «communs négatifs» auxquels on ne peut pas «renoncer» si facilement ?**

À la différence des communs traditionnels, positifs, qui se concentrent sur l'idée d'éviter l'accaparement ou la destruction du commun, on est ici dans la situation d'un commun dont nous héritons malgré nous et dont personne ne veut s'occuper. Ce sont par exemple des «ruines ruinées»: sols pollués, rivières sans poisson, infrastructures en déshérence (typiquement les centrales)... Il y a aussi les «ruines ruineuses» dont je parlais plus tôt. Elles appartiennent à un passé que l'on ne peut plus se permettre de faire advenir, de maintenir. Il nous faut renoncer collectivement à ces images de l'avenir, à ces innovations obsolètes et, plus largement, reconnaître comme obsolète ce qui se donne pour la dernière nouveauté.

**Vous affinez la typologie dans le livre: vivre sans, vivre avec désormais, vivre avec autrement.**

Le *vivre sans* désigne essentiellement les technologies zombies qu'on ne pourra jamais rendre vertueuses. Dès lors, il s'agit de dénouer nos dépendances, d'apprendre comment transplanter certaines propriétés et fonctions de ces infrastructures zombies (mais pas toutes) sur d'autres infrastructures durables et d'autres milieux de vie. Il y a ensuite les communs négatifs qui créent des situations auxquelles on ne pourra échapper – typiquement les déchets nucléaires – et avec lesquelles il faudra *vivre avec désormais*. Le *vivre avec autrement* désigne d'autres situations, comme la cohabitation avec des espèces invasives, des virus, etc. Alors qu'on peut être tenté par des politiques hygiénistes ou d'éradication, les espèces invasives, par exemple, sont aussi sources d'opportunités pour des milieux de vie, les revigorant parfois. Il faut tenter de trouver un *vivre avec* discriminant les effets induits et développant de nouvelles diplomaties selon la spécificité des milieux concernés.

**«Plier bagage», démanteler, opérer une redirection écologique demande une délibération collective.**

**Nos structures politiques le permettent-elles aujourd'hui ?**

Cette question se posera invariablement, que l'on soit dans un cadre local ou national, dans une société néolibérale ou délivrée du capitalisme... Nous travaillons avec des collectivités que nous tentons d'outiller pour opérationnaliser et légitimer la question des arbitrages. Mais nous n'avons pas aujourd'hui les institutions délibératives ou d'enquête qui permettraient l'élaboration et l'application de telles mesures. Le *commoning*, le «rendre commun», appelle un processus d'institutionnalisation encore incomplet. Il faut urgemment démocratiser cet enjeu, sinon la sobriété adviendra de manière autoritaire et inégalitaire – un cocktail explosif. Le déclenchement de la crise des Gilets jaunes est emblématique: alors que prévaut une situation de dépendance forte vis-à-vis des infrastructures routières, de l'organisation du travail, du prix de l'énergie, etc., une mesure est venue frapper de façon non démocratique, en aval, quand il faudrait dénouer les dépendances en amont et s'interroger sur la manière concrète de faire atterrir les infrastructures qui grèvent l'avenir... Nous avons besoin d'un nouvel «art de la fermeture», légitime, différant du sabotage, et qui ne soit pas restreint aux marges.

**Un «art de la fermeture» est une image chargée positivement. Faut-il faire du renoncement un point de départ pour un processus de «recivilisation» ?**

Tout à fait. Notre niveau de vie matériel a un rôle de compensation pour de nombreuses souffrances. Il est d'autant plus difficile d'opérer une «sobriété extensive», c'est-à-dire une réduction de l'empreinte de notre niveau de vie, qu'il n'y a pas de versant positif – une «sobriété intensive», comme le dit mon collègue Nathan Ben Kemoun. Il est nécessaire de réinvestir d'autres types de pratiques qui permettent de dériver vers une satisfaction, voire du plaisir. Des pratiques qui ont une empreinte moindre parce qu'on ne détruit pas l'objet utilisé (par exemple, relire un livre) ou qui font appel à la répétition et à la maîtrise (jouer une partition, progresser avec un instrument sans passer à un autre...). Et aussi réinvestir nos métiers eux-mêmes, y compris dans une optique de fermeture, plutôt que de s'enfermer dans l'idée d'avoir toujours plus de moyens pour en faire de moins en moins. ✈

<sup>1</sup> Lancé en 2019 à la demande du gouvernement, cet exercice prospectif évoque des scénarios visant à la neutralité carbone d'ici trente ans. L'étude, publiée quelque six mois avant l'élection présidentielle, incite bien évidemment à des choix politiques en matière d'énergie. Lire à ce sujet l'article de Perrine Mouterde et Adrien Pécout, «Électricité: entre le nucléaire et les énergies renouvelables, six scénarios pour 2050», Le Monde, 25 octobre 2021.

# Pour un abstentionnisme économique

texte Jeanne Guien



Au problème du renoncement à certains schémas de consommation et d'usage, la société répond : «Soyez éthique!» Comprendre : faites un effort et choisissez bien. Une approche largement individualiste, morale, coûteuse, qui a pour effet de dépolitiser la question du mode de vie et d'en exclure le plus grand nombre. S'opposant à cette injonction, la philosophe Jeanne Guien\*, qui vient de publier *Le Consumérisme à travers ses objets* (Divergences, 2021), s'interroge sur la manière de faire du renoncement un acte collectif.

\* Jeanne Guien, docteure en philosophie, a soutenu une thèse à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne consacrée à la notion d'obsolescence, étudiant l'histoire des débats autour de la durée de vie des moyens de production et des biens de consommation.



À quoi faut-il renoncer?»: voilà une question qu'il faudrait préférer à la question «de quoi avons-nous (vraiment) besoin?». Se

demander de quoi l'on a «besoin» ouvre en effet sur l'infini: comme l'a montré Razmig Keucheyan dans *Les Besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme* (Zones/La Découverte, 2019), les besoins ont une «historicité», certaines choses deviennent indispensables dans un certain contexte. Ainsi, aujourd'hui, on a besoin d'un smartphone ou d'une épilation pour être employable. Et il y aura toujours d'avisés publicitaires pour tenter de réenchanter cette réalité; pour nous assener, à grands coups de pyramide de Maslow<sup>1</sup>, qu'on a besoin du superflu pour exister, pour se sentir des êtres de culture et pas seulement de nature, de désir et pas seulement de nécessité. Aborder le problème sous l'angle du renoncement permet de sortir de ces débats métaphysiques pour se poser des questions concrètes, qui relèvent du droit: quelles entreprises sont criminelles du point de vue des droits humains et environnementaux? Lesquelles mettent en danger la vie d'autrui, privent des populations entières d'eau, de soins, de liberté, d'éducation? Lesquelles détruisent la biodiversité? Qui est redevable? Ce sont ces questions qui doivent nous conduire à décider collectivement quels produits, marques et processus industriels doivent être interdits et quels patrons, qu'ils soient sous-traitants ou commanditaires, doivent être mis hors d'état de nuire.

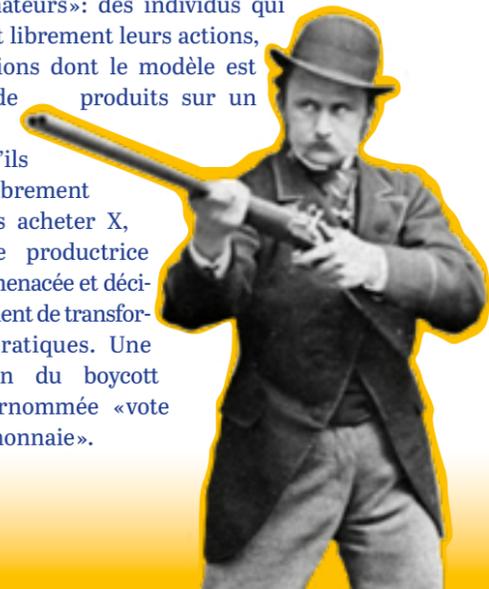
Contre un modèle de renoncement héroïque (prouver sa force morale en résistant individuellement au désir d'acheter et à la pression sociale qui va avec), il faut promouvoir un modèle de renoncement socialisé: une action collective pour décider quels produits ne doivent plus être fabriqués, distribués, promus et valorisés socialement, et pour mettre en place des alternatives justes. Ces collectifs devraient réunir les acteurs de l'économie dans leur diversité. Non pas «les consommateurs», mais les ouvriers, les employé(e)s du conditionnement, de la logistique ou de la vente, les travailleurs du déchet, les travailleuses domestiques... La consommation est aussi une forme de travail – faire les courses, préparer, entretenir, fournir et détruire les objets ne constitue pas forcément un loisir. C'est la publicité qui associe ces tâches à la facilité, au plaisir et à l'amour dévoué.

## LA RUINE DE M. BOYCOTT

Consentir à renoncer, c'est subvertir l'idée selon laquelle l'écologie entretient un rapport moral à

la consommation, pour montrer qu'il s'agit d'un rapport politique. On revient en cela au sens premier du mot «boycott», qui ne désignait pas à l'origine le fait de s'abstenir d'acheter tel ou tel produit sur un marché, mais le fait de bannir d'une communauté les individus responsables d'abus de pouvoir et de pratiques économiques injustes. En 1879, en Irlande, un propriétaire terrien refusa de baisser le loyer des terres qu'il louait aux fermiers locaux, lesquels ne pouvaient plus payer à la suite de mauvaises récoltes. Un ex-militaire anglais, nommé Charles Cunningham Boycott, était chargé de percevoir ces loyers; il expulsa les fermiers incapables de payer. La Ligue agraire locale, des leaders indépendantistes et des ecclésiastiques incitèrent alors les habitants du comté à cesser de faire affaire avec Boycott. Les ouvriers agricoles refusèrent de récolter ses terres, les commerçants de lui vendre des produits. Ses domestiques furent chassés de chez lui, son courrier ne lui fut plus distribué. Le mouvement s'élargit: on réclamait l'usage des sentiers et le droit au ramassage de bois, on parlait de réforme agraire et d'indépendance de l'Irlande, les médias affluaient. Une douzaine d'autres propriétaires subirent le même sort. Finalement, ce sont des ouvriers d'un autre comté qui vinrent moissonner, sous escorte de l'armée anglaise, ce qui coûta plus cher que ce que la récolte rapporta. Boycott fut ruiné par la communauté dont il s'était désolidarisé économiquement, et qui l'avait en retour exclu de ses échanges<sup>2</sup>.

Quelques années après cette mobilisation, la presse européenne (en France, *Le Figaro*) forgea le néologisme «boycotter» pour désigner des mouvements similaires: des grèves du travail et de l'achat à la fois, entraînant toute une communauté dans le rejet concerté d'un modèle socio-économique considéré comme injuste. Ce sens s'est perdu au gré de la redéfinition des acteurs sociaux en «agents économiques» et «consommateurs»: des individus qui choisissent librement leurs actions, et des actions dont le modèle est l'achat de produits sur un marché donné. S'ils décident librement de ne plus acheter X, l'entreprise productrice de X sera menacée et décidera librement de transformer ses pratiques. Une redéfinition du boycott parfois surnommée «vote du porte-monnaie».



<sup>1</sup> La pyramide de Maslow est une représentation proposée par le psychologue américain Abraham Maslow pour établir une hiérarchie entre les différents besoins fondamentaux humains (besoins physiologiques, besoins de sécurité, d'être aimé, de s'accomplir, etc.)  
<sup>2</sup> Orlinier Esteves, Une histoire populaire du boycott. Tome I: 1880-1960 - L'armée du nombre, L'Harmattan, 2005.

## « BUYCOTT » CONTRE NON-PARTICIPATION AU MARCHÉ

Ce modèle simpliste, hérité de l'économie politique et perpétué par les associations de consommateurs, est à la fois sociocentré (seuls les plus riches ont un libre choix entre tous les produits existants, disposant de l'argent ou du temps pour les trouver) et partiel: il ne prend pas en compte la possibilité du retrait de tout un marché, voire du renoncement à l'achat en général (plutôt que l'achat de tel ou tel produit). C'est pourquoi, la plupart du temps, les appels au boycott sont des appels au « buycott »: ne pas acheter X, mais acheter Y à la place. Souvent, Y est plus cher et plus difficile à trouver. De sorte que ce modèle de boycott-buycott reste marchand et injuste: il ne s'agit pas de consommer moins, mais de consommer d'autres produits, à plus forte valeur ajoutée, sur un marché qui s'élargit et se hiérarchise par là même. Les publicitaires l'ont bien compris, récupérant les slogans anticonsuméristes pour en faire des slogans publicitaires, hurlant au produit plus sain ou plus vertueux.

À l'inverse, il existe des mouvements sociaux qui organisent la non-participation au marché. Ainsi des freegans, mouvement né aux États-Unis dans les années 1990, qui pratiquent la récupération des biens jetés (nourriture, vêtements, ustensiles...), leur remise en état et leur redistribution gratuite. Si les freegans n'ont pas inventé ces pratiques de récupération-redistribution, ils sont les premiers à les avoir théorisées comme « boycott ultime »<sup>3</sup>: moyen d'éviter toute transaction sur le marché, y compris le « shopping responsable »<sup>4</sup>. Il s'agit de s'émanciper de son rôle de consommateur, et par suite de salarié ou de locataire, en favorisant tout ce qui est gratuit et en remettant en état ce qui est délaissé. Ramasser, préparer, redistribuer, réparer, squatter, échanger... et contribuer à l'autogestion des communautés économiques que forment les adeptes de ces pratiques.

D'autres mouvements tentent de dépasser l'opposition entre « consommateurs » et « travailleurs ». Lancé en octobre 2021, « l'appel pour un réseau éco-syndicaliste » exprime la volonté de faire converger les syndicats et les associations de défense de l'environnement, notamment dans les secteurs à fort impact environnemental tels que le déchet ou l'énergie<sup>5</sup>. Le boycott est d'autant plus puissant lorsqu'il s'accompagne de la construction d'alternatives autogérées par un collectif qui possède ses propres moyens de production. Fin novembre 2021, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), 500 chauffeurs et chauffeuses VTC, qui

travaillaient auparavant pour Uber, ont monté une coopérative leur permettant de travailler sans recourir à la plateforme, critiquée pour son évasion fiscale et sa pratique déshumanisante des relations de travail. La municipalité soutient financièrement le lancement de la coopérative.

### « ET MOI, ET MOI, ET MOI ? »

Quel rôle pour l'individu, dans tout ça? L'oublier, n'est-ce pas verser dans une inquiétante amoralité? Un rôle de simple et saine cohérence? Une personne peut faire le choix de ne pas se comporter d'une façon qu'elle juge problématique, sans pour autant croire que cela suffise à traiter les causes du problème en question. Ainsi, pas mal d'individus s'abstiennent d'agresser sexuellement les personnes qui les attirent et cherchent à obtenir leur consentement pour coucher avec elles: est-ce que ces personnes pensent qu'elles vont, par là, faire disparaître le viol? On peut raisonnablement penser que non; que c'est plutôt parce qu'elles jugent le viol moralement condamnable, craignent une sanction, ou seraient incapables d'une telle violence. Tout changerait si ces personnes agissaient *aussi* pour la reconnaissance de la parole des victimes d'agression sexuelle, pour le traitement sérieux de leurs plaintes, contre la banalisation des représentations sexualisantes des femmes dans l'espace public... En attendant, demander à ces individus s'ils souffrent de leur abstinence ou les traiter de naïfs, croyant que leur comportement va changer le monde, serait tout aussi absurde que de les féliciter pour leur engagement contre les violences sexuelles. De la même façon, s'exclamer « Si tu crois que ça va changer quelque chose ! » face à quelqu'un qui s'abstient d'acheter une voiture ou de l'eau en bouteille est tout aussi ridicule que de l'élever au rang de « sauveur de la planète ». Que les choses soient bien claires: je ne compare pas ici deux actes (le viol et l'achat), mais deux discours, pareillement absurdes, consistant à confondre réticence personnelle avec engagement politique, et à établir une forme de continuité naturelle de l'une à l'autre. Cette continuité n'a en réalité rien d'évident. Comportement sain et cohérent, peut-être nécessaire mais certainement pas suffisant, le renoncement individuel doit se socialiser pour avoir un impact économique.

### POUR UN ABSTENTIONNISME ÉCONOMIQUE

La métaphore du « vote du porte-monnaie » a malgré tout un petit intérêt. Comparer (et non identifier) l'achat et le vote est pertinent dans la

<sup>3</sup> Warren Oakes, « Why Freegan? An Attack on Consumption - In Defense of Donuts », 1999. Depuis 2005, ce texte est reproduit sous le titre de « Manifeste freegan » sur le site [freegan.info](http://freegan.info).

<sup>4</sup> Freegan Info, « Destructive Consumer Products, Boycotts and "Responsible Shopping" ».

<sup>5</sup> « La planète brûle... et la société éco-syndicaliste », octobre 2021.



Gravure représentant les troupes anglaises appelées pour sécuriser les moissons des terres de Charles Boycott.

mesure où le vote est tantôt présenté comme un droit, tantôt comme un devoir. De la même façon, dans une société consumériste, l'achat est tantôt perçu comme une possibilité, tantôt comme une nécessité. Ne pas s'intéresser à telle ou telle technique, ne pas acheter tel ou tel gadget, est perçu comme une déviance dont il faut rendre compte. « Quoi! Tu ne t'épiles pas! Mais pourquoi? »; « Quoi, tu n'as pas de smartphone? Mais comment tu fais? ». Cela peut arriver à tout moment: à table, vous ne prenez pas de poulet, et voilà que votre voisin vous somme de justifier votre végétarisme. Vous arrivez au travail en jupe, et voilà qu'un collègue engage un débat sur l'acceptabilité sociale du poil, regardant vos jambes et vous incitant à parler de votre corps. Au fil du temps, on vous tiendra responsable de la récurrence de ces débats, alors que vous n'avez, à proprement parler, rien fait – vous vous êtes contenté(e) de ne pas faire. L'abstention dans ces domaines est perçue comme une déviance, et c'est la personne déviante, celle qui ne consomme pas, qui est sommée de se justifier, et de se justifier du fait que demande de justification il y a. Le droit devient devoir, et le « droit-de-ne-

pas » est oublié: il doit se justifier comme « devoir-de-ne-pas ». L'abstention doit se présenter comme abstentionnisme.

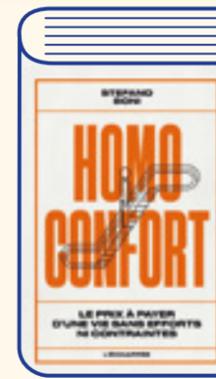
Ce glissement présente un intérêt quand il s'accompagne d'une socialisation et d'une explicitation: lorsque l'abstentionnisme devient un mouvement articulant l'individuel au collectif. Ainsi, dans le domaine électoral, l'abstention peut aussi bien être une position individuelle (ne pas voter pour ne pas prendre part à un jeu qu'on estime truqué ou dénué d'enjeux pertinents, tout en sachant qu'il y a peu de chances pour que cette posture soit entendue et comprise) que donner lieu à des mobilisations (pour le décompte des abstentions et leur prise en compte, par l'élaboration d'un discours public sur ses causes et ses buts politiques...). De la même façon, des choix individuels négatifs en matière de consommation n'ont de valeur politique que lorsqu'ils sont accompagnés d'actions collectives et publiques à l'encontre des entreprises jugées criminelles, ainsi que d'efforts communautaires pour réorganiser la production, la distribution, l'entretien et la destruction des biens à un niveau local et concret. ➤

# Homo confort, ou l'hégémonie du bien-être

Archiconsensuel, le confort caractéristique du mode de vie moderne montre chaque jour un peu plus le prix qu'il exige: aliénation, individualisation et destruction des écosystèmes.

Dans son ouvrage *Homo confort. Le prix à payer d'une vie sans efforts ni contraintes* (à paraître aux éditions L'échappée en avril 2022) – dont *Socialter* publie ici les bonnes feuilles –, l'anthropologue Stefano Boni\* tente d'analyser les raisons historiques et politiques qui expliquent l'absence quasi totale de résistance ou de projet alternatif à la recherche de l'accroissement perpétuel du confort matériel.

\* Stefano Boni enseigne l'anthropologie culturelle et politique à l'université de Modène et de Reggio d'Émilie. La version originale de son livre est parue sous le titre *Homo confort. Il superamento tecnologico della fatica e le sue conseguenze* (Elèuthera, 2014).



**Homo confort.**  
**Le prix à payer  
d'une vie sans efforts  
ni contraintes,**  
**Stefano Boni,**  
traduit de l'italien  
par Serge Milan,  
L'échappée,  
à paraître le 15 avril 2022,  
272 p., 19 €.

<sup>1</sup> John de Graaf, David Wann  
et Thomas H. Naylor,  
J'achète! Combattre  
l'épidémie de surconsom-  
mation, Fides, 2004.

<sup>2</sup> Tomás Maldonado,  
Il Futuro della modernità,  
Feltrinelli, 1992.

<sup>3</sup> Ivan Illich, «Les deux  
dimensions de la contre-  
productivité institutionnelle»,  
in *Némésis médicale.*  
L'expropriation de la santé,  
*Le Seuil*, 2021 [1974]; in  
*Œuvres complètes, vol. 1,*  
*Fayard*, 2003, p. 659-676.

Une histoire politique du confort doit expliquer l'extraordinaire consensus social qu'il a suscité lors d'élections ou de révolutions, sous des gouvernements de tendances différentes mais réunis par leur foi dans le progrès scientifique, dans la maîtrise technologique et dans la production industrielle. Des communistes de l'ère soviétique aux partisans américains du libre-échange, en passant par les forces parlementaires de pays européens comme la France ou l'Italie au sortir de la guerre, tous ont défendu avec acharnement la consommation et l'augmentation du confort, ainsi que tout ce qui était nécessaire à la diffusion du bien-être, sans se poser trop de questions sur leurs effets collatéraux. La prétendue démocratie moderne ne repose pas sur les élections – devenues plus ou moins inutiles car dépourvues d'alternative et érodées par les initiatives laissées à des politiciens égocentriques ou corrompus –, mais sur la généralisation du confort. Les États qui gouvernent sans s'encombrer d'élections, lorsqu'ils ont été incapables de garantir un bien-être généralisé, ont été annexés au modèle dominant, comme le bloc soviétique dans son ensemble, ou bien se sont modernisés en adoptant les valeurs de la société de consommation, comme la Chine. Le confort est le programme politique consensuel qui rassemble unanimement les gouvernements et les entreprises, les banques et les épargnants, les médias de masse et les citoyens. C'est à la fois un projet totalisant, en ce sens qu'il influe sur toutes les dimensions culturelles et sociales de notre vie, et un projet astreignant, dans la mesure où la consommation doit être garantie à tout prix. Existe-t-il un gouvernement ou un parti politique qui ait essayé non pas de mettre en œuvre mais de tenir simplement un discours prônant la réduction de la production consumériste ?

L'ensemble des pouvoirs institutionnels a soutenu et contrôlé l'essor exponentiel de la technologie. C'est en particulier le cas de l'État, à travers l'instauration incessante de règlements, décrets, circulaires, normes, critères qui ont imposé légalement le dogme de la croissance. Les gardiens de l'ordre institué ont réprimé à coups de matraque et de gaz lacrymogène ceux qui protestaient contre les conséquences les plus dévastatrices de ce développement toxique. La machine productive, rationalisée et déshumanisée, a atteint des capacités destructrices illimitées, se développant sans se soucier de la morale et, malheureusement, sans opposition sociale efficace. Fruit de l'hypertechnologisation des moyens de communication, les médias ont remplacé la confrontation et le face-à-face, exacerbé la soif de confort et occulté ses effets néfastes en martelant sans cesse le public de messages explicites et subliminaux. Enfin, la sphère financière, qui constitue désormais la principale autorité parmi les pouvoirs institués, a utilisé la consommation pour augmenter les revenus des actionnaires à un rythme vertigineux.

Les analyses qui attribuent les excès pathologiques de l'hypertechnologie à des instances de pouvoir (État, capital, médias) peinent toutefois à rendre compte de l'aspiration qui pousse chaque individu et, à travers lui, l'humanité tout entière à se simplifier la vie<sup>1</sup>. La volonté institutionnelle de diffuser l'hypertechnologie et le confort a beau être incontestable, il est surprenant de voir la convergence d'intentions entre les principaux acteurs du pouvoir et les consommateurs, qui adhèrent globalement et avec enthousiasme au projet de la croissance, du consumérisme et de l'individualisme. La diffusion du confort est pourtant l'une des clés pour comprendre l'adhésion sociale massive et inconditionnelle au modèle économique techno-productiviste, qui s'affirme avec une extrême rapidité à l'échelle mondiale: «*Le processus de modernisation se manifeste essentiellement en tant qu'augmentation qualitative et quantitative du confort*»<sup>2</sup>. Dans l'idéologie contemporaine, celui-ci occupe indéniablement une place centrale, que ce soit de manière implicite (dans ce qui n'est pas dit, mais qui est évident) ou explicite (dans ce dont on parle, même si c'est souvent par des références indirectes). On a même du mal aujourd'hui à concevoir, et plus encore à proposer comme projet de société, un monde ne serait-ce que légèrement moins confortable que le nôtre. Si Ivan Illich (1926-2002) a pu soutenir que l'industrialisation et la surproduction génèrent une «*contre-productivité*»<sup>3</sup>, tant parce qu'elles sont dommageables que parce qu'elles empêchent les citoyens de s'investir directement dans la gestion économique de divers secteurs d'activité, pourquoi y a-t-il eu si peu de réserves face à ces phénomènes, ou des oppositions qui n'ont que très rarement mérité le nom de résistance ?

Afin de comprendre la faiblesse des réticences à l'industrialisation, on peut rappeler le sort de quelques-uns parmi ceux qui se sont opposés à la diffusion de l'hypertechnologie. Lorsque la résistance a pris la forme d'actions directes visant à endommager les machines, le pouvoir répressif n'a pas hésité à commettre des atrocités. Le mouvement luddite britannique,

qui incarne peut-être l'épisode de résistance explicitement anti-technologique le plus significatif en Europe, s'est exprimé par des sabotages individuels et des rébellions collectives, dans le but d'arrêter la mécanisation de l'industrie textile, mais il a invariablement été réprimé dans le sang. Deux lois de 1812 sont très révélatrices à cet égard, le *Frame-Breaking Act* et le *Malicious Damage Act*, qui prévoyaient la peine de mort pour toute dégradation « malveillante » des machines. Au moment où l'action luddite atteignit son apogée en Angleterre, elles furent appliquées dans des dizaines de cas, mettant rapidement fin à un mouvement étendu et résolu qui avait mis en difficulté l'État et le capital<sup>4</sup>. Le dramaturge Ernst Toller (1893-1939), à la fin de sa pièce *Les Briseurs de machines* [*Die Maschinenstürmer*, 1922, ndlr], fait dire à Ned Ludd, fondateur mythique du mouvement: « D'autres viendront après nous, avec plus de connaissances, plus de foi, plus de courage que nous. Votre règne s'effondrera, oh puissants d'Angleterre ! » Cet augure est hélas resté cantonné à la scène d'un théâtre: la société s'est dirigée dans une tout autre direction.

La plupart des critiques de la technologie ont été inoffensives. Se sont succédé des mouvements intellectuels, des prises de conscience, l'émergence d'une sensibilité écologique, des dénonciations morales, qui ont eu un impact social certes significatif mais marginal, bien qu'en nette progression ces dernières décennies. Dans ses manifestations plus concrètes, cette critique a donné lieu à une série d'expériences collectives rurales, qui incluent le mouvement naturiste pendant l'entre-deux-guerres, quelques secteurs des mobilisations soixante-huitardes et, récemment, des actions de sabotage<sup>5</sup>. Mais la résistance ne devient réellement dangereuse que si elle se multiplie, s'enracine dans des pratiques sociales généralisées et réussit à soustraire une partie de la souveraineté aux pouvoirs établis. En l'occurrence, la lutte contre le progrès technologique, comme d'ailleurs presque toutes les luttes de ces dernières décennies en Europe, ne peut s'enorgueillir d'aucun succès marquant.

La violence est quasiment toujours celle du pouvoir en place contre la population: guerres, emprisonnements, expulsions, agressions par les forces de l'ordre, tandis que l'action directe politiquement efficace, sous forme de révoltes populaires, sabotages systématiques de machines, insurrections, actes de vengeance, a pratiquement disparu de notre expérience. Nous nous sommes laissé facilement assujettir. Cette tolérance peut s'expliquer par l'influence des médias de masse, par la fragmentation du corps social, par l'efficacité et la capillarité de la machine répressive, ou encore par la diminution progressive des espaces de citoyenneté. À cela s'ajoute un dernier facteur crucial: la sensation de confort. Herbert Marcuse (1898-1979) avait déjà mis en garde contre cette adhésion des subjectivités contemporaines au projet moderniste: « En ce qui nous concerne aujourd'hui et dans notre condition particulière, il me semble que nous nous trouvons face à une situation sans précédent dans l'histoire: c'est de devoir nous libérer d'une société relativement efficiente, riche, puissante. Le problème auquel nous devons faire face est l'urgence de se libérer d'une société qui satisfait en bonne partie les besoins matériels et culturels de l'humanité; une société qui, pour user d'une phrase toute faite, dispense ses bénéfices à une part toujours plus ample de la population. Ceci signifie que nous cherchons à nous libérer d'une société dans laquelle la question de la libération est apparemment privée d'une base populaire<sup>6</sup>. » De fait, les masses se sont préoccupées de leur libération en aspirant surtout à augmenter leur pouvoir d'achat. *Homo confort* a renoncé à la volonté de se réapproprier le pouvoir politique, et il a accepté son assujettissement en contrepartie d'une vie confortable.

La thèse centrale de ce livre est que l'aspiration au confort a provoqué une scission systématique entre les individus, tout comme entre l'humanité et son milieu, en provoquant la destruction de systèmes sociaux, écologiques, économiques. Les formes d'organisation hypotechnologiques garantissaient la survie du genre humain (une survie que le système actuel n'assure pas à moyen terme) et l'autonomie technique de la société (désormais exclue des pouvoirs de production). Face à ces désastres écologiques, à ces inégalités extrêmes dans la répartition du bien-être et des richesses, à ces malaises psychologiques et sociaux sans précédent, la passivité persistante de la population tient aussi à la participation active de celle-ci à l'accroissement du confort, qui aboutit à une accoutumance rendant impensable toute solution alternative. ✈

<sup>4</sup> Alan Brooke, « The Luddite Legacy: Talk Given at York Guildhall », 2013.

<sup>5</sup> David Howes, *Sensual Relations. Engaging the Senses in Culture and Social Theory*, The University of Michigan Press, 2003; Stefano Boni, *Vivere senza padroni. Antropologia della sovversione quotidiana*, Elèuthera, 2006.

<sup>6</sup> Herbert Marcuse, « Liberation from the Affluent Society », in David Cooper (dir.), *The Dialectics of Liberation*, Penguin, 1968, p. 175-192; Herbert Marcuse, *Vers la libération. Au-delà de l'Homme unidimensionnel*, Denoël, 1977 [1964 pour la version anglaise].

# Épilogue

textes Florentin Roy

## Aller plus loin



À REGARDER  
**Sorry We Missed You,**  
Ken Loach, 2019

Endettés à la suite de la crise financière de 2008, Ricky et Abby s'efforcent, tant bien que mal, d'offrir une vie décente à leurs deux enfants. Ce film du réalisateur anglais Ken Loach décrit l'existence de ceux qui ne s'indignent pas, de ceux qui restent silencieux. Abby est aide-soignante à domicile, Ricky va devenir chauffeur-livreur à son compte au service d'une grande entreprise de logistique. Rythme effréné, conditions de travail médiocres, précarité, le travail de Ricky se répercute progressivement sur sa famille jusqu'à en broyer chacun de ses membres.



À ÉCOUTER  
**« Je choisis ma consommation »,**  
Floraisons, 9 mars 2020

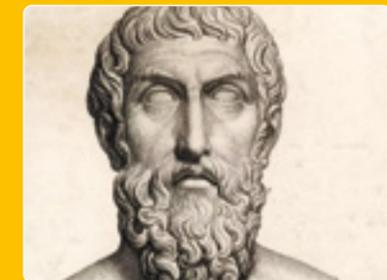
Au fil de ce podcast, le média Floraisons décline cette formule du « Je choisis ma consommation ». Ce « Je » est prisonnier de sa condition – trop souvent consommateur et pas assez conscient des conséquences de son existence. Mais qu'en est-il lorsque ce « Je » se rend compte de sa nuisance sur l'environnement ? Il fait le choix de changer individuellement, de transformer son mode de vie et de réduire sa consommation. Un cheminement où se développent une analyse de l'action individuelle et une critique de celles et ceux qui tentent de s'affranchir du système capitaliste sans jamais remettre en question son existence et ses fondements.



À LIRE  
**« La transition énergétique au cœur d'une transition sociétale »,** Association négaWatt, octobre 2021

Allier la frugalité à un projet social cohérent pour la France, c'est ce que propose l'Association négaWatt dans son 5<sup>e</sup> rapport intitulé *Scénario négaWatt 2022*. Avec un cap toujours assumé vers plus de sobriété, l'association créée en 2001 expose sa stratégie quant au futur des différents secteurs clés d'une France neutre en carbone: énergie, industrie, transport, agriculture... le tout, en prônant une autonomie et une maîtrise des risques technologiques.

## Un écolo à la table



Tout épicurien sait se faire plaisir: un bon repas, de l'alcool à foison, consommer sans se soucier des complications. Mais que s'est-il passé pour que l'hyperconsommation se substitue à la simplicité prônée par Épicure? Car pour ce philosophe grec né en 341 avant J.-C., le bonheur n'est pas forcément synonyme de surabondance. Pour lui, l'absence de douleur physique (aponie) et la paix de l'âme (ataraxie) sont les deux états à atteindre pour être heureux. Mais ils ne sont accessibles qu'à ceux qui sont parvenus à modérer leurs désirs les plus profonds – car la convoitise ne génère que la frustration, et donc la souffrance. Épicure en conclut que limiter cet appétit nous amènera inévitablement vers plus de liberté.

## Dire / Ne pas dire



### Écogestes

Les écogestes sont-ils suffisants dans la lutte pour le climat? Sont-ils une priorité? Selon le cabinet de conseil Carbone 4, un Français au comportement « héroïque »

– entendre, irréprochable – ne pourrait réduire que de 25 % son empreinte carbone annuelle<sup>1</sup>. Sans pour autant être négligeable, ce résultat montre que le respect des accords de Paris quant aux émissions de CO<sub>2</sub> demeure majoritairement en dehors de notre capacité d'action individuelle. En outre, les 10 % les plus riches de la population mondiale émettent 52 % des émissions... C'est donc bien d'un mode de production et d'exploitation, le capitalisme, dont il faut se départir.

<sup>1</sup> César Dugast, Alexia Soyeux et al., « Faire sa part? », Carbone 4, juin 2019.

**Le parc  
de la discorde  
au piton de  
la Fournaise**



## texte

Isma Le Dantec

## photographies

Cyrille Choupas

**Dans les altitudes du sud de La Réunion, aux abords des cratères du piton de la Fournaise, un parc d'attractions à l'effigie de l'illustre volcan s'apprête à voir le jour. Toboggans, tyroliennes, ballon captif: des loisirs bruyants et consommables qui s'opposent à la quiétude des lieux. Si l'agglomération vante les avantages du projet, ces promesses peinent à convaincre les habitants du bien-fondé de la transformation de leur territoire en spectacle touristique.**

Suivre le panneau «Route du volcan», dépasser Bourg-Murat, atteindre un rond-point puis un autre, son snack-bar à la devanture défraîchie, «Le Volcano», comme hélitreuillé par hasard au milieu des champs de vaches. Le piton de la Fournaise est encore à 30 kilomètres, mais tout y fait allusion, comme pour rassurer les touristes: «oui, vous êtes sur la bonne route». Un chemin de terre serpente sur la gauche. Gilbert et Christine La Porte n'habitent pas loin et attendent sur le bas-côté. Il faut les suivre quelques dizaines de minutes pour atteindre le sommet du piton Dugain, colline qui surplombe les champs et habitations éparses entre le village de Bourg-Murat et la destination volcanique plébiscitée. Rares sont les touristes qui s'arrêtent en chemin. Sur ses pentes, se déploient discrètement quelques tamarins des hauts, endémiques de l'île, avec leurs branches noueuses parallèles au sol, gras et gorgés d'eau. Si l'on a l'oreille fine, on reconnaît malgré le vrombissement d'un tracteur le chant du tec-tec, celui de l'oiseau la Vierge ou encore celui du papangue. Gilbert et Christine se baladent ici chaque matin avant que la brume ne s'installe. Sylvie Jala, qui habite Les Topazes, lotissement voisin, y fait

elle aussi quotidiennement son «bain de forêt». Du sommet de leur piton devraient bientôt s'élancer dix tyroliennes. En contrebas, des champs en friche donnent à cette plaine des Cafres des airs de campagne normande et le surnom de «grenier de La Réunion»: l'altitude et la relative fraîcheur en font une zone propice au maraîchage et à l'élevage bovin, et la pierre angulaire du plan pour l'autonomie alimentaire en 2030, adopté par le conseil départemental à l'automne 2019 (La Réunion dépend pour l'instant à 70 % des importations). Préemptées par la mairie il y a quelques années, certaines de ces terres accueilleront, sur 15 hectares, des toboggans, un labyrinthe, deux serres géodésiques dont une recréant les températures propices à la flore côtière, un ballon captif... Le tout, dans un «Parc du Volcan» prêt à recevoir 4 000 visiteurs par jour, qui fait déjà la fierté de la commune. Un projet à 11,6 millions d'euros dont 2,8 financés par des fonds européens et dont le maire, André Thien Ah Koon, rêve depuis vingt ans. «Je suis allé voir ce qu'il se passait vers le Puy du Fou et j'ai constaté qu'il était encore plus isolé que Bourg-Murat. Le Puy du Fou, c'est ce qui m'a inspiré le Parc du Volcan.» Deux décennies plus tard, ses ambitions pharaoniques ont quelque peu été douchées

par des contraintes légales et budgétaires, mais il n'en a pas démordu. Et déjà, des agents communaux arrachent les mauvaises herbes.



#### ZONE À SENSATIONS FORTES

Les voisins du piton Dugain ont vu l'horizon de ce parc se rapprocher à grande vitesse de leurs champs et habitations. Alors que le conseil municipal en dessine les contours depuis des années, une première concertation publique d'à peine trois semaines et débutant le 1<sup>er</sup> juillet 2021 a été annoncée dans la presse locale. Une étape obligatoire du calendrier, avant l'enquête publique prévue en juin 2022 et les travaux qui suivront pour une ouverture des portes en 2023. Avant la concertation, se déploient donc dans les hauteurs de la plaine des Cafres affiches et prospectus promettant «un ambitieux projet conçu autour de la thématique du végétal», divisé en trois zones. «L'une d'elle sera destinée à la découverte de la végétation, avec ses deux serres géodésiques et un sentier d'interprétation du paysage», explique Louis Boyer, chef de projet. Un deuxième espace «ludique et familial» verra s'installer quelques dizaines de



↑ La route du volcan traverse un plateau aux allures lunaires: la Plaine des Sables, couverte de résidus de lave refroidie, s'étend jusqu'aux cratères qui attirent chaque jour de nombreux touristes.

tables pour pique-niquer, une «aire de détente», un labyrinthe pour les enfants, un jeu de toboggans en forme de volcan, une «zone de contemplation panoramique». Enfin, une troisième «zone à sensations fortes» comprendra les dix tyroliennes, un ballon captif à 55 mètres de hauteur, un terrain de vélocross... C'est principalement autour de cette dernière zone dédiée aux attractions que se cristallisent les inquiétudes exprimées lors des consultations publiques – organisées les 1<sup>er</sup>, 10 et 23 juillet, enregistrées et

disponibles à l'écoute sur le site de la mairie. À chaque question, divers experts, paysagistes et urbanistes opposent une étude d'impact sur la «quiétude des aménagements», le respect des seuils réglementaires et autres «modélisations in situ», tout en promettant une «reconstitution de la palette végétale» et la mise en place d'«ambiances paysagères en huit secteurs» pour ceux qui s'inquiéteraient des conséquences sur la biodiversité. Plus concrètement, il est proposé de construire un remblai végétal

autour du lotissement des Topazes (précisément sous les futurs câbles des tyroliennes) afin de limiter l'impact sonore des quelques centaines de joyeux lurons qui glisseront dans les airs chaque jour. Un projet loin d'être satisfaisant pour Sylvie: «Si on s'est installés là, c'est pour la beauté de cette vue, pas pour être parqués entre quatre murs, même végétaux!» Depuis la petite balançoire bleue au milieu de son jardin en pente, les champs et plaines s'étendent à perte de vue dans le brouillard. Les voisins humains ne sont pas les seuls



↑  
Le piton de la Fournaise, culminant à 2 632 mètres d'altitude, est l'un des volcans les plus actifs du monde. Sa dernière éruption a débuté le 22 décembre 2021 et a duré 26 jours.

qui pâtiraient de ces tyroliennes. Le pétrel et le papangue, oiseaux endémiques protégés, pourraient souffrir de ces câbles entravant leur vol. Mais les concepteurs du projet ont pensé à tout: des «effaroucheurs» sur les pylônes devraient prévenir toute collision.



#### UN MAIRE JUPITÉRIEN

Dans leur bilan, rendu public un mois après la dernière réunion consultative, les garants de la concertation concluent: «Grâce à ses atouts, le territoire est naturellement attractif. Cependant, pour capter encore mieux les visiteurs [...], le projet du Parc du Volcan offre une

*réponse éco-durable, environnementale et qui se veut créatrice d'emplois. La concertation a permis aux habitants de s'exprimer. Des actions pour un dialogue environnemental et socioculturel constructif sont entamées et seront poursuivies pour favoriser la force du territoire et son vécu identitaire.»*

Depuis... silence radio. C'est du moins ce que dénonce Domoun la Plaine (les gens de la plaine des Cafres, en créole), association d'opposants à la création du parc née en septembre dernier. Riverains inquiets, défenseurs de la biodiversité comme de la préservation du patrimoine culturel, retraités hyperactifs et éleveurs désemparés s'y retrouvent autour d'un goûter bimensuel pour rédiger des pétitions, tribunes et lettres aux institutions. «Peu importe que nos traditions

*soient bafouées ou, pire encore, instrumentalisées dans une logique de marchandisation; effacées ou gommées doivent être les grandes et petites histoires que raconte ce territoire au milieu duquel se dresse fièrement le piton Dugain, le dur labeur dessiné par les champs et pâturages des agriculteurs et éleveurs des environs. Et comme la beauté de notre patrimoine naturel remarquable ne se suffit pas à elle-même, il convient de la redessiner, de l'appareiller, de l'augmenter... pour nous "donner une nouvelle appréhension du paysage et des volcans"!», écrit Mickaël Crochet, membre de l'association et figure notoire de la défense du patrimoine local dans une tribune publiée sur le site du pure player réunionnais Zinfos974, le 4 septembre 2021. Sans être radicalement hostiles à un développement touristique de*

«*Ces inventions de lieux touristiques [sont] comme autant de pièces de théâtre juxtaposées dont des habitants seraient les spectateurs.»*

— Estelle Laboureur

Sylvie Jala (au centre), Christine et Gilbert La Porte sont tous voisins du piton Dugain, duquel devraient s'élancer une dizaine de tyroliennes. Opposés au projet de parc d'attractions, ils ont créé l'association Damoun la Plaine dans l'espoir de préserver l'espace naturel qui les entoure.





↑ Hugo Picard laisse paître ses vaches aux abords du piton Dugain, comme le faisaient avant lui ses parents, et leurs parents avant eux. Le Parc du Volcan, dédié à un tourisme distinct de toute activité traditionnelle, lui fait craindre la disparition du patrimoine socio-culturel de Bourg-Murat.



Bourg-Murat, la transformation irrémédiable de leur environnement en parc clos, dédié à des loisirs consommables et rapides, attise la crainte de voir disparaître ce qu'il reste d'histoire et de nature sauvage sur ces terres qui furent celles du marronnage il y a quelques siècles. Sur l'île Maurice voisine, la moindre cascade, le moindre panorama est désormais agrémenté de divertissements à sensations. Espaces cerclés de clôtures, guichets à l'entrée... et photo-souvenir comprise dans le prix du billet. C'est ce qui pourrait se profiler à la plaine des Cafres: sans fournir d'autre effort que celui de garer sa voiture au parking et d'acheter un ticket, le visiteur de passage accéderait, en un même espace fermé, à un condensé de tout ce que l'île a à offrir, ses espèces endémiques côtières sous une serre, ses plantes montagneuses sous une autre quelques mètres plus loin. Le tout sans croiser un seul éleveur affairé auprès de ses bêtes à qui demander son chemin, sans franchir le pas de la porte d'un hasardeux restaurant du village.

Encore balbutiante, l'association manifeste précisément ces craintes auprès de la région ou du département, tente d'être reçue par la mairie. Elle cherche d'éventuels vices de procédure qui pourraient rendre le projet caduc face à la justice. «*Mais la politique locale est sclérosée, Thien Ah Koon est tout puissant*», déplore-t-on en réunion. André Thien Ah Koon, 81 ans dont plus de 50 dédiés à la politique réunionnaise, semble sourd aux critiques. Interrogé sur Réunion la 1<sup>ère</sup> le 12 décembre dernier au sujet des oppositions environnementales que suscite son projet de parc, il a convoqué l'argument de la rentabilité économique: «*Il n'y a pas d'usine à la plaine des Cafres. Sur 50 hectares, on ne fait vivre qu'une famille d'agriculteurs. Avec le parc, 15 hectares feront vivre 300 personnes.*» En effet, la commune du Tampon, dont fait partie la plaine des Cafres qui elle-même englobe le village de Bourg-Murat et son piton Dugain, est 11<sup>e</sup> au

palmarès des villes françaises au taux de pauvreté le plus élevé – et compte 30 % de chômeurs. Si les 300 emplois à venir ne sont pour l'instant que des promesses d'édile, son chef de projet, Louis Boyer, certifie avoir déjà commandité la formation d'une quarantaine de Cafrilainois à l'usage des tyroliennes et au pilotage du ballon captif. «*Les enfants des agriculteurs, toute cette partie de la population qui était analphabète, s'est retrouvée instruite avec la construction des collèges, lycées, universités, donc on vise d'autres projets*», appuie André Thien Ah Koon.



#### TERRITOIRE MIS EN SCÈNE, HABITANTS SPECTATEURS

La situation socio-économique préoccupante de la plaine des Cafres est l'une des raisons pour lesquelles l'anthropologue Estelle Laboureur a choisi d'y consacrer sa thèse, qui porte sur les dynamiques d'adaptation des éleveurs bovins à une économie de plus en plus tournée vers le tourisme. Ce projet de parc d'attractions dédié au volcan est pour elle symptomatique d'une plus large «*vision paternaliste du développement, où il faudrait s'occuper des enfants d'agriculteurs*».

«*Mon fils a pris une option spéciale élevage au bac et veut absolument travailler avec moi, pourtant je ne l'y ai pas incité*», témoigne Hugo Picard, lui-même appartenant à la «*4<sup>e</sup> génération d'éleveurs, descendant des premiers guides du volcan*», précise-t-il fièrement en se présentant. Si lui est membre de Domoun la Plaine, peu de ses confrères affirment ouvertement leur opposition au projet d'André Thien Ah Koon. «*Ils ont peur que leurs enfants ne puissent pas obtenir de travail à la mairie, qu'on leur mette des bâtons dans les roues. Et ils ont raison, j'ai des soucis d'arrivée d'eau sur mes*

*terres qui devraient être réglés par les services communaux. Or, j'attends toujours et je sais que mon positionnement y est pour quelque chose*», explique-t-il. Une dépendance des éleveurs à la mairie accentuée par le fait que nombre d'entre eux exercent sur des terrains communaux. «*Ils ont cette fonction écosystémique d'entretien des terres. C'est comme si on ne reconnaissait pas leur utilité: du jour au lendemain, ils découvrent dans la presse que les terres qui leur sont louées vont ensuite être dédiées au tourisme*», déplore Estelle Laboureur.

«*Ces inventions de lieux touristiques [sont] comme autant de pièces de théâtre juxtaposées dont des habitants seraient les spectateurs*», résume l'anthropologue à l'issue de son travail de recherche. Les habitants, s'ils sont spectateurs, forment alors un public plutôt dissipé: là où certains applaudissent l'initiative communale et ses promesses d'emploi, où d'autres regardent dans le vague, les opposants multiplient les huées. Domoun la Plaine prépare une manifestation devant le siège du conseil départemental; Gilbert La Porte rédige, au nom de l'association, un projet alternatif à celui du parc, proposant de faire labelliser Bourg-Murat «*village étape*»<sup>2</sup>. Tournée vers l'agrotourisme, l'alternative mettrait en valeur les départs de sentiers de randonnée avoisinants, proposerait des visites pédagogiques des fermes existantes et mettrait en réseau les restaurateurs, artisans et autres acteurs de la culture traditionnelle. Et Mickaël Crochet appelle déjà à «*poser ensemble les premiers actes fondateurs du combat pour la ZAD Bourg-Murat*». 🐾

<sup>1</sup> Chaîne publique de télévision et de radio de La Réunion.

<sup>2</sup> «*Village étape*» est un label officiel français attribué par le ministère de la Transition écologique à des communes de moins de 5 000 habitants qui «*s'attachent à conserver leur caractère de village*», précise la Fédération française des villages étapes.



# Finance tous risques

texte

Youness Bousenna

Le monde de la finance a inscrit la question du réchauffement climatique à son agenda ces dernières années. À mesure que le dérèglement climatique s'intensifie, les acteurs oscillent entre « green-washing » de façade et inquiétude réelle pour l'avenir. Ce qui n'empêche pas, pour l'instant, le profit à tout prix de continuer à faire loi.

L

Le monde de la finance a ses mots bien à lui. Un jargon composé de termes froids ou abscons pour le commun des mortels, mais dont la simple mention peut faire frissonner dans le milieu. Exemple: «risque systémique», employé pour qualifier les dangers que les bouleversements écologiques lui font courir – «risque vital» ou «danger de mort», traduit dans le langage commun. En ce milieu du mois de janvier, c'est un autre mot qui inquiète Natacha Boric, de Finance for Tomorrow: «désordonné». C'est le terme-choc mis en avant par le World Economic Forum pour résumer son rapport annuel très suivi sur la perception des risques par les grands décideurs politiques et économiques. Dans le «Global Risks Report 2022», ces derniers ont placé «l'échec de l'action vis-à-vis du climat» comme la menace la plus importante à moyen terme (2 à 5 ans) comme à long terme (5 à 10 ans), tout en exprimant la crainte d'une transition «rapide mais désordonnée». Autrement dit, ces élites se préparent à des tensions majeures, voire des chocs brutaux.

«Cette formule m'a marquée, car elle exprime tout ce qu'on cherche à éviter», s'inquiète la responsable des contenus et des publications de cette association de «finance durable» rattachée à Paris Europlace, qui promeut les intérêts de la finance tricolore. Et, de fait, les chiffres alarmants s'accumulent ces dernières années. Mégafeux, inondations, sécheresses: le coût des catastrophes climatiques est passé de 900 milliards de dollars entre 1978 et 1997 à 2 250 milliards de dollars sur la période 1998-2017, bondissant donc de 151 %<sup>1</sup>. «Le débat scientifique sur le réchauffement est tranché. Maintenant, la seule question est: cette transition se fera-t-elle de façon ordonnée ou désordonnée pour la finance, mais aussi pour l'économie et la société?», s'interroge Natacha Boric. Elle n'est pas la seule: ces derniers temps, le sujet s'est imposé à l'agenda des financiers. Même des acteurs critiques de cette institution l'admettent, comme la fondatrice et directrice générale de l'ONG Reclaim Finance, Lucie Pinson. «Entre le rapport du Giec, la COP26 de Glasgow et les événements climatiques extrêmes, 2021 a marqué une prise de conscience sur l'ampleur de la tâche», relève la lauréate 2020 du prix Goldman, sorte de «Nobel de l'environnement».

## LA TRAGÉDIE DE L'HORIZON

Plutôt que 2021, c'est 2015 qui reste dans les annales de la finance comme une charnière. Plus particulièrement

le 29 septembre lorsque, juste avant la COP21 de Paris, le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney s'adresse au gotha de l'assurance britannique dans son antre, le Lloyd's de Londres. Il y tient le premier grand discours sur la finance et la question écologique. Et, comme tout grand discours, il se résume en une formule qui claque: «Le changement climatique est la tragédie de l'horizon.» Cette tragédie – référence directe à «la tragédie des communs» théorisée par Garrett Hardin en 1968<sup>2</sup> – est celle du temps: les «impacts catastrophiques» du réchauffement se produiront «au-delà des horizons traditionnels de la plupart des acteurs». De ce fait, «une fois que la question du changement climatique sera devenue déterminante pour la stabilité financière, il pourrait bien être déjà trop tard», prophétise-t-il. Le risque est donc, à terme, existentiel pour la finance.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, en poste de 2013 à 2020, a établi dans ce discours une typologie devenue canonique des risques posés par le réchauffement. Le «risque climatique», d'abord, qualifie les effets directs produits par les dégâts liés aux événements extrêmes (pertes pour les assurances, dévalorisation d'actifs...); le «risque de responsabilité» renvoie aux compensations que pourraient demander les victimes du réchauffement si jamais des acteurs étaient mis en accusation, comme le secteur du pétrole et du charbon; les «risques de transition», enfin, qualifient les pertes potentielles liées aux choix politiques pour décarboner l'économie – une interdiction des centrales à charbon ferait, par exemple, s'écrouler tous les actifs financiers liés à ce secteur. Une expression fait d'ailleurs frémir n'importe quel acteur financier: les «stranded assets», ou «actifs échoués». Autrement dit, des titres qui ne vaudraient soudain plus rien. Et ils pourraient être nombreux: pour tenir l'objectif des +2 °C, il est admis qu'environ 80 % des réserves d'énergies fossiles ne doivent pas être consommées.

## PRÉVOIR PLUTÔT QU'AGIR

«L'année 2015 fait vraiment date», assure Natacha Boric. La finance s'intéresse certes à l'environnement depuis la décennie 1990, mais cette année-là marque «une prise de conscience du risque climatique». Finance for Tomorrow, dont le temps fort annuel est l'organisation du «Climate Finance Day», a d'ailleurs été lancée dans la foulée de la COP21 par Paris Europlace «pour faire de la finance verte et durable un élément moteur du développement de la place de Paris». L'objectif de cette «finance verte»: la neutralité carbone en 2050. Ou le «net zéro», selon l'expression convenue. Mark Carney, devenu envoyé spécial «action climatique et finance» de l'ONU pour la COP26, s'en est inspiré pour lancer en avril la Glasgow Financial

# «Les 11 principales banques de la zone euro cumulent actuellement 530 milliards d'euros d'actifs liés aux énergies fossiles, soit... 95 % de leurs fonds propres.»

Alliance for Net Zero (GFANZ), une coalition de centaines d'acteurs financiers engagés dans la «Race to Zero» (la course vers le zéro carbone). Mais pas question d'évoquer des choix d'investissement concrets, comme cesser de financer les énergies fossiles.

«Beaucoup ont rejoint le GFANZ pour ne rien faire», épingle Lucie Pinson, de Reclaim Finance. En pleine COP26, une révélation a terni les grandes déclarations d'intention du secteur: un dirigeant de HSBC a envoyé un courriel à la NZBA (une alliance de banques créée par Mark Carney avec la GFANZ) demandant, au nom de 12 banques, de supprimer l'exigence d'objectifs de décarbonation fondés sur des données scientifiques<sup>3</sup>. Cette pression en coulisse accredit ce que les détracteurs de la finance verte critiquent: une focalisation sur la méthode plus que sur l'action. Prévoir plutôt qu'agir, c'était d'ailleurs la proposition du discours sur la «tragédie des horizons». La finance doit-elle autodiscipliner ses investissements? «C'est une erreur», assume Mark Carney: «Notre rôle consiste plutôt à développer les cadres qui aideront le marché à s'adapter efficacement.» Pour cela, il faut simplement que l'information soit rendue disponible et, une fois intégrée par les acteurs, le marché s'adaptera par la magie de son efficacité. Mais est-il seulement possible de quantifier le risque climatique? Certes, des scénarios effrayants sont produits. En France, le superviseur financier a évalué que le coût

des sinistres pourrait être multiplié de cinq à six dans certains départements d'ici 2050<sup>4</sup>. La fédération des assureurs prévoit que les inondations (+87 %), tempêtes (+46 %) et surtout les sécheresses (+215 %) lui coûteront presque le double – soit 143 milliards d'euros – sur la période 2020-2050, par rapport aux trois décennies précédentes<sup>5</sup>. À l'image des ménages californiens qui ne trouvent plus d'assurance habitation en raison de la récurrence des mégafeux, Lucie Pinson entrevoit la multiplication de «poches d'inassurabilité dans le monde réel». À cela s'ajoute un «printemps silencieux» pour le système financier en raison de l'effondrement de la biodiversité, alerte la Banque de France: 42 % du montant des actions et obligations détenues par la finance française vient d'entreprises «fortement ou très fortement dépendantes d'au moins un service écosystémique»<sup>6</sup>.

## «CYGNES VERTS»

«Mark Carney présuppose qu'il est possible de mesurer précisément le risque, ce qui est le postulat actuel du secteur, qui attend une information quantitative et modélisable pour agir», décrypte Paul Schreiber, chargé de campagne «Régulation & banques centrales» chez Reclaim Finance. Or, le propre du dérèglement climatique tient à



l'imprévisibilité. Ce sont même les économistes de la Banque de France qui le disent: le réchauffement va produire des «cygnes verts», soit des événements extrêmes et imprévisibles, plaçant les acteurs dans une situation d'«incertitude radicale»<sup>7</sup>. Cette incertitude radicale rend «presque impossible» la production d'informations mathématisables, souligne Paul Schreiber, qui pointe également un autre effet du credo actuel: celui de donner un rôle décisif aux scénarios climatiques sur lesquels les prévisions seront établies. Ce sont en particulier eux qui sont mobilisés en vue des «stress tests», ces évaluations visant à mesurer la capacité de résistance à un choc d'institutions financières.

La Banque centrale européenne (BCE) doit organiser ses tout premiers stress tests climatiques sur les grandes banques de la zone euro en 2022. Mais Paul Schreiber relève que la plupart des scénarios sur lesquels ceux-ci sont fondés, en particulier celui du «Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier» (Network for Greening the Financial

System – NGFS) qui fait autorité, sont «peu exigeants» et intègrent tous une capture artificielle de CO<sub>2</sub>. Mécaniquement, cela conduit à «sous-estimer un certain nombre de risques», et donc à favoriser l'indulgence vis-à-vis d'investissements écologiques. Reclaim Finance, a contrario, défend un principe de précaution face à cette incertitude radicale en prônant un arrêt pur et simple de l'investissement dans les énergies fossiles, qui aggravent le réchauffement tout en étant de potentiels «actifs échoués». Or, les 11 principales banques de la zone euro cumulent actuellement 530 milliards d'euros d'actifs liés aux énergies fossiles, soit... 95 % de leurs fonds propres<sup>8</sup>. Ce chiffre atteint 131 % pour le Crédit agricole, ce qui signifie qu'elle a plus d'engagements dans ces industries que de fonds réels dans sa caisse. «Ces débats sur le sexe des anges servent d'enfumage», tranche Julien Lefournier, consultant et ancien cadre dans la banque. Dans son livre – coécrit avec Alain Grandjean – *L'Illusion de la finance verte* (Éditions de l'Atelier, 2021), il pointe l'antagonisme des trois risques

évoqués par Mark Carney, puisque décarboner l'économie pour éviter les risques physiques conduit mécaniquement à augmenter les risques de transition. Un paradoxe dont le dirigeant est conscient, et qu'il résumera dans une autre formule en 2016: «Success is failure.» Le succès est l'échec. Quant aux mesures concrètes, Mark Carney renvoie la balle aux gouvernements: c'est aux politiques de fixer les règles du jeu... Mais encore faut-il qu'en coulisse le lobbying ne conduise pas à étouffer toute initiative. Comme celle du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, d'obliger la finance à une «stratégie de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>» formulée au Climate Finance Day 2018. Trois ans plus tard, et après avoir expressément demandé en 2020 de sortir des énergies fossiles, il a éludé le sujet lors de la dernière édition et annoncé une «mission de coordination des acteurs de la place de Paris dans leur alignement avec l'accord de Paris».

## RUÉE VERS LES CRÉDITS CARBONE

«Le ministre ne hausse pas le ton, alors qu'aucun acteur n'a donné suite», pointe Lucie Pinson, selon qui la prise en compte du risque climatique «ne change pour l'instant rien au logiciel de la finance, qui est de cracher du profit». Un constat cru que ne dément pas l'actualité: un essor d'acquisitions d'entreprises liées au charbon par des fonds d'investissement est observé ces dernières années<sup>9</sup>. Derrière les grands discours, la plupart des sources assurent que rien n'a changé dans la pratique quotidienne du secteur. «Le trader qui veut couvrir un risque à six mois, qu'est-ce que ça change pour lui, les risques physiques à 2050?», fait mine d'interroger Julien Lefournier, qui a quitté la finance après vingt-cinq ans de service. Mais les choses bougent quand même un peu. «Le sujet est monté crescendo», assure Salim Boutaleb, qui travaille à Amsterdam dans une société dont le portefeuille financier est composé de récoltes d'agriculteurs africains partenaires, du cacao aux métaux. Les cartes sont rebattues par la force des choses: «Avec le réchauffement, des pays comme la Russie ou l'Ukraine sont devenus des producteurs importants sur les marchés du blé, du maïs ou du soja, alors qu'ils étaient inexistantes il y a quelques années.» Le trader de 35 ans spécialisé dans les «commodities» (matières premières) agricoles se souvient aussi d'une saison de récolte calamiteuse en France il y a six ans, à cause des fortes chaleurs. «Les accidents climatiques sont devenus plus réguliers.» De ce fait, «le sujet s'est imposé», explique l'actuel directeur du risque d'ETG Commodities. La preuve: depuis quelques mois, les acteurs de matières premières agricoles sont de plus en plus nombreux à créer des «climate desks». Comme ETG, en décembre 2021. «Notre desk veut

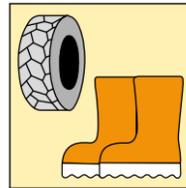
décarboner au maximum les récoltes», explique-t-il. Mais aussi faire un peu d'argent. Dans son précédent poste, chez InVivo, union de coopératives agricoles, où ce diplômé d'ingénierie financière a écrit des algorithmes de trading, il a créé une filiale de «colza bas gaz à effet de serre» vendu comme hydrocarbure vert, par exemple à Air France qui est prêt à le payer plus cher pour s'éviter d'avoir à compenser son empreinte carbone par ailleurs.

Le climate desk d'ETG visera, lui, à faire «bénéficier les producteurs partenaires de crédits carbone», car les obligations de plus en plus fortes de neutralité créent une ruée vers les marchés où s'échangent des crédits carbone: planter des arbres ou pratiquer une agriculture avec moins d'intrants chimiques devient financièrement juteux. L'amplification du réchauffement menace-t-elle l'avenir de son métier? «Je ne crois pas à une forme de «collapse», non», répond Salim Boutaleb. Si une région devient improductive, cela conduira seulement les marchés à «changer les flux». D'ailleurs, il voit plutôt des opportunités dans l'avenir: «L'Afrique, avec un rendement actuel dix à quinze fois inférieur à l'Europe, a un potentiel incroyable d'augmentation de volume.» Si les cours flambent, il deviendra alors rentable d'investir massivement sur ce continent pour «moderniser les récoltes». Finalement, l'horizon ne semble pas tragique pour tous les financiers. 💰

- <sup>1</sup> Institute for Climate Economics (I4CE), Pour une autre approche du risque climatique en finance, novembre 2019.
- <sup>2</sup> Dans cet article paru en 1968 dans la revue Science (vol. 162, n° 3859) sous le titre «The Tragedy of the Commons», le biologiste américain Garrett Hardin (1915-2003) théorise la façon dont la privatisation des ressources naturelles est la meilleure piste pour permettre leur préservation, ce qui constituera le socle théorique de l'appropriation néolibérale de l'environnement.
- <sup>3</sup> The Bureau of Investigative Journalism, «HSBC Led big banks' charge against climate change action», 8 novembre 2021.
- <sup>4</sup> Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Une première évaluation des risques financiers dus au changement climatique, mai 2021.
- <sup>5</sup> France Assureurs, Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050, octobre 2021.
- <sup>6</sup> Banque de France, A «Silent Spring» for the Financial System?, août 2021.
- <sup>7</sup> Banque de France, Le «Cygne Vert»: les banques centrales à l'ère des risques climatiques, mai-juin 2020.
- <sup>8</sup> Reclaim Finance, Les Amis de la Terre, Institut Rousseau, Actifs fossiles, les nouveaux subprimes?, juin 2021.
- <sup>9</sup> Anne Drif, «Le charbon, nouvel eldorado des fonds d'investissement», Les Échos, 18 janvier 2022.

# Caoutchouc : chauffe qui pneu

Le caoutchouc naturel, fabriqué à partir du latex extrait de l'hévéa, est présent dans d'innombrables objets que nous utilisons quotidiennement, à commencer par les pneus. Alors que la demande mondiale est en constante hausse, la production du matériau aux propriétés élastiques, concentrée en Asie du Sud-Est et à l'origine d'une déforestation massive, pourrait être mise à mal par les maladies et le changement climatique.



texte Vincent Gautier

**L**

e détour par Ivry et l'établissement de M. Guibal s'imposait pour Julien François Turgan. Lancé dans la rédaction d'une somme sur les «Grandes usines» françaises, le journaliste aux ambitions encyclopédiques consigne

dans un 8<sup>e</sup> volume ses observations sur la fabrique d'un matériau «intervenant sous toute espèce de formes et de volumes dans l'outillage de la civilisation»: le caoutchouc. «Le caoutchouc est entré aujourd'hui aussi bien dans l'industrie que dans la vie de chaque jour, si bien que sa suppression brusque causerait une perturbation notable dans un grand nombre de circonstances», résume-t-il. Le temps n'a en rien contredit cette analyse de Turgan datant de... 1868, alors que Napoléon III est toujours empereur des Français.

Un siècle et demi plus tard, le caoutchouc naturel, fabriqué à partir du latex tiré de la culture de l'hévéa, continue d'occuper une place centrale dans notre quotidien. Mis au point dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, les élastomères de synthèse l'ont remplacé en partie

sans complètement le supplanter. «Le caoutchouc naturel a des propriétés mécaniques que nous n'arrivons pas à reproduire avec des élastomères synthétiques produits en laboratoire. De par sa capacité à cristalliser sous déformation, il rigidifie lorsqu'il est très étiré et résiste très bien à la propagation des fissures», explique Erwan Verron, professeur à Centrale Nantes et chercheur à l'Institut de recherche en Génie civil et mécanique (GeM).

## UNE PRODUCTION DOUBLÉE EN VINGT ANS

Les gommages, cathéters, jouets, préservatifs ou gants médicaux ne sont que quelques exemples parmi les dizaines de milliers de produits fabriqués grâce à ce matériau aux propriétés étonnantes. À la première place de cette liste, il y a un objet que Julien François Turgan n'aura jamais vu en action: le pneu. Plus il est soumis à de fortes contraintes, par exemple quand il équipe les roues d'un engin de chantier, plus la part de caoutchouc naturel entrant dans sa composition est élevée. À eux seuls, les manufacturiers

de pneus comme Michelin, Bridgestone ou Goodyear engloutissent environ 70 % de la production mondiale de caoutchouc naturel.

«Sans ce caoutchouc, il faudrait dire adieu aux voitures, aux avions», insiste Katrina Cornish, professeure à l'Ohio State University et experte de ce matériau auquel elle a consacré l'essentiel de sa carrière. En fait, il n'y a aucun secteur qui ne soit pas dépendant sous une forme ou une autre d'un approvisionnement régulier en caoutchouc naturel. Si cet approvisionnement était touché par une catastrophe, l'économie de n'importe quel pays développé s'effondrerait. Voir le caoutchouc naturel finir par intégrer en 2017 la liste des matières premières critiques pour l'Union européenne n'était donc pas surprenant. Et cette dépendance ne semble pas près de prendre fin. La demande, tirée par la Chine, et la production suivent une courbe exponentielle. Entre 2000 et 2020, celle-ci a presque doublé, passant de 6,8 à 13 millions de tonnes<sup>1</sup>. Rien ne dit toutefois que cette dynamique va se poursuivre. Pour Katrina Cornish, nous pourrions même être au bord d'une «apocalypse du caoutchouc» avec pour cavaliers le changement climatique et la possible propagation de maladies touchant les hévéas poussant en Asie du Sud-Est, comptant pour près de 90 % de la production mondiale.

## DE L'AMÉRIQUE À L'ASIE

Que cette région devienne l'épicentre de la culture de l'hévéa n'allait pas de soi. Pendant des millénaires, l'histoire du caoutchouc, connu des seuls peuples précolombiens, se noue en Amérique. Les Olmèques, occupant les terres du sud du golfe du Mexique et dont le nom signifie «les gens du caoutchouc», auraient été les premiers à en faire usage à partir de 1500 avant J.-C. pour fabriquer jouets ou ustensiles. Il est également utilisé par les Mayas et les Aztèques pour confectionner la balle du «jeu de pelote». Se disputant sur un terrain en forme de «I» majuscule qui peut s'étendre sur des dizaines de mètres, ce sport, qui peut parfois coûter la vie aux joueurs vaincus, consiste à maintenir la balle en l'air sans utiliser les pieds ou les mains. Le conquistador Hernán Cortés, l'un des premiers Européens à assister à une partie en 1519, est tellement fasciné par ce jeu qu'il rembarquera pour l'Espagne quelques années plus tard avec deux équipes à bord.

«Après les premiers comptes rendus d'Européens sur ce matériau remarquable, le «monde développé» n'exprime étonnamment que désintérêt à son égard pendant environ 250 ans», souligne le chimiste britannique John Loadman dans son livre retraçant

«Si cet approvisionnement en caoutchouc naturel était touché par une catastrophe, l'économie de n'importe quel pays développé s'effondrerait.»

– Katrina Cornish

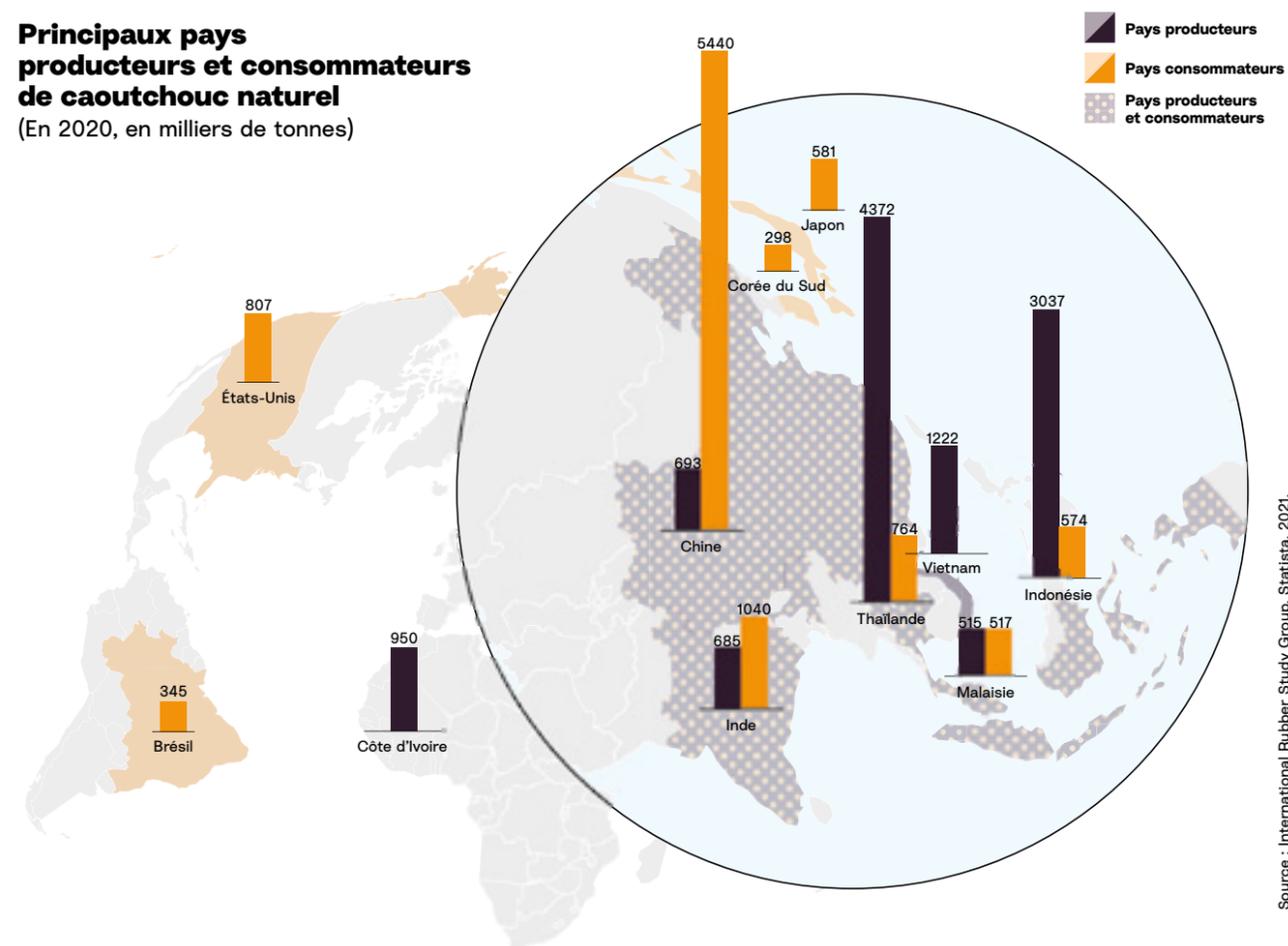
l'histoire du caoutchouc<sup>2</sup>. Il faut attendre les premiers travaux scientifiques menés au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle par les Français Charles-Marie de La Condamine et François Fresneau pour que le Vieux Continent se prenne de passion pour cette substance. «Elle est alors surtout utilisée pour ses propriétés imperméables, par exemple pour les capes. C'était très difficile de tirer parti de ses propriétés mécaniques car le caoutchouc est très sensible à la température», précise Erwan Verron. Fragilisé par le froid, le voilà qui devient poisseux et collant avec la chaleur. Dans les années 1840, la mise au point par l'Américain Charles Goodyear et le Britannique Thomas Hancock de la vulcanisation, procédé conférant au caoutchouc une élasticité permanente, marque le véritable début de son ère de gloire.

## LE SPECTRE DES MALADIES

Limitée à la région amazonienne jusqu'à la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, la fièvre du caoutchouc finit par gagner l'Asie avec l'importation de premiers plants d'hévéas par les colons britanniques, d'abord en Malaisie et à Ceylan (actuel Sri Lanka). Coulant à flots sous ces latitudes tropicales, le latex asiatique doit également sa fortune aux déboires de son cousin latino-américain dans les premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle. «La demande n'a bien sûr fait qu'augmenter

### Principaux pays producteurs et consommateurs de caoutchouc naturel

(En 2020, en milliers de tonnes)



avec la croissance de l'industrie automobile. Mais la production en Asie du Sud-Est a vraiment connu un boom lorsque les maladies ont rendu presque impossible toute culture de l'hévéa à grande échelle en Amérique latine», explique Stefano Savi, directeur de la Global Platform for Sustainable Natural Rubber (GPSNR), initiative regroupant des ONG et les différents acteurs du secteur du caoutchouc pour rendre cette culture plus durable.

L'irruption d'une maladie fongique telle que la SALB («South American leaf blight») en Asie du Sud-Est est d'ailleurs la principale crainte de Katrina Cornish et de tout le secteur. Ces deux dernières années ont même donné un avant-goût de ce qui pourrait advenir. «En 2019, deux maladies différentes se sont transmises des palmiers à huile à l'hévéa. À la fin de l'année, elles s'étaient répandues dans au moins 5 pays et sur plus de 500 000 hectares», résume la chercheuse américaine. Ces maladies, ainsi que les difficultés provoquées par la pandémie de Covid-19, expliquent en grande partie la baisse inédite de la production de près de 8 % observée en 2020<sup>1</sup>.

Que les arbres à caoutchouc n'aient pas encore été touchés plus sévèrement par la SALB ou un autre pathogène est presque de l'ordre du «miraculeux», selon Yves Poirier, professeur au département de biologie moléculaire végétale de l'université de Lausanne: «Les arbres actuellement cultivés en Asie du Sud-Est sont sensibles à la SALB tout simplement parce qu'ils ont la même source génétique que ceux qui se trouvaient au Brésil. Le "pool" génétique de cette culture est extrêmement restreint.» Même en parcourant plusieurs kilomètres, il est tout à fait possible de ne croiser que des hévéas génétiquement identiques, poussant les uns à côté des autres. Un terrain de jeu idéal pour la propagation d'un champignon!

#### LE CAOUTCHOUC À TOUT PRIX

En plus de cette menace, le changement climatique et la multiplication des phénomènes extrêmes – comme les épisodes de sécheresse et les inondations – sont autant de nuages supplémentaires pour

les producteurs de la région. «Nous ne savons pas encore précisément quelles conséquences aura le changement climatique mais il pourrait bien être l'une des causes du développement de la maladie liée au Pestalotiopsis depuis quelques années», observe Stefano Savi. La culture du caoutchouc n'est pas non plus sans avoir son influence néfaste sur l'environnement. Pour répondre à la demande croissante, l'extension des surfaces consacrées à l'hévéa s'est souvent faite au détriment des forêts. Entre 2003 et 2014, près de 75 000 kilomètres carrés de terres ont été converties à cette culture au Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge et en Thaïlande, d'après une étude publiée en 2018<sup>2</sup>. Et 70 % de cette expansion s'est faite avec un phénomène de déforestation à la clé durant cette période marquée par une forte hausse du prix du caoutchouc en 2010-2011.

Depuis des années, c'est néanmoins le prix d'achat trop bas auprès des quelque 6 millions de petits cultivateurs («smallholders»), assurant 85 % de la production, qui est devenu un problème. «La culture de l'hévéa demande beaucoup de main-d'œuvre avec quelqu'un qui doit passer tous les jours pour inciser les arbres et récolter le latex», explique Yves Poirier. Les producteurs vont donc être tentés de remplacer cette culture par une autre nécessitant moins de bras et beaucoup plus rentable. Ce peut être bien souvent celle du palmier à huile, dont les effets délétères sur les forêts et la biodiversité ne sont plus à démontrer. Même s'ils ne tournent pas la page de l'hévéa, les producteurs peuvent également essayer de compenser la faiblesse de ces prix par une augmentation du volume récolté. Au risque de trop tirer sur la corde et de priver leurs arbres des armes nécessaires face aux maladies.

#### DES ALTERNATIVES ENCORE EXPÉRIMENTALES

Faut-il dans ce cas s'échiner à concevoir un hévéa qui serait résistant aux pathogènes? Katrina Cornish n'est pas convaincue par cette hypothèse: «Quand bien même vous parviendriez à obtenir un tel spécimen, il faudrait des décennies pour le voir remplacer les hévéas actuels. N'oubliez pas non plus qu'il s'agit d'un arbre! Après l'avoir planté, vous devez attendre sept ans avant de pouvoir commencer à récolter le latex.» Selon elle, il serait bien plus judicieux de s'orienter vers des sources alternatives de latex plutôt que de miser toujours plus sur la case «hévéa».

Il y a bien longtemps que deux plantes, le pissenlit russe et le guayule, ont été identifiées comme capables de fournir un caoutchouc de qualité équivalente. Objets de multiples expérimentations aux

États-Unis et en Europe, elles étaient déjà utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale par les puissances alliées pour répondre à leurs problèmes d'approvisionnement en caoutchouc asiatique, alors aux mains des Japonais. «Le pissenlit russe a été développé en URSS. Sa culture est complètement différente de celle de l'hévéa: il faut arracher la plante pour récolter le latex se trouvant à l'intérieur des racines», explique Yves Poirier. Tandis que le pissenlit russe s'épanouit avec un climat tempéré, le guayule pousse sur les terres arides, comme celles du sud-ouest des États-Unis et du Mexique. Pendant la guerre, ce petit arbuste était cultivé sur environ 13 000 hectares, essentiellement en Arizona. Pourtant, au sortir du conflit mondial, Russes comme Américains ont abandonné le pissenlit et le guayule pour renouer leurs liens avec le caoutchouc venu d'Asie, bien moins cher.

Les termes de l'équation économique n'ont pas été bouleversés depuis cette époque. À l'image de Bridgestone, qui a fabriqué les premiers pneus 100 % caoutchouc de guayule en 2015, les manufacturiers de pneus ne cachent pas leur intérêt pour ces alternatives, mais leur prix les confine à un marché de niche. Ayant participé à des recherches sur ce type d'alternatives dans le cadre du projet européen EU-PEARLS (EU-based Production and Exploitation of Alternative Rubber and Latex Sources) lancé à la fin des années 2000, Yves Poirier reste persuadé que leur tour viendra: «Lorsque l'on en aura vraiment besoin, cela signifiera que le prix du caoutchouc naturel produit par l'hévéa aura augmenté. Du fait de cette pression économique, les caoutchoucs de pissenlit russe et de guayule pourront être compétitifs.» À condition que leur développement soit suffisant pour prendre le relais au cas où les pires craintes de Katrina Cornish deviendraient réalité pour l'hévéa: «En l'état, nous n'avons pas de filet de sécurité. C'est tout de même insensé d'être si tributaire d'un arbre cultivé quasi exclusivement dans une seule région et située à l'autre bout du monde...»

<sup>1</sup> Chiffres de l'International Rubber Study Group (IRSG).

<sup>2</sup> John Loadman, Tears of the Tree: The Story of Rubber – A Modern Marvel, Oxford University Press, 2005.

<sup>3</sup> Chiffres de l'Association of Natural Rubber Producing Countries (ANRPC).

<sup>4</sup> Kaspar Hurni et Jefferson Fox, «The expansion of tree-based boom crops in mainland Southeast Asia: 2001 to 2014», Journal of Land Use Science, vol. 13, n° 1-2, 2018, p. 198-219.

Les nuits de Noël, les animaux parlent, la chose est bien connue. Une autre l'est moins: les écosystèmes parlent le 29 février des années bissextiles – à l'échelle de leur durée, c'est une discussion régulière... En voici une, espionnée pour vous le 29 février 2024, entre deux écosystèmes: une céréaliculture beauceronne et une riziculture du Yuanyang, dans le sud de la Chine. Les protagonistes font d'abord assaut de fierté, puis ils s'avouent leurs petits ennuis...

texte Marc-André Selosse

# Si les éco- systèmes parlaient

**LA CÉRÉALICULTURE BEAU CERONNE** Oh bonjour! Voilà longtemps qu'on ne s'était entretenues... Vous ne me reconnaissez peut-être pas: j'étais autrefois une vieille forêt entrecoupée de clairières pâturées par les bisons et les aurochs...

**LA RIZICULTURE DU YUANYANG** Si, si, je me rappelle votre voix; vous m'avez reconnue à mes formes collinéennes... Moi aussi j'ai changé, je suis à présent parée de retenues en terrasses aux eaux colorées différemment selon les algues qui y prolifèrent... Rien ne reste de la forêt claire tropicale que je portais la dernière fois, si seyante pourtant! C'est que j'ai attrapé des hommes, et ma foi, ça vous métamorphose...

**CB** Ils prolifèrent ces tout derniers temps, semble-t-il, il paraît qu'on en a tous attrapé! Je le sais car j'en ai aussi. Figurez-vous que ce sont eux qui m'ont «défrichée», comme ils disent... Et ça m'a donné belle allure: il faut voir osciller mes blés blonds et chargés de graines sous le vent d'été. Car mes humains, je les nourris, moi, de mes épais sols fertiles. Glorieusement, depuis des siècles: pas loin de 9 tonnes de blé à l'hectare!

**RY** Pareil pour moi, voire mieux! Je ne produis chaque année pas moins de 7 à 10 tonnes de riz à l'hectare dans mes petites retenues d'eau depuis des millénaires! Il faut admirer mes terrasses chargées de riz vert avant la récolte! Cela m'a transformée, je ne me sens plus habitée de la même façon!

**CB** Oui ça change, pour le moins. (*Pensive*). Bon, pas toujours en bien; on regretterait presque l'avant...

**RY** Hum, oui... En même temps, cela fait des millions d'années que nous changeons, on en a déjà parlé: ces premières fougères qui se décomposaient si mal; les dinosaures qui brouaient tout... Mais cette fois-ci, le changement est diablement rapide et ça perturbe...

**CB** Mes humains usent et abusent de pesticides: un temps humide et ils «fongicides» contre les champignons; un vol de pucerons et voilà qu'ils «insecticides»... J'ai fini par perdre de nombreux habitants. Des espèces me manquent: j'ai vu disparaître définitivement trois espèces de ce qu'ils appellent les mauvaises herbes! Mes habitants se raréfient: j'ai perdu les quatre cinquièmes de mes insectes en trente ans et le tiers de mes oiseaux en quinze ans! J'ai même le sentiment que tout ça n'est pas très bon pour les humains, ni pour ceux qui me cultivent (ils se plaignent de cancers bizarres), ni pour ceux que je nourris. Pourtant, je les entends

parler sans cesse (les humains pérorant tout le temps, quel bruit permanent!) de nouveaux produits qui seraient autant de progrès... Enfin, si c'est le prix de ma productivité, comme ils disent, après tout...

**RY** C'est fort curieux cela. Mes humains à moi ne parlent guère de progrès, au contraire leurs pratiques sont séculaires. Et ils ne sont guère ennuyés par les parasites (c'est plutôt les parasites qui sont tourmentés par ici!). Ils plantent du riz tous les ans, mais avec un grand mélange variétal, y compris des variétés indienne et japonaise, c'est dire! Ils ont coutume de s'échanger des graines, qu'ils ajoutent à leurs propres semences des années précédentes, sans jamais se donner de conseils: personne ne croit à la supériorité d'un lot de graines! Bilan: quand un champignon parasite réussit sur une plante, il est sûr de ne pas y arriver sur la voisine qui est différente; et s'il y parvient dans un champ, il n'atteindra pas le suivant. Leurs traditions ont construit une mosaïque à laquelle les pathogènes ne peuvent s'adapter! Ainsi, ici, point de problème avec la pyriculose du riz, cette maladie due à un champignon qui détruit chaque année l'alimentation de 6 millions d'humains! En somme, la biodiversité génétique du riz est une protection; il n'existe pas de chemin évolutif par lequel les parasites peuvent passer pour proliférer...

**CB** Votre histoire est incroyable! Ici, au contraire, tous mes épis de blé sont génétiquement identiques, et d'une année à l'autre, les variétés ne changent guère... alors, c'est un boulevard pour qui attaque une pousse avec succès. Mais... c'est vrai, j'y repense soudain, il y a quelques siècles, mes humains ne s'y prenaient pas ainsi: ils gardaient des haies, parfois même des arbres au cœur des champs... Autant de refuges pour les prédateurs des prédateurs de leurs cultures: tiens, je me souviens des syrphidés... ces espèces de mouches qui butinent les fleurs à l'âge adulte et dont les larves dévorent goulûment les insectes phytophages comme les pucerons. Autrefois, des syrphidés butinaient mes haies, et je réalise qu'ils me manquent. En plus, les cultures étaient plus variées et cela également freinait la propagation des maladies... Voilà aussi une biodiversité utile! Mais mes humains sont tellement obnubilés par l'espèce qu'ils plantent qu'ils voient les autres comme des compétitrices ou des prédatrices: ils ont oublié que les diverses espèces que j'abrite entretiennent aussi des liens d'entraide...

**RY** Moi, ce qui me fait bizarre, c'est qu'en



**Marc-André Selosse, qui porte souvent une cravate, est professeur au Muséum national d'histoire naturelle et professeur invité aux universités de Gdansk (Pologne) et Kunming (Chine). Membre de l'Académie d'agriculture de France, il a publié en 2021 aux éditions Actes Sud *L'Origine du monde. Une histoire naturelle du sol à l'intention de ceux qui le piétinent et Petites Histoires naturelles.***

créant des terrasses inondées, mes humains ont créé des sols pauvres en oxygène et... produit de l'effet de serre. Mes bactéries se sont adaptées aux sols anaérobies où certaines respirent sans oxygène. Vous fronchez les sourcils? Celles qui respirent au CO<sub>2</sub> donnent du méthane; d'autres respirent au nitrate et engendrent du protoxyde d'azote. De ce point de vue, ma biodiversité a changé et... engendre plus de gaz à effet de serre, CO<sub>2</sub> et protoxyde d'azote! Or, de ce que je comprends, nos humains semblent être en train de transformer le climat! Les prémices de la riziculture inondée, il y a 5 000 ans, auraient d'ailleurs contribué à empêcher le climat de dévier vers une glaciation qui s'annonçait: on en parlait l'autre fois ensemble, le climat des deux derniers millions d'années a enchaîné les glaciations; eh bien, l'effet de serre auquel j'ai contribué aurait stoppé le commencement de la dernière! Maintenant, avec l'extension de la riziculture inondée, mes émissions contribuent à une crise climatique... Nous y survivrons toutes deux, mais nos petits habitants, dont ces humains qui grouillent sur notre dos, vont la sentir passer!

**CB** J'en suis guérie, moi, des gaz à effet de serre, au contraire! Bien longtemps, j'en ai aussi émis. Figurez-vous qu'on me labourait: comme cela aère le sol, les bactéries respirent mieux (à l'oxygène, chez moi on reste classique)... Bref, je produisais du CO<sub>2</sub> en détruisant la matière organique accumulée depuis des milliers d'années. Au début, les humains apportaient du fumier, qui compensait l'azote et le phosphore emportés par les récoltes, tout en fournissant au sol de la matière organique. Mais il y a un siècle, ils ont eu recours aux engrais minéraux, et la matière organique est devenue rare dans mes sols... Heureusement, il y a peu, ils se sont avisés que c'était un effet indésirable du labour et des engrais chimiques. Car la matière organique retient les particules du sol et fait sa structure; elle limite donc l'érosion; elle retient l'eau dans le sol; elle permet la vie microbienne qui a, ensuite, bien d'autres fonctions vitales dans le sol... Et, surtout, le carbone de cette matière organique est autant de CO<sub>2</sub> absent de l'air. Mais moi, maintenant, je stocke du carbone!

**RY** Oui, j'ai des connaissances qu'on transforme en plantations pour stocker du carbone! On parle de «compensation», je crois! Comment faites-vous?

**CB** Vous savez, on peut compenser sans transformer le paysage en plantations, juste

en remettant de la matière organique dans les sols! Un visiteur avec une cravate qui est venu par ici a parlé sentencieusement à d'autres humains de ce qu'il appelait le 4%. Si chaque année, disait-il, on augmente de 0,4% (soit 4%) la teneur en matière organique de tous les sols du globe, on absorbera tout le CO<sub>2</sub> accumulé par l'humanité dans l'atmosphère cette année-là... Voyez un peu leurs approximations, ça m'a amusée! Toutefois, l'ordre de grandeur et l'idée sont exacts. Ici, certains humains ont cessé le labour et introduit une agriculture qu'ils nomment «sous couvert» ou «de conservation». Ils cultivent des plantes entre deux récoltes, qu'ils laissent sur place avant les semences de l'année suivante. Mes stocks de carbone se redressent: la matière organique augmente l'abondance et l'activité des microbes de 25%. Ce qui en reste au bout du compte est un stockage de carbone qui retient mieux l'eau (une aubaine pour les étés devenant plus secs par chez nous) et, ajouté à l'absence de labour, limite l'érosion... Auparavant, sous la cicatrice du labour, je m'érodais aussi vite qu'un sol alpin: je pelais à vue de siècle. Eh bien, c'est fini, et je stocke du carbone!

**RY** Tiens, c'est vrai que je n'avais pas pensé à l'érosion: avec mes terrasses ennoyées, j'ai été très tôt aménagée pour l'éviter... Mais je sais bien, moi qu'on fertilise encore de fumier et de déchets ménagers, ce qu'est stocker du carbone dans le sol.

**CB** Ah, les déchets ménagers – comme j'aimerais recueillir ceux des villes proches! Il paraît que par chez nous, en Europe, ils contiennent la moitié de l'azote dont nous avons besoin chaque année...

**RY** Au fait, savez-vous comment trouver de l'azote sans effort? Justement, j'ai des fougères qui //

*À minuit bien sûr, la conversation cesse brutalement. Les écosystèmes de 2024 nous racontent que les hommes peuvent faire d'eux le pis et meilleur: hier comme aujourd'hui ou encore demain, si la Beauce se convertissait à l'agriculture de conservation. Surtout, ils nous enseignent comment en leur prêtant attention, ils nous permettent de puiser des solutions dans leur fonctionnement, notamment si l'on s'en imprègne avant d'agir. Cela s'appelle l'écologie et plus particulièrement l'agroécologie.*

# J'habite...

# dans un logement passif



**texte**  
Christelle Granja

**photographies**  
Rolf Matz architecture

**Violaine Limonier habite un T2 à la chaleur douillette, qui ne compte pourtant aucun chauffage visible. Son appartement fait partie d'une résidence sociale « passive », réalisée par l'architecte Rolf Matz : grâce à une bonne isolation, l'immeuble consomme très peu d'énergie. Une démarche qui se veut exemplaire mais qui fait débat.**

**V**iolaine Limonier n'est pas peu fière de son lumineux 50 mètres carrés « bien agencé et orienté sud » qu'elle habite depuis deux ans au cœur de la résidence Solatium, à Vandœuvre-lès-Nancy, commune de la Métropole du Grand Nancy. À première vue, le petit immeuble au toit plat et aux façades claires ponctuées de balcons n'a rien d'exceptionnel. Son architecture sobre abrite 14 logements sociaux et 25 studios de la pension de famille Myosotis, destinée à des personnes en difficulté. L'ensemble se fond dans le décor d'un quartier « calme et agréable », tout proche d'un groupe scolaire. Mais il y a un détail... qui n'en est pas un : Violaine, tout comme ses voisins, ne chauffe pas son appartement. Pas directement du moins. Chez cette retraitée, ancienne agente de fabrication automobile, on ne trouve ni convecteur, ni cheminée, ni poêle. « On gagne de la place pour meubler ! », relève la sexagénaire décidée, qui s'est débarrassée il y a quelques mois du petit radiateur d'appoint, désormais inutile, qu'elle utilisait dans son précédent logement. Seul indice de la douceur ambiante : l'un

des murs est percé d'une petite grille d'environ 10 centimètres sur 15, « par là où ça souffle ». La température est régulée par un système de ventilation centrale à double flux qui agit comme un « poumon », explique Rolf Matz, architecte des lieux. En rejetant l'air vicié, ce dispositif récupère les calories dégagées par l'expulsion de l'air pour réchauffer l'atmosphère intérieure. Résultat, « il fait bon l'hiver et plutôt frais l'été », se félicite Violaine.

### Il fait bon être écolo

Les résidences Solatium et Myosotis sont des bâtiments « passifs » : leur très bonne isolation limite à l'extrême les pertes d'énergie, et donc les besoins en chauffage. La définition est précise : l'obtention du label « passif » est conditionnée, entre autres, par une consommation inférieure à 15 kWh/m<sup>2</sup>/an pour le chauffage<sup>1</sup>. Soit entre six et neuf fois moins qu'une construction classique<sup>2</sup>... « C'est l'avenir ! », s'enthousiasme Violaine, qui apprécie aussi les répercussions de ces économies d'énergie sur son loyer et ses charges – 460 euros par mois, chauffage compris. « L'écologie, ce n'est

pas qu'une affaire de bourgeois, c'est même au contraire surtout une affaire de gens qui ont peu de moyens. Moins dépenser pour se chauffer, ça compte », confirme Peggy Bottollier, directrice du pôle Logement et insertion de l'association Accueil et réinsertion sociale, qui gère les studios de la résidence Myosotis. Le concept de construction « passive » a émergé dans les années 1970 en Allemagne et dans quelques pays nordiques tels que la Suède : encouragés par des hivers rigoureux, les architectes et ingénieurs y expérimentent des habitats économes en chauffage. Dans les années 2000, alors que la culture d'économie d'énergie est encore balbutiante en France, Rolf Matz, fraîchement diplômé, s'enthousiasme pour les travaux de l'Institut de la maison passive (« Passivhaus ») à Darmstadt, près de Francfort. Germanophone par son père, il y suit une formation, qu'il met en pratique de retour en France, non sans rencontrer quelques obstacles. À Nancy, il livre en 2010 un petit ensemble de 8 logements sociaux, l'un des premiers immeubles en France à obtenir le label pionnier « Passivhaus », équivalent de l'actuel label français

«BePas» (Bâtiment à énergie passive). «Il a été très long de convaincre le bailleur social, qui ne concevait pas d'avoir un bâtiment sans chauffage et qui craignait pour le confort des habitants», se souvient Rolf Matz. Quelques années plus tard, la réalisation des résidences Solatium et Myosotis rencontre moins de réticence. Mais pour atteindre les standards du «passif», l'étanchéité des toitures, des murs et des sols est nécessaire. Les ponts thermiques, ces fuites de l'énergie du chaud vers le froid, doivent être supprimés ou fortement réduits. «Il faut laisser entrer l'énergie de l'extérieur, mais aussi limiter les pertes d'énergie – la meilleure fenêtre crée six à sept fois plus de déperdition qu'un mur. C'est une question d'équilibre, c'est ça qui est passionnant», souligne l'architecte. À Vandœuvre-lès-Nancy, cela se traduit par des murs très épais et un patio central doté d'une verrière de près de 20 mètres carrés de vitrage qui éclaire le cœur du bâtiment, tout en offrant un complément de chaleur. L'été, des brise-soleil installés sur les fenêtres permettent de réduire l'impact du rayonnement solaire, précise Violaine Limonier.

### Les coûts cachés de la sobriété

Cette performance énergétique ne va pas sans contrepartie. Le budget de construction est de 10 à 20 % plus élevé qu'un bâtiment classique... Un surcoût qui provient en grande partie de «l'enveloppe» du bâtiment, plus onéreuse du fait de l'exigence de quasi-étanchéité, explique Rolf Matz.

De quoi susciter des frilosités. Pour le bailleur social Meurthe & Moselle Habitat (mmH) qui assure la maîtrise d'œuvre des résidences Solatium et Myosotis, l'engagement dans ce projet relève d'un choix environnemental et social: au-delà de la réalisation de Rolf Matz, l'objectif est de développer les constructions passives sur un tiers des nouvelles opérations, explique Audrey Dony, directrice générale adjointe de mmH. Mais si l'ambition est de limiter la dépense énergétique, le bilan carbone d'un bâtiment passif n'est pas toujours exemplaire. La performance de l'enveloppe ne dit rien des qualités environnementales des matériaux qui la composent. Ainsi, l'immeuble où habite Violaine Limonier est isolé avec du polystyrène, un plastique donc, issu de la pétrochimie. C'est là l'une des critiques adressées aux bâtiments labellisés «passifs»: «Ils peuvent être construits avec des matériaux déplorables, cela relève de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, de chaque concepteur. Bien sûr, cela dépend aussi de chaque budget, il faut tenir compte de la réalité», regrette Milena Karanesheva, cofondatrice de l'agence Karawitz, qui a livré de nombreux bâtiments passifs. Mais l'architecte pointe la difficulté d'arbitrer, dans une équation qui compte plusieurs inconnues. Vaut-il mieux privilégier des qualités «passives» ou des matériaux biosourcés et locaux? «Calculer le comportement technique d'un bâtiment est déjà difficile, mais dresser un véritable bilan carbone est cent fois plus complexe. C'est extrêmement variable en fonction de la durée et des bases de données choisies. Les limites de l'exercice sont là», relève-t-elle.

### La frugalité dans la sobriété

Autre écueil dénoncé par la profession: la technicité de la démarche passive. «Préempté par des personnes qui établissent des

certifications, des labels, le terme "passif" a dérivé vers un type de bâtiments avec des systèmes de ventilation mécanique assez complexes, qui nécessitent beaucoup de tuyauterie et des filtres devant être entretenus ou changés par des professionnels», pointe pour sa part l'architecte Emmanuelle Patte, membre du conseil d'administration de l'ICEB, Institut pour la conception écoresponsable du bâti. Avec son agence Méandre etc', elle a livré il y a quelques années à Montreuil (Seine-Saint-Denis) un groupe scolaire passif doté d'une ventilation double flux. «Mais plus ça va, plus je milite pour des choses plus frugales, plus simples, plus low-tech», défend-elle. À Montfermeil (Seine-Saint-Denis), Méandre etc' planche actuellement sur une école passive, en bois, paille et terre crue locale, qui prouve qu'un bâtiment passif peut être frugal. La terre crue a une réelle étanchéité à l'air, mais elle reste poreuse à la vapeur d'eau, ce qui permet d'absorber l'humidité ambiante. Comme les autres matériaux bio- et géosourcés, elle atténue l'aspect «hermétique» des constructions passives, tout en améliorant leur bilan carbone. Mais son usage représente un surcoût qui n'est pas toujours accepté. Les finances d'un projet obligent à des choix, des «choix de société», glisse Emmanuelle Patte. «On aimerait tous des projets idéaux, bien financés. Mais je préfère un bâtiment qui répond à la précarité énergétique, pour des personnes à faibles revenus, à une construction en terre crue qui nécessite 60 euros de chauffage mensuel. Ma priorité, c'est l'humain», assume Rolf Matz. 🏡

- 1 Le seuil est fixé à 50 kWh/m<sup>2</sup>/an pour un bâtiment basse consommation (BBC).
- 2 Selon les chiffres de consommation moyenne d'Engie.



# L'Amap low-tech

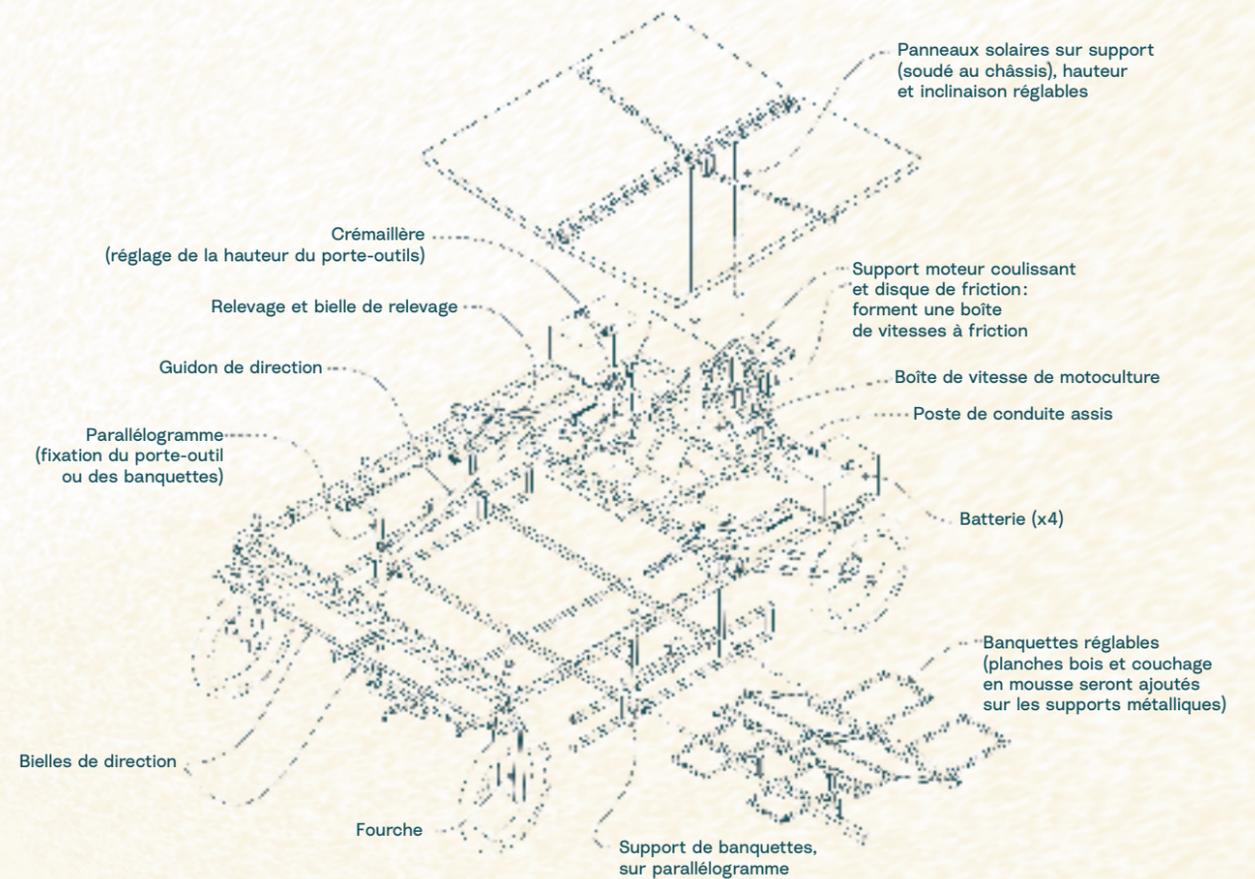
texte Florentin Roy

### Amap des Weppes

Située sur les terres d'Hantay (Hauts-de-France), l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) des Weppes travaille à la réhabilitation d'une pratique agricole paysanne autonome, respectueuse de l'environnement et attachée au soin de la terre et des produits cultivés. La ferme, établie en 2008 par Romuald Botte, paysan maraîcher, est une des premières Amap de l'ancienne région du Nord-Pas-de-Calais. Les membres préfinancent la production de l'agriculteur et reçoivent périodiquement un panier alimentaire (légumes, œufs, viande). Les «Amapiens» participent aussi à la vie de la ferme et en acceptent les aléas – à savoir recevoir moins en cas de mauvaises récoltes. Le paysan, quant à lui, assure une production respectant un cahier des charges strict, prônant une agriculture paysanne artisanale et extensive, opposée à une agriculture intensive. Romuald s'emploie par ailleurs à recourir à des outils low-tech. Il contribue activement à diffuser l'autoconstruction (matériels agricoles, mécanique des tracteurs...) dans les Hauts-de-France grâce au collectif Étincelle Paysanne, relais des actions de la coopérative l'Atelier Paysan.

### La Chtit-bine, du low-tech dans les champs

La conception de la Chtit-bine débute en avril 2016 dans les Hauts-de-France sous l'impulsion de maraîchers de la région, dont Romuald, et avec l'appui technique de l'Atelier Paysan. L'engin devait à l'origine servir de lit de désherbage manuel, mais il en est finalement venu à combiner deux fonctions: désherbage et binage. Ce dispositif est totalement autonome grâce à ses panneaux solaires.



### Plus d'infos: amapdesweppes.fr

et retrouvez des contenus complémentaires (podcasts, vidéos, photos, articles, études de cas) ainsi que d'autres enquêtes du Low-tech Lab sur [lowtechlab.org](http://lowtechlab.org)

Depuis 2013, le **Low-tech Lab** déniche des solutions low-tech, les teste, les documente et les diffuse, mettant en lumière les femmes et les hommes qui traduisent en actions les valeurs de convivialité et de sobriété à l'échelle collective.



# De quoi le renoncement est-il le nom ?

illustration Marie Casaÿs

texte Juliette Rousseau



Juliette Rousseau est journaliste, autrice et éditrice aux éditions du Commun. Militante de terrain, elle a coordonné de multiples événements politiques internationaux (contre-G8, contre-G20, etc.) et s'est attachée à questionner les pratiques d'organisation militante dans l'ouvrage *Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques*, paru aux éditions Cambourakis en 2018. Elle tient cette chronique pour *Socialter*.

Qu'y a-t-il à l'origine d'un mouvement de lutte? Est-ce une combinaison particulière de désirs et de colères? Une vision puissante et partagée de ce à quoi le monde pourrait ressembler? Est-ce un certain degré de conscience politique? Ou bien l'injustice qui franchit un seuil? Lorsque l'on aspire au changement social dans le sens d'une plus grande justice pour toutes et tous, cette question peut devenir obsédante. Dans ce qui féconde une lutte, le renoncement peut être une tension fertile: il y a ce à quoi l'on doit renoncer, pour créer d'autres mondes plus habitables, y compris ici et maintenant, et ce à quoi l'on ne peut pas renoncer. Parfois, c'est cela qui constitue le point de départ d'une révolte. Quand il nous est imposé de renoncer à ce à quoi l'on tient. Et c'est la brutalité de cette imposition qui met en mouvement. La vie dans un monde en proie à l'exploitation, la domination et la destruction est un chemin pavé de renoncements: on renonce à habiter des mondes riches et abondants, à mener des vies profondément attachées à nos territoires, à ceux, humains et non humains, avec qui nous les partageons, à l'interdépendance de ces liens. Ce que le confort anesthésiant offert par le capitalisme vise à étouffer en nous, c'est précisément la capacité à ressentir ce à quoi nous devons renoncer pour que le système perde. C'est la barquette de viande qui dissimule la maltraitance animale à l'échelle industrielle; ce sont les îlots verts qui cachent la bétonisation grandissante des terres et la disparition du vivant; ce sont les institutions spécialisées qui camouflent l'abandon et l'enfermement des personnes âgées ou en situation de handicap. Le système capitaliste troque la justice et le partage contre le confort des plus privilégiés et tente de nous priver de la capacité à éprouver tristesse et colère face au deuil inhérent aux multiples pertes qu'il engendre. Et c'est aussi ce que

produisent les dominations systémiques: patriarcat, racisme, validisme<sup>1</sup>... construisent une société prompte à accepter que les plus grandes violences – jusqu'à la mort parfois – soient infligées par certains de ses membres.

## Prosperer parmi les ruines

S'il peut être effrayant, le chemin qui consiste à se laisser plus profondément toucher par la dimension mortifère de notre société est aussi le plus sûr chemin vers la révolte. Il nous faut apprendre à nous départir de cette immunisation inhérente à la violence sociale et à habiter plus pleinement les décombres. Souvent, c'est là que se construisent des formes de vie audacieuses, généreuses. Dans une émission de radio consacrée à la lutte contre le sida, l'historien Philippe Artières déclarait au sujet des militantes et militants de l'époque de la pandémie de VIH: «*[Avant eux] il n'y avait pas de pratiques collectives comme celle-là, il n'y avait pas cette sociabilité qu'ils ont été obligés d'inventer pour ne pas être seuls [...]. C'est une vraie esthétique de l'existence, une esthétique contrainte. Ce n'est pas une question de courage, c'est une question de force collective, de surgissement, de subjectivation. [...] Il y a toujours, et même face aux situations les plus insupportables qui soient, des possibles d'invention politique. Notre société est pleine de ces lieux où des personnes en situation d'immense détresse inventent des modes de résistance<sup>2</sup>.*» Lutter avec et parmi les morts et la disparition, dans cette tension entre l'impossibilité d'accepter cet état de fait et la nécessité de composer avec lui. Lutter en portant en nous ce à quoi l'on est forcé de renoncer sans pour autant l'accepter, et tout ce qui, dans le chemin que l'on trace à partir de là, est également de l'ordre du renoncement et de son refus. Le militantisme des années sida a beaucoup à nous apprendre sur les façons d'habiter et de résister dans un monde en déclin. Notamment dans notre capacité à ne plus fuir le deuil, à embrasser ce qu'il implique dans l'élaboration collective d'une subjectivité en prise réelle avec notre monde.

Ce à quoi il n'est pas possible de renoncer peut donc mettre en mouvement. Et dans ce mouvement peuvent alors apparaître d'autres manières de vivre, qui viennent renforcer la détermination à protéger ce qui a été construit collectivement. Le refus de renoncer ne porte plus seulement sur ce qui a initié la lutte mais également sur ce que la lutte a fait de nos vies, notre capacité à créer un autre monde, ici et maintenant. C'est ce que les anglophones appellent «politiques de préfiguration». C'est, par exemple, ce qu'Occupy Wall Street a tenté (et largement «publicisé»), à savoir la capacité à abolir, dans un temps et un espace donnés, une partie de ce qui conditionne nos vies dans le capitalisme: l'hyper-individualisation des modes de vie, les échanges marchands, le recours à la police pour encadrer les conflits<sup>3</sup>... La brèche ainsi créée ouvre un espace de respiration auquel il n'est dès lors plus concevable de renoncer.

## Ne pas craindre d'être vulnérable

Derrière la question du renoncement, ce qui se joue, c'est aussi la question de la vulnérabilité. Mettre en jeu et investir des attachements menacés par le système existant, c'est s'exposer. C'est ce qui m'a souvent marquée dans les occupations, comme sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes: comment, dans les moments où la menace d'expulsion se faisait la plus forte, des centaines de personnes pouvaient mettre toute leur énergie à construire des cabanes solides, splendides, résolument faites pour durer. Et s'exposer ainsi à des pertes qui n'en seraient que plus difficiles à vivre. Je me souviens en particulier d'une scène, lors des expulsions du printemps 2018, lorsque les gendarmes sont venus détruire le lieu-dit des «100 Noms». À quelques centaines de mètres de moi, une habitante errait, en larmes, appelant désespérément son chat. Elle a fini par tomber à genoux dans l'herbe, abattue face au spectacle de sa maison en train d'être détruite. Le temps, l'énergie, les amitiés, tout ce que nous investissons face aux bulldozers nous expose à ressentir plus cruellement la perte. Or c'est un choix qui nous est particulièrement difficile, car notre éducation nous incite à craindre toute situation de vulnérabilité, à croire qu'une vie réussie est une vie de confort garanti. Carrière, salaire, propriété, mariage sont autant d'outils qui visent à nous prémunir contre un sentiment de vulnérabilité. Pourtant, plus nous mettons de nous dans ce qui déperit, ce qui disparaît, ce qui se meurt, plus nous sommes déterminés à le défendre. C'est ce que les opposants au projet d'aéroport avaient très bien compris: plus nous étions nombreux à nous attacher à cette lutte à travers le lieu qu'elle visait à défendre, à y nouer des liens, plus nous serions déterminés et mobilisés.

Dans l'échange morbide qui nous est imposé entre confort personnel et justice collective, c'est sans doute là que se joue, véritablement, la question du renoncement. Dès lors, habiter les lignes de front de ce monde, y forger nos attachements et nouer là ce à quoi il n'est pas possible de renoncer est peut-être la meilleure façon de lutter contre la destruction en cours. ○

<sup>1</sup> Le «validisme» est un système d'oppression qui considère que les personnes valides sont supérieures aux personnes handicapées.

<sup>2</sup> Perrine Kervran et Didier Roth-Bettoni, «Quand la création raconte le sida. Hanter les survivants (épisode 4)», LSD, La série documentaire, France Culture, 1<sup>re</sup> diffusion le 12 avril 2018.

<sup>3</sup> Dans une brillante étude sur l'expérience d'Occupy Wall Street, le sociologue et militant américain Jonathan Smucker s'intéresse notamment aux potentiels et aux limites des politiques de préfiguration. Il démontre en quoi une lutte peut aussi en venir à s'enfermer dans cette préfiguration, au point de perdre de vue les enjeux systémiques. Voir Jonathan Smucker, *Hegemony How-To. A Roadmap for Radicals*, AK Press, 2017.

# Décarboner la recherche

texte Léa Dang

photo Heïdi Sevestre

De nombreux chercheurs ouvrent les yeux sur le système de valeurs du milieu académique contemporain – qui incite continuellement à la production scientifique et à l’hypermobilité – et tentent de changer la donne en rendant leurs pratiques plus écologiques.



← Heïdi Sevestre et deux de ses collègues, lors de leur expédition dans le Svalbard en avril 2021.

**A**u sein de la communauté scientifique, l’urgence écologique vient questionner les pratiques de celles et ceux qui la documentent. Dans plusieurs enquêtes réalisées par Labos 1point5 – un collectif créé en 2019 par Tamara Ben Ari et Olivier Berné dans le but de mieux établir l’empreinte carbone des laboratoires –, plus de 80 % des personnels en astrophysique, climatologie et sociologie avaient répondu «oui» à la question: «Pensez-vous que l’urgence climatique exige des changements profonds dans la pratique de vos métiers?» Un chiffre qui n’étonne pas Tamara Ben Ari, chargée de recherche à l’Institut national de recherche pour l’agriculture, l’alimentation et l’environnement (Inrae): «Depuis 2018 et la publication du rapport spécial sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C du Giec, sans oublier les premières marches pour le climat, il y a eu un mouvement de bascule dans la communauté scientifique.» Une préoccupation qui va croissant au sein de cette dernière: d’après l’une des enquêtes de Labos 1point5 menée auprès de 6 000 répondants tirés aléatoirement dans la communauté nationale, environ 45 % estiment être plus inquiets qu’il y a cinq ans. C’est aussi durant l’année 2018 que des scientifiques français, issus de différentes disciplines, se sont regroupés dans des collectifs comme l’Atelier d’écologie politique (Atécopol), à Toulouse, ou encore l’Atelier d’écologie politique francilien (Écopolien), pour la région Île-de-France. Si le Tyndall Centre for Climate Change Research, une organisation scientifique basée au Royaume-Uni, et le collectif de chercheurs du monde entier No Fly Climate Sci militaient avant cela pour réduire les trajets en avion, aucun collectif n’avait rassemblé autant de scientifiques d’un même pays pour mesurer l’empreinte carbone des laboratoires et explorer des pistes de solution et leur acceptabilité dans le milieu de la recherche. Pour le moment, quelque 350 laboratoires ont consenti à mesurer leur empreinte carbone avec l’outil GES 1point5 développé par Labos 1point5, et près de 200 scientifiques ont rejoint un groupement de recherche dédié à ces questions.

Une manière «de poser des briques solides entre les disciplines de recherche», pour la cofondatrice du collectif.

## Brise-glace et hélicos

Loin d’être le secteur qui émet le plus de gaz à effet de serre (GES), la recherche n’en est néanmoins pas exclue. Cependant, «une moyenne globale n’aurait pas vraiment de sens sur le plan scientifique tant les disciplines, pratiques et contextes sont différents», rappelle Antoine Hardy, doctorant en science politique au Centre Émile Durkheim, dont le projet de thèse vise à comprendre quelle est l’incidence de l’empreinte carbone sur les pratiques et les représentations scientifiques. Car, les sciences polaires et les sciences sociales recouvrent des réalités bien différentes. Le travail de recherche de Heïdi Sevestre, glaciologue, nécessitait par exemple une logistique et des infrastructures sophistiquées, à la fois pour rejoindre les pôles et prélever des échantillons: «Avant, je prenais régulièrement l’hélicoptère pour aller sur les glaciers et, le reste du temps, je me déplaçais en scooter des neiges ou alors sur un brise-glace», se remémore-t-elle. Les conditions extrêmes des deux pôles et «l’urgence absolue de récolter un maximum de données dans cette course contre la montre qu’est la crise climatique» limitent en effet les marges de manœuvre. Impossible avec des skis de transporter du matériel de mesure lourd et parfois fragile, et sans navire brise-glace, difficile d’atteindre certaines zones. Les scientifiques des régions polaires ont donc trouvé le moyen de limiter les déplacements en laissant les équipes déjà sur place récolter les données ou les échantillons listés par d’autres pairs, ou encore en collaborant avec les communautés autochtones, qui possèdent une connaissance bien plus fine du terrain. «C’est une révolution dans la façon de coordonner le terrain», souligne Heïdi Sevestre, qui participera à la coordination d’un projet scientifique co-construit avec le peuple sami en Scandinavie. En avril dernier, la chercheuse est partie en expédition avec trois autres femmes pour récolter

des échantillons de neige et de glace sur l'archipel du Svalbard – situé à mi-chemin entre la Norvège et le pôle Nord. Leur objectif était de réduire le plus possible leur empreinte carbone durant leur expédition «Sentinelles du climat». C'est donc chaussées de skis qu'elles ont exploré, durant 450 kilomètres, les terrains escarpés de l'Arctique. Traîner leur équipement tout en skiant a néanmoins limité les ambitions du projet, qui n'a pas bénéficié de financements scientifiques: «On nous félicitait sur ce qu'on voulait communiquer, mais on nous expliquait que le programme scientifique, lui, était trop léger pour un programme d'un mois dans une région polaire.»

### Un obstacle à la carrière

Aligner la recherche sur les principes écologiques – et plus largement sur des considérations éthiques – ne se limite pas à réduire les déplacements ou optimiser les technologies existantes: le système de valeurs doit évoluer autant que les conditions matérielles de la science. «Le piège serait de penser que les scientifiques ont tout entre leurs mains pour réduire leur empreinte carbone. Mais le travail scientifique est, lui aussi, encastré dans le capitalisme contemporain: dissocier les deux serait se priver des moyens de comprendre et d'agir», explique Antoine Hardy, également animateur du podcast écolo «20 minutes avant la fin du monde». Le fait que la recherche soit aujourd'hui un secteur hyper concurrentiel rend en effet les trajectoires difficiles. Lors de l'enquête Labos 1point5, un quart des sondés ont répondu qu'ils avaient pensé à se réorienter. «Le personnel de la recherche se retrouve parfois pris dans une forme de frénésie», remarque Tamara Ben Ari. Et les thématiques de recherche, parfois en trop grand décalage avec les considérations écologiques, conduisent à un sentiment de découragement. Guillaume Blanc, enseignement-chercheur à l'université Paris 7 – Diderot, s'est reconverti il y a quelques années alors qu'il effectuait des recherches en astrophysique: «Aller observer des galaxies à l'autre bout de l'univers quand la planète part en vrille, ça n'avait plus trop de sens pour

moi», confie-t-il. Depuis, il a rejoint le groupement de recherche de Labos 1point5 et s'est spécialisé dans l'analyse de scénarios de transition énergétique. Une décision qu'il juge «compliquée» à faire comprendre à ses collègues, qui y voient plutôt un frein à sa carrière.

### Un quota carbone dégressif

Un engagement écologique individuel et isolé n'est donc pas sans conséquence. Heureusement, des trajectoires collectives commencent à s'esquisser. À la suite de leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le laboratoire d'océanographie et du climat (Locean) – qui regroupe environ 200 personnes – est le premier à instaurer de nouvelles règles de fonctionnement cohérentes avec les objectifs de réduction des émissions de GES. «En 2018, nous étions une quinzaine de chercheurs à vouloir agir concrètement», raconte Olivier Aumont, océanographe à l'initiative de cette démarche, ainsi que coordinateur (avec d'autres personnes) de Labos 1point5. Nous nous sommes réunis plusieurs jours pour réfléchir aux propositions qu'on allait soumettre à la direction.» De cette retraite, 16 idées émergent. «Après l'avis favorable de la direction, le conseil du laboratoire<sup>1</sup> a pris la décision de procéder à un vote», poursuit Olivier Aumont. En septembre 2020, seulement trois propositions sont passées au vote<sup>2</sup>, avec un taux de participation du personnel de la recherche s'élevant à 75 %. L'une d'elle engage le laboratoire à réduire de moitié son empreinte carbone d'ici à 2030, et ce grâce à deux autres mesures plutôt contraignantes. «Nous voulions interdire les trajets en avion lorsqu'une alternative en train de moins de six heures est possible et mettre en place un quota carbone individuel annuel – et non échangeable.» En créant un quota carbone qui décroît chaque année, le groupe de recherche espère bien respecter ses engagements et continuer sur la pente descendante de ses émissions. En 2021, le quota carbone pesait encore 10 tonnes (c'est-à-dire 5 allers-retours Paris-New York). En 2026, il ne devrait s'élever qu'à 2 tonnes, soit l'équivalent d'un seul trajet par an et par personne. ✂

<sup>1</sup> Le conseil d'un laboratoire a une fonction consultative et participe à tous les aspects de la vie du laboratoire.  
<sup>2</sup> Le vote était organisé autour de trois mesures: diminution des émissions de gaz à effet de serre; interdiction de prendre l'avion pour tout trajet inférieur à six heures en train; et instauration d'un système de quotas carbone individuels afin d'encadrer les déplacements aériens.

Le réseau routier français a progressé d'environ 13 % en une vingtaine d'années. Ces chantiers colossaux et onéreux, qui ne résolvent en rien les embouteillages dans les métropoles tout en détruisant l'environnement, poussent des habitants à entrer en résistance.

### Du sable à l'asphalte

Où? Les dunes de la ville de Tarnos dans le département des Landes (Nouvelle-Aquitaine). Qui? Le collectif Sauvons le lézard ocellé!, le mouvement citoyen nouTous, les fédérations d'associations Sepanso et Rewild. Contre? La construction d'une route touristique dans le but de desservir une plage de la ville, menaçant le lézard ocellé déjà en danger au niveau national. Quand? Les premières contestations ont commencé en 2010 à l'annonce du projet. Comment? Une cyberaction est en ligne depuis le 14 juillet 2020, alors qu'un premier recours déposé par Rewild a été rejeté par le tribunal administratif de Pau (Pyrénées-Atlantiques) le 3 août 2020 et qu'un pourvoi de cette même association l'a également été par le Conseil d'État un an plus tard.

### Doublé perdant pour les habitants

Où? Le quartier Pleyel à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Qui? Le collectif Pleyel à Venir. Contre? La Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF) porte un projet de réaménagement de l'échangeur entre l'A1 et l'A86. Selon les calculs du collectif, cette nouvelle jonction, estimée à 95 millions d'euros, pourrait augmenter de 30 % le trafic dans le quartier. Quand? Le collectif s'est constitué en 2017. Comment? Outre des interventions lors des discussions publiques, le collectif propose un projet alternatif plus respectueux de l'environnement.

### La voie d'or

Où? Dans l'est de la ville de Rouen. Qui? Le collectif Non à l'autoroute A133-A134. Contre? La construction d'une double autoroute à péage de 41 kilomètres afin de contourner et désengorger Rouen. La région Normandie et le département de la Seine-Maritime ont décidé d'en assumer les frais – lesquels s'élèvent à un milliard d'euros. Quand? Après un semblant de victoire en février 2021, la lutte a repris lorsque Jean Castex a relancé le projet le 15 décembre 2021. Comment? Des manifestations sont organisées et des recours en justice sont entrepris contre le contournement.

### La «route Wauquiez»

Où? Au Pertuis et à Saint-Hostien, dans le département de la Haute-Loire (Auvergne-Rhône-Alpes). Qui? Le collectif La lutte des Sucs. Contre? Porté par Laurent Wauquiez, le projet d'une nouvelle portion de la route nationale 88 prévoit la construction d'une voie rapide d'une dizaine de kilomètres, grignotant 140 hectares de nature et de campagne. Quand? Ce projet est évoqué depuis trente ans, mais la commission d'enquête publique l'a validé le 3 septembre 2020. Comment? De nombreuses mobilisations et manifestations ont été organisées par les habitants des zones concernées.

en partenariat avec  
**Reporterre**  
le quotidien de l'écologie  
reporterre.net

sélection  
Laury-Anne Cholez  
(Reporterre)  
textes Florentin Roy



Max Senange, du marketing à la foresterie

# « La première chose, c'est de faire profil bas »

texte Damien Mestre

photos Blandine Soulage

Max Senange travaillait dans le conseil et le marketing. Mais il a préféré quitter cette situation confortable pour fonder Cerf Vert, un groupement forestier basé à Lyon qui défend une sylviculture écolo.

**S**on CV coche toutes les cases de la réussite à l'ancienne, celle qui a fait fantasmer des générations de jeunes requins. Grande école de commerce, stage à l'international, premier job comme consultant dans une boîte parisienne, un deuxième comme responsable marketing dans le secteur de l'assurance... À 33 ans, on imaginait bien Max Senange patron d'une start-up, baskets *casual* aux pieds ou bien costume cintré dans les bureaux

molletonnés d'une multinationale. On a tout faux: il passe ses week-ends en forêt, porte une veste Quechua – et l'entreprise qu'il a montée ne rapporte à peu près rien. «*Mais maintenant, quand je me lève le matin, je sais que ma journée a un sens.*» Depuis deux ans, le voilà embarqué à la tête d'un groupement forestier, avec deux autres cogérants. Un projet baptisé «Cerf Vert» – «*une référence au cerf dans le film Princesse Mononoké*» [film d'animation historique et fantastique japonais réalisé

par Hayao Miyazaki en 1997, sorti en France en 2000, ndlr] – qu'il a mis sur les rails à Lyon, la ville où il vit. La structure vise à réunir des personnes souhaitant acheter collectivement des forêts afin de les gérer durablement. L'idée tient en quelques mots: chaque citoyen peut décider de transférer une partie de ses économies<sup>1</sup> dans une sorte de grande cagnotte qui permet au groupement de racheter des hectares de forêt. Cerf Vert s'engage alors à les exploiter selon les principes d'une

sylviculture raisonnée: on laisse le temps au massif de se régénérer naturellement, sans produit chimique et en cultivant des essences variées. Interdit, donc, la pratique des coupes rases, cette technique utilisée par la sylviculture productiviste qui consiste à abattre l'intégralité d'une parcelle d'un coup, défigurant au passage les paysages et détruisant l'habitat de nombreux animaux. En bout de chaîne, le groupement s'engage également à privilégier les acteurs locaux, plutôt que l'exportation de bois à l'autre bout du monde. Régulièrement, des sorties sont aussi

organisées avec les associés pour visiter de nouvelles parcelles à acheter, participer au «martelage» (l'étape au cours de laquelle les professionnels marquent les arbres à abattre) ou plus généralement profiter d'une balade à la campagne pour se former au savoir-faire forestier. «Ça fait tout drôle la première fois qu'on se retrouve au pied d'un arbre et que l'on se demande: on coupe ou on coupe pas?» Sacrée responsabilité que se partagent aujourd'hui 110 associés, gérant environ 10 hectares dans le nord de l'Ardèche. Objectif: dépasser la centaine d'hectares d'ici l'an prochain.



### DÉFECTION EN RASE CAMPAGNE

De son passé dans le marketing, Max Senange a gardé quelques stigmates: un goût prononcé pour les citations inspirantes façon *motivational quotes*, pas mal d'anglicismes et surtout une organisation d'entrepreneur au cordeau. *Business plan*, projections à court et long terme, études de marché... «L'idée du groupement forestier consiste un peu à jouer avec les règles du marché capitaliste pour les retourner contre lui-même. Faire la démonstration qu'on peut gérer une forêt de façon pérenne, tout en défendant le vivant.» Seule différence avec le bon vieux marché: ici, «pérenne» ne veut pas vraiment dire archi rentable. Après un an de chômage volontaire, totalement consacré au développement de Cerf Vert, Max Senange ne se rémunère toujours pas. *Idem* pour les autres cogérants. Quant aux associés qui seraient tentés de mettre quelques euros dans l'aventure: «Cela ne sert à rien de leur faire croire qu'ils pourront devenir riches en investissant dans la forêt... De toute façon, il faut être aveugle pour ne pas voir que l'ère de l'ultra thune n'a plus d'avenir.» À terme, l'épargne placée dans le groupement devrait être rémunérée au même niveau qu'un Livret A, tout au plus. Préférer un métier moins rémunérateur «mais qui a du sens»: en cela, le Lyonnais ressemble à ces dizaines d'étudiants brillants qui font le choix, chaque année, de désertir leur poste d'ingénieur ou de cadre, malgré un salaire plutôt confortable. Il suffit d'échanger avec Florent Skawinski, deuxième cogérant du Cerf Vert, que Max Senange a rencontré via le Réseau pour les alternatives forestières (RAF). Chargé de projet en urbanisme durable, il vient d'entamer un CAP d'ébénisterie pour se consacrer totalement au bois: «de la naissance de l'arbre jusqu'à sa transformation en tabouret». Une reconversion à l'approche de la trentaine, et deux prises de conscience qui se sont déroulées simultanément,

via les mêmes canaux: quand l'un cite les vidéos virales de Jean-Marc Jancovici, l'autre évoque celles d'Aurélien Barrau. Dans leur bibliothèque, on retrouve les ouvrages qui ont fait le succès des nouveaux rayons dédiés à l'écologie que l'on voit fleurir dans les librairies: Baptiste Morizot, Pierre Rabhi, Jane Goodall... Et puis, surtout, les deux partagent une même référence, qu'ils évoquent comme un véritable électrochoc: *Le Temps des arbres*, un reportage de Marie-France Barrier, diffusé sur France 5 en février 2020, qui expose le problème de ce que l'on appelle la «malforestation» et met en lumière une série d'initiatives locales pour défendre les forêts françaises. Branché totalement par hasard devant la chaîne publique ce soir-là, Max Senange reste scotché: «Ça a été une véritable claque.» Dans la foulée, l'idée du Cerf Vert était née.

### FAIRE PROFIL BAS

Reste que le profil de ces apprentis forestiers détonne dans un milieu aussi vieux et codifié que celui de l'exploitation forestière. Ne serait-ce pas là, après tout, une lubie de citadin, l'énième activité à la mode chez les classes supérieures qui, après l'ébénisterie ou le vin bio, se convertiraient désormais à la sylviculture? «Ces questions, on se les pose depuis le début. Nous sommes bien conscients de l'image de bobos déconnectés que l'on peut renvoyer, abonde Florent Skawinski qui veille, comme son binôme, à ne pas se présenter comme un spécialiste. Quand on a commencé, on n'y connaissait à peu près rien. La première chose que l'on a faite, c'est donc de faire profil bas, contacter tous ceux qui étaient là avant nous et les écouter.» Quelque temps après la diffusion du film à l'origine de son épiphanie, Max Senange a commencé par dénicher le numéro de téléphone de la réalisatrice pour lui passer un coup de fil. Dans la foulée, il découvre les groupements déjà existants, comme ceux du Chat sauvage dans le Morvan,

«Il faut être aveugle pour ne pas voir que l'ère de l'ultra thune n'a plus d'avenir.»

— Max Senange

ou Avenir Forêt autour de Brive-la-Gaillarde. Tous partagent leurs connaissances et lui distillent de précieux conseils. «On a découvert une vraie solidarité, une entraide énorme, résume Florent Skawinski. Même entre les groupements qui possèdent des parcelles sur le même territoire. Il y a une vraie culture de l'open source, qui consiste à faire circuler un maximum de connaissances librement.» Si bien que quelques semaines après la création officielle de Cerf Vert (fin 2020), les cogérants réussissent à motiver une petite vingtaine de proches pour acheter

une première parcelle et débiter l'activité. Depuis, des professionnels forestiers et des agents de l'Office national des forêts (ONF) ont également rejoint le projet: ils apportent leur expertise et confèrent au groupement une crédibilité que les fondateurs n'avaient peut-être pas à l'origine.

### SAGESSE DE LA FORÊT

La machine lancée, il faut désormais assurer la phase de professionnalisation. En parallèle de Cerf Vert, Max Senange s'est lancé dans un master d'économie de l'énergie en distanciel à l'université de Grenoble, mention développement durable. Une formation qui lui a permis de négocier une porte de sortie pour quitter son job dans l'assurance. Aujourd'hui, il occupe un poste de contractuel, comme chargé de projet dans le développement des énergies renouvelables à destination des collectivités. «D'ici deux ou trois ans, si tout se passe bien, on aimerait pouvoir se rémunérer grâce à Cerf Vert et ne pas seulement s'en occuper sur notre temps libre.» Autre enjeu: diversifier le recrutement des associés. «Pour l'instant, ce sont majoritairement des bac+5 et des CSP+ qui nous rejoignent. On aimerait que ça change et que les gens puissent aussi s'engager dans le groupement à moindres frais.» En attendant, les questionnements de Max et Florent continuent de cheminer doucement. Et l'on pourrait faire l'analogie facile avec ces arbres qui, quelque part dans une forêt au nord de l'Ardèche, poursuivent leur croissance, lentement mais sûrement. Certainement que passer ses week-ends les pieds dans la boue, à côtoyer des chênes du siècle dernier, doit vous apprendre à relativiser. L'un des deux conclut: «Au fond, on ne saura que dans 150 ans si on a pris les bonnes décisions.» 🌲

1 L'apport minimal est pour l'instant fixé à 2 000 euros.

# Métavers : touche-moi si tu peux

texte Nicolas Celnik

illustrations  
Johanna Walderdorff

L'intérêt de Facebook pour le métavers a stimulé les entreprises qui s'efforcent de brouiller les frontières entre simulation et réalité. Reste un verrou à faire sauter : la maîtrise de la technologie haptique, qui « reproduit » la sensation du toucher.

**A**près avoir conquis la vue par l'image et l'ouïe par le son, le numérique se lance à l'assaut d'un troisième sens : le toucher. Alors que les graphismes des jeux vidéo et des films ne cessent de s'améliorer, que les bruitages sont rendus avec une fidélité toujours accrue, les claviers, souris ou manettes n'ont que peu évolué. Au mieux, les manettes de jeux vidéo envoient une petite vibration pour simuler un choc. Mais depuis quelques années, l'industrie du numérique est en pleine ébullition autour des technologies haptiques, qui tentent de simuler la sensation du toucher. Cet emballement a fort à voir avec les annonces récentes de Facebook quant à la conception d'un métavers, un univers virtuel si développé qu'il serait en mesure de supplanter le monde réel. Pour y parvenir, le géant mise sur le développement des technologies permettant une immersion complète dans les

simulations de réalité virtuelle (VR). Si l'on est déjà familier avec le casque de réalité virtuelle, le groupe a récemment attiré l'attention de la presse en annonçant qu'il serait bientôt possible de «toucher le métavers» grâce à des gants haptiques. Que ces gants pompent allégrement un brevet déposé par une autre entreprise n'est probablement qu'un détail<sup>1</sup>... Comme souvent dans l'histoire des techniques, l'une des premières applications de cette technologie fut militaire : l'US Air Force s'en est servie pour entraîner des soldats dans un environnement de réalité augmentée. On trouvait aussi des équipements d'exercice pour chirurgiens : des simulateurs d'opération réagissant au toucher qui devaient permettre de se faire la main sur des interventions plus ou moins délicates avec un minimum de dégâts pour les cobayes. Dès les années 1990, les enthousiastes de la tech annonçaient que d'ici l'an 2000 la réalité serait virtuelle. Et puis le sou-

flé est retombé, et on s'est contenté de casques de VR qui font mal à la tête et de manettes qui vibrent.

## «Sextech» et chaussures vibrantes

Car, en ce qui concerne le consommateur lambda, les dispositifs qui intègrent la technologie haptique relèvent plutôt du gadget. On peut penser aux smartphones qui, à l'instar du Taptic Engine d'Apple, envoient une vibration calibrée à la main pour transmettre des informations à l'utilisateur. Il est aussi possible de se procurer les bracelets Apollo, qui émettent de petites vibrations pour apaiser leur porteur. Les casques audio Razer, eux, vibrent pour simuler la saturation des basses pendant un concert ou une explosion dans un film. S'il vous reste encore de l'argent à dépenser, vous pourriez aussi enfiler les DropLabs, des chaussures qui envoient des vibrations dans les pieds calquées sur les musiques que

vous écoutez. Mais, jusqu'à présent, ce sont surtout deux secteurs qui ont mis le paquet sur les vibrations. D'abord, l'industrie automobile, qui équipe ses voitures de tableaux de bord haptiques supposés aider le conducteur à garder les yeux sur la route pendant qu'il tripote son interface. Ensuite et surtout, la «sextech», un secteur dans lequel les vibrations ont fort à faire pour procurer des expériences plus stimulantes. D'autres applications seront un jour développées, à en croire les acteurs du secteur : l'industrie du textile – et tout particulièrement du luxe – rêve par exemple de la possibilité de simuler la texture d'un vêtement. Ainsi, le consommateur scrollant sur son téléphone pourra tâter le produit et le commander sans même se rendre en magasin. «La technologie haptique peut être mise à profit dans toute interface entre l'homme et la machine pour rendre l'expérience plus proche de la réalité», explique Thomas Begeot, manager produit au sein de la start-up Actronika. *Mais c'est vrai que, pour l'instant, elle est surtout utilisée dans le domaine du jeu vidéo.* Actronika s'est positionnée sur un secteur qu'on voit en effet mal utilisé autrement que pour l'entertainment : des vestes haptiques, bardées d'une vingtaine de moteurs, qui reproduisent des sensations sur l'ensemble du torse. Nous avons donc enfilé Skinetic, la veste développée par Actronika, et un casque de réalité virtuelle classique pour une séance de démonstration. Un avatar nous a tiré dessus – et on s'est surpris à sauter au premier impact de balle. Puis ce sont des gouttes de pluie virtuelles qui se sont déposées sur nos épaules, avant qu'on essuie quelques rafales de vent qui feraient presque courber le torse. La démonstration est saisissante. Et c'est peut-être là le problème.

## «Suspension de l'incrédulité»

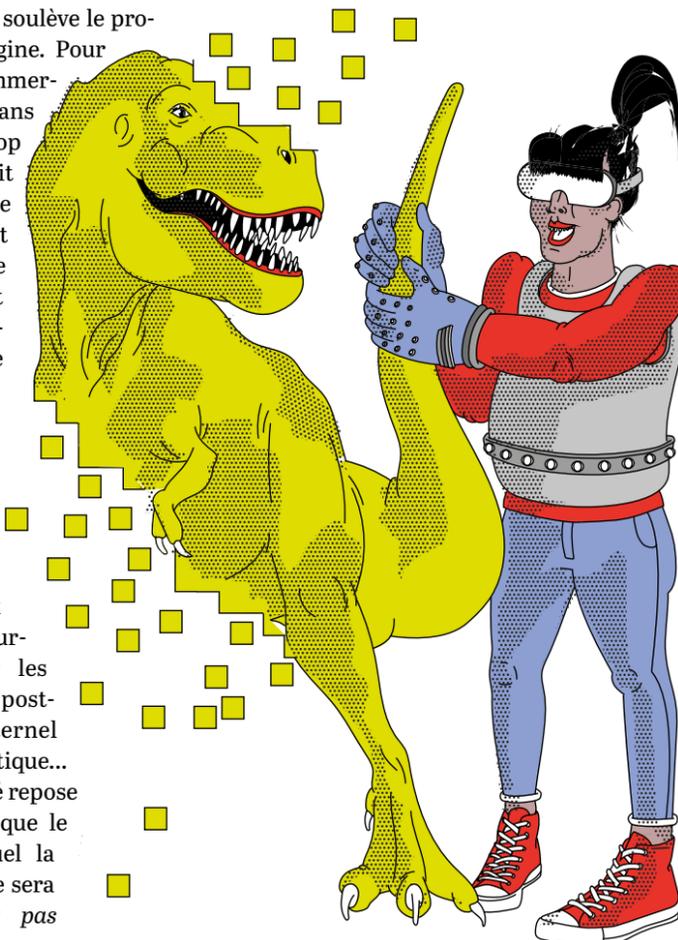
Car le toucher est le sens le plus important pour nous permettre de

garder les pieds sur terre. Louis Rosenberg, le fondateur d'Immersion Corporation, l'une des premières entreprises de technologie haptique, nous propose une expérience de pensée pour mieux l'appréhender : «Imaginez que vous entrez dans une salle très sombre. Vous voyez très vaguement les contours d'une chaise, et vous n'entendez rien – pas grand-chose ne stimule votre vue ou votre ouïe. Maintenant, vous tendez la main devant vous : si vous passez au travers de la chaise, c'est qu'elle n'existe pas. Si vous pouvez la toucher, alors c'est qu'elle existe.» Selon lui, la conquête du toucher permettra aux simulations de provoquer une «suspension de l'incrédulité» : le plus important dans la réalité virtuelle est de «donner l'impression qu'il y a une présence», et c'est précisément ce qui se passe quand on ressent le contact physique adéquat. Le toucher est donc la clé pour que les pixels deviennent réalité.

Or ce brouillage des frontières entre réalité et simulation soulève le problème que l'on imagine. Pour Louis Rosenberg, immerger des personnes dans un monde virtuel trop convaincant pourrait troubler leur sens de ce qu'est la réalité, et changer la manière dont elles interprètent les expériences quotidiennes. Pourtant, le pionnier de la technologie haptique reste irrémédiablement optimiste : selon lui, ces progrès pourront être mis à profit notamment pour (encore) mieux entraîner les chirurgiens, pour traiter les troubles du stress post-traumatique – l'éternel argument thérapeutique... Mais cette possibilité repose sur une condition : que le métavers dans lequel la technologie haptique sera mobilisée «ne soit pas

contrôlé par des entreprises» qui recherchent le profit. Une vision «neutre» des technologies, ni bonnes ni mauvaises, qui ne remet pas en cause la légitimité de leur développement. «Le métavers peut être une bonne chose s'il est régulé, afin que les entreprises ne puissent pas surveiller, monétiser et manipuler leurs utilisateurs», espère-t-il. Mais un métavers non capitaliste est-il vraiment possible ? En regardant les embryons actuels de métavers, qu'ils soient développés par Facebook, Epic Games (Fortnite) ou d'autres start-up de la tech poussées par une même soif d'en tirer une manne financière, on se prend d'une soudaine envie de toucher du bois. 🙌

<sup>1</sup> Félix Cattafesta, «Meta détaille son projet de gant haptique et se fait accuser de plagiat», WatchGeneration, 18 novembre 2021.



# Mépriser le mépris

illustration Marie Casays

texte François Bégaudeau



François Bégaudeau est écrivain, critique littéraire, scénariste et réalisateur. Auteur de plusieurs romans dont *La Blessure, la vraie* (Verticales, 2011) et *En guerre* (Verticales, 2018), il a récemment signé l'essai *Notre joie* (Pauvert, septembre 2021). Il tient une chronique régulière pour *Socialter* et livre deux fois par mois un podcast de critique de cinéma, *La gêne occasionnée*.

On entend beaucoup parler de mépris de classe, ces temps-ci. On pourrait s'en féliciter, songeant que ce succès verbal participe du retour en force, après des décennies de placard, de la catégorie de classes et de la lecture du réel qu'elle outille. Or, dans ce réjouissant tableau d'une pensée sociale réhabilitée, quelque chose fait tiquer. Le succès, justement. Succès veut dire nombre, et dans le nombre il y a de tout. Le nombre est une auberge espagnole où l'on ne croise pas que des amis. Parmi les fieffés rebelles qui dénoncent le mépris de classe, certains n'ont pas du tout la réputation de croire que les classes structurent la société, et encore moins qu'elles sont le moteur de l'histoire, comme aurait dit Marx qu'ils abhorrent. On pense par exemple à cet essai récent<sup>1</sup> s'émouvant du mépris dont les énarques ont jadis couvert le pauvre Sarkozy, qui a grandi dans un ruisseau de Neuilly, et le malheureux François Pinault parti sans rien de sa Bretagne natale comme Bécassine. Ces passages poignants ne sont pas surprenants dans un livre par ailleurs très remonté contre *l'égalitarisme et les privilèges* des fonctionnaires. Ils doivent être lus comme parfaitement ajustés à la démonstration libérale d'ensemble. À travers eux on réalise que dans «mépris de classe», «mépris» occulte «classe».

Gros dossier que le mépris. Zone affective trouble et subtile. Le mépris est plus subtil que la haine. Le mépris infériorise son objet, alors que la haine est toujours un hommage. Le mépris se nourrit du sentiment que l'individu méprisé s'infériorise lui-même. Dans le film nommé *Le Mépris* (1963), Paul-Piccoli, scénariste, s'est mis lui-même plus bas que terre en se couchant devant un producteur. Dès lors, Camille-Bardot, sa compagne, le regarde

de haut. Puis ne le regarde plus. Pour elle, il n'existe plus. Si tu es chômeur et que tu ne cherches pas de travail, c'est parce que tu te complais dans le chômage alors qu'il suffit de «traverser la rue» pour trouver du boulot. Tu ne crois pas en toi, tu as une piètre estime de toi. Regarde-toi, avec ton survêt. Tu te négliges tellement que tu n'as même pas envie de porter une veste. Comment voudrais-tu qu'on te regarde, alors que tu te planques? Dès lors, dans une gare, tu fais partie des gens qu'on ne voit pas. Tu n'existes pas.

Mais le parallèle entre Emmanuel Macron et Brigitte Bardot s'arrête là, en dépit de leur criante ressemblance physique. Si, à leurs yeux, Paul et le chômeur ont perdu toute valeur, ce n'est pas dans le même sens. Pour Brigitte, son amant perd sa valeur parce qu'il n'est plus vaillant. Pour Emmanuel, n'avoir aucune valeur signifie n'avoir aucune valeur sur le marché. Le boutiquier qu'il demeure rabat la valeur sur la valeur marchande. Les chômeurs *ne sont rien* au sens où ils comptent pour zéro dans la richesse nationale. Loin de rapporter, ils coûtent – «un pognon de dingue». Ce qui est tout à fait vrai.

## Malaise français

Il ne s'agit donc pas de mépris. La formule macronienne emblématique du mépris de classe n'en procède pas. Parlant «des gens qui ne sont rien», Macron expose un fait objectif pour lui et les start-uppers qui l'écoutent religieusement. Ce n'est pas un jugement, c'est une donnée. Cela ne révèle pas la psychologie de ces *winners*, mais leur représentation de la société. Ce n'est pas de la psychologie, c'est de l'idéologie. Ce n'est pas du mépris de classe, c'est un point de vue de classe; la sécrétion idéologique d'une position de classe. Le mépris relève de ce lexique médico-psychologique qui infuse aujourd'hui tous les discours et joue un grand rôle dans la dépolitisation générale. L'agora dépolitisée dit qu'une société est malade plutôt qu'injuste; que la société doit être réparée plutôt que subvertie. C'est en bon conservateur que Marcel Gauchet parle du «malaise français». La France fait un malaise, appelons le Samu, réanimons-la par massage cardiaque, gardons-la trois jours en observation chambre 232 et la voilà requinquée. Car la France, n'est-ce pas, est résiliente.

Si le problème est psychologique, il n'est pas social. Si le problème est le mépris de classe, le problème n'est plus la classe mais le mépris. Si on demande juste à Macron de s'amender du mépris qui suinte de son visage glabre, il peut à loisir continuer à arroser de cadeaux le grand capital. Retirez les quelques saillies méprisantes de son quinquennat et le bilan est globalement positif. Que le riche renonce à sa morgue et nous lui laisserons ses privilèges. Est-ce seulement cela que nous voulons? Que ces gens ravalent leur mépris? Qu'ils acquiescent en silence quand on leur fait part de doléances? Qu'ils prennent un air d'écoute attentive? Qu'ils affectent l'empathie? La *flat tax*, on a admis; la «réforme nécessaire»

de l'assurance-chômage, on admettra, mais de Macron on ne peut plus supporter l'absence d'empathie. Alors que sa femme, l'autre Brigitte, en a des kilos à revendre. Hier encore elle répondait personnellement à la lettre d'une jeune myopathe. Emmanuel, lui, ne répondrait même pas à un dyslexique. Moyennant quoi on se demande si en avril on ne va pas lui préférer Valérie Pécresse, femme et donc empathique.

## Ces gens qui n'existent pas

Psychologiser la politique, c'est l'individualiser. Individualiser la politique, c'est se déshabituer à penser politiquement et donc socialement les situations. Macron ne souffre pas d'un déficit d'empathie envers les pauvres, il n'est juste pas en position d'exercer cette empathie. Être sensible à la vie d'un individu suppose qu'on soit en contact avec lui. Fils de médecin, passé directement d'un lycée jésuite de province à un lycée d'excellence parisien, puis de l'ENA aux cabinets ministériels en passant par la banque sous Cloche, Macron n'a jamais été en présence d'un prolo. Il ne saurait être plus sensible au sort des précaires que je ne le suis à son lyrisme de banquet militaire. Pour lui, les gens qui n'existent pas n'existent vraiment pas, ils n'ont pas de réalité tangible. Son défaut n'est pas le mépris mais la classe. Et la place qu'elle lui fait occuper. Et l'étroit point de vue sur le monde auquel elle le contraint. Une malencontreuse distraction au moment de l'acquisition a fait que la maison du Touquet a vue sur la mer et non sur une usine.

Et quand bien même ce mépris existerait, est-ce vraiment un problème, est-ce vraiment le problème? Si une telle pente psychologique est repérable chez les dominants, mérite-t-elle notre attention, notre indignation? De quoi souffre le prolétaire: d'essayer le mépris de classe ou de subir l'oppression de classe? S'il était donné à une femme de ménage de choisir entre quatre heures de moins par jour sans baisse de salaire et un bonjour poli du DG de la boîte qu'elle croise à 9 h 15 en sortant du bureau qu'elle vient de nettoyer, elle choisirait quoi? Peut-être que je minimise l'humiliation du mépris social, et que je la minimise parce que mon sillon petit-bourgeois me l'a épargnée. Peut-être que je serais moins désinvolte sur le sujet si un regard condescendant de patron me laissait une blessure aussi vive que le sourire de Magalie Barrault pour décliner mon invitation à danser un slow au bal du 14 Juillet 1986. Il n'empêche que notre perfectionnement politico-esthétique passe par l'indifférence au mépris des hautes classes. Nous gagnerons à le mépriser, au sens où un individu noble d'âme méprise les honneurs. Nous gagnerons à trouver ce mépris flatteur, étant entendu qu'il n'est rien de plus gratifiant que le mépris d'un méprisable. ○

<sup>1</sup> Sébastien Le Fol, «Reste à ta place...!». Confronté(e)s au mépris, ils (elles) en ont fait une force, *Albin Michel*, 2021.

# Après le Déluge

propos recueillis par  
Philippe Vion-Dury

Mona et Pauli ont survécu au Déluge qui a englouti la société industrielle. Les habitants de Tabor, communauté de rescapés où elles ont trouvé refuge, sont hantés par la fin du monde à laquelle ils ont survécu et le désir d'en recréer un sur les ruines de l'ancien. Dans *Tabor* (Le Sabot, 2021), son premier roman, Phœbe Hadjimarkos Clarke dépeint de manière pessimiste et hallucinée ce qu'il reste de l'espoir et de l'amour dans une nature qui a retrouvé son aura magique et hostile. La catastrophe écologique emportera-t-elle jusqu'à la possibilité même de l'utopie ?



**Certains ont qualifié *Tabor* de « post-apo queer » ou même de « sci-fi post-apo (éco)féministe post-patriarcale »... Où classez-vous votre ouvrage, et avez-vous seulement souhaité vous inscrire dans un genre ?**

Pas nécessairement, non. J'ai trouvé néanmoins intéressant que le lectorat ait cette volonté de classer le livre quelque part, et souvent du côté de la science-fiction. Cela me semble faire écho à l'analyse d'Amitav Ghosh dans *Le Grand Dérangement*<sup>1</sup>, à savoir que dès lors que l'on traite de la question climatique, ça ne semble pouvoir se faire que sous l'angle de la science-fiction. On ne peut pas envisager que cela relève du « réel », alors même que tous les phénomènes que je décris dans le livre sont des choses qui existent déjà ou vont exister, et ne relèvent pas de la spéculation. Mais d'un point de vue littéraire et social, ce type de roman est automatiquement considéré comme appartenant à la littérature de l'imaginaire. Il y a vraiment un refus de l'événement exceptionnel de la part de la littérature « sérieuse ». Mon intention était simplement de traiter ce sujet de manière romanesque parce qu'il m'habitait et qu'il me semblait par ailleurs y avoir un manque de ce côté-là.

**Une autre étiquette est associée à votre livre : le « post-apo » [littérature post-apocalyptique, ndlr]. Avez-vous réfléchi au moment de commencer l'écriture à la nécessité du ressort apocalyptique, ou à la manière de figurer la catastrophe ?**

L'écriture s'est faite en deux temps. Dans un premier temps, j'étais en prise avec ce qu'on pourrait qualifier d'« angoisse climatique », c'est-à-dire la possibilité d'une catastrophe de type « apocalyptique ». Puis, au fil de l'écriture, je me suis rendu compte que le problème ne se situait peut-être pas là, et j'ai essayé d'explorer le sujet différemment. Le dérèglement climatique peut effectivement se manifester par des catastrophes, mais plus largement, ce sont des processus beaucoup plus insidieux qui s'infiltrent dans notre quotidien, qui détruisent nos vies de façon souterraine et bousculent nos certitudes sur le monde et sur la manière dont nous pouvons vivre. Comme le soulève Amitav Ghosh, il y a une forme d'« impensabilité » de la catastrophe climatique, et il paraît très compliqué d'envisager un monde dans lequel ce dérèglement fait partie de nos existences. C'est davantage cela que j'ai souhaité explorer, bien plus que l'apocalypse qui figure au début du récit et prend des allures mythiques dans les représentations collectives des personnages, alors qu'on se rend compte au fil du récit que ce n'est finalement peut-être pas tout à fait ainsi que les choses se sont passées.

**Vous avez tout de même choisi de faire place à l'imaginaire chrétien : le Déluge, Tabor [dans la tradition rabbinique, le mont Tabor situé en Israël a été épargné lors du Déluge, ndlr], Jonas, l'apparition du Diable...**

Il me semble qu'on n'arrive à penser ces problèmes-là qu'à travers un imaginaire collectif qui se trouve être teinté de mythes judéo-chrétiens. C'est en ces termes qu'on se figure la catastrophe. Pour autant, celle-ci ne se joue pas à ce niveau, et j'essaie de dépasser cette culture commune, car elle me paraît problématique en ce qu'elle limite nos possibilités conceptuelles : c'est précisément parce qu'ils sont englués dans ces imaginaires que les personnages ne savent pas faire face aux bouleversements.

**Ce qui est frappant, c'est que la catastrophe est « immanente », nous y sommes déjà, et pourtant nous continuons de la représenter comme « imminente », comme un gigantesque événement qui va finir par arriver, pour reprendre la distinction faite par Günther Anders.**

Il est probable que l'inaction face à la catastrophe climatique provienne au moins en partie de l'incapacité à se figurer une action lente et destructrice plutôt qu'un cataclysme. La proposition est un peu essentialisante et problématique, mais cela a peut-être davantage à voir avec nos structures cognitives qu'avec un défaut d'imagination ou d'imaginaires.

**On voit se multiplier les appels à réinventer nos imaginaires, notamment ceux liés au genre et à la figure héroïque masculine, guerrière. Cela fait donc écho à la « fiction-panier » d'Ursula Le Guin<sup>2</sup>, figure de la « science-fiction queer », qui enjoignait d'abandonner la lance et la flèche qui tuent et conquièrent pour le panier qui récolte et rassemble. Y avez-vous réfléchi en élaborant les personnages ?**

C'est un roman choral, avec uniquement des narratrices et un seul personnage masculin, qui a d'ailleurs un rôle de perturbation dans la communauté alors que ce rôle échoit la plupart du temps aux femmes. Il y avait donc bien l'idée de valoriser une parole féminine, mais aussi, pour faire écho au texte d'Ursula Le Guin, d'avoir une fiction « contenante ». Le lieu où se déroule le récit, Tabor, est aussi un personnage à part entière qui s'exprime au nom de la communauté dans plusieurs chapitres, une sorte de personnage

collectif et contenant à la fois. Donc oui, au-delà du sujet du changement climatique, il y a un travail de ré-imagination au cœur du livre, une exploration quant à la manière dont on crée le monde en le racontant.

**Vous n'êtes pas tendre avec le collectif. Tabor est une sorte de communauté néo-médiévale, agraire et harmonieuse, mais en réalité il y a beaucoup de non-dits, le conflit est refoulé en permanence...**

Oui et non: jusqu'à un certain point, ça fonctionne malgré tout! Mais en effet, ça partait aussi d'un constat d'échec dans les organisations collectives auxquelles j'ai pu participer ou assister à titre individuel. Il y a tout un tas d'impensés culturels qui rendent compliquée une organisation réellement «communiste», au sens premier du terme. Sans compter qu'en plus des aspects organisationnels et humains, la répression extérieure rend l'expérience difficile – mais pas tellement plus que dans notre société contemporaine qui est grevée de conflits qui ne trouvent pas non plus leur résolution dans les institutions.

**Et les habitants de Tabor échouent un peu dans tout ce qu'ils tentent... même faire pousser des patates!**

Le fantasme néo-rural est très problématique, car il n'est pas ancré dans une pratique réelle. Il ne me semble pas particulièrement fertile. Mais ce n'est pas mon rôle de romancière de résoudre cette aporie-là, je voulais juste la pointer.

**Le récit évolue peu à peu vers un retour à l'état de nature. Pour autant, Tabor ne part pas dans une vision du «sauvage» limitée à la compétition pour la survie, tous contre tous, et laisse une large part à la camaraderie, l'amitié et l'amour.**

Là encore, le roman bourgeois qui se penche sur ce type de questions part de certaines théories philosophiques plus ou moins fumeuses, de Hobbes à Rousseau, généralement avec l'intention de les confirmer ou de les infirmer. Il fallait repartir d'un terrain vierge et s'affranchir de ces théories. Je n'avais pas à cœur de démontrer quoi que ce soit par cette fiction, mais je désirais imaginer ce que pouvait donner une sorte de réensauvagement désespéré une fois que l'on s'est départi de ces projets philosophiques et politiques: qu'est-ce que cela fait aux personnages de replonger dans l'animalité.

**Ce qui est surprenant aussi, c'est que l'on s'est habitué dans la littérature dite «de l'imaginaire» à avoir du réalisme mais transposé dans un monde parallèle ou inventé. Ici, on est davantage dans quelque chose de l'ordre du réalisme magique, de Boulgakov...**

**Le «réenchantement» du monde est très pessimiste, noir: la forêt est inquiétante, le Mal ressurgit...**

J'ai lu *Le Maître et Marguerite* [1967 pour la version russe, 1968 pour la première édition française chez Robert Laffont, ndlr] juste avant de commencer l'écriture du roman, ça n'y est certainement pas étranger, et j'ai une affection particulière pour le roman gothique, le fantastique du XIX<sup>e</sup> siècle et le genre du conte. Je me suis demandé comment faire face, avec les outils offerts par la fiction, à la fin du monde en direct, et comment figurer l'irruption de cet impensé terrifiant. Dans les faits, je ne vois pas vraiment de raison d'être optimiste à ce stade, et je ne suis même pas certaine qu'il y ait une utilité politique à l'être. Nous vivons déjà dans une dystopie.

**Vous n'essayez pas de décrire la catastrophe, ni ce que serait une communauté idéale post-apo, pas plus que vous ne vous inscrivez dans le fantasme commun d'un retour à la nature réenchantede... Qu'est-ce que vous avez essayé de faire, finalement, avec ce roman ?**

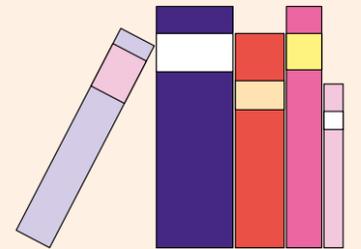
Au début de la rédaction, j'avais dans l'idée de représenter une communauté idéale, peut-être pour calmer mes propres angoisses face à la difficulté à réagir politiquement et au vide qui règne autour de l'écologie politique. Je souhaitais repenser les termes même de l'utopie, sortir d'une vision où tout fonctionne pour en revenir au fait que l'utopie est probablement vouée à l'échec, mais que cet échec fait partie du développement du monde à venir. Le roman m'a échappé et le récit a pris sa propre direction, qui était plutôt d'aller du côté de l'échec et de l'impossibilité. Mon pessimisme a repris ses droits. —

**1 Amitav Ghosh, *Le Grand Dérangement*. D'autres récits à l'ère de la crise climatique, *Wildproject*, 2021.**

**2 Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle, *L'Encyclopédie des Nuisances*, 2002 [1956].**

**3 Ursula Le Guin, «La théorie de la fiction-panier», à retrouver dans *Socialter*, hors-série «Le réveil des imaginaires», p. 170, traduit par Aurélien Gabriel Cohen pour la revue *Terrestres*.**

# Livres et sorties

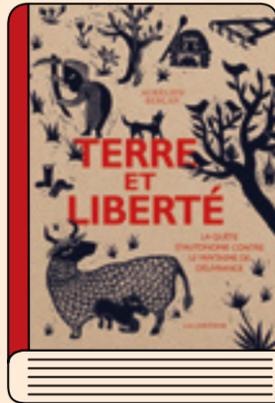


## Impunité environnementale



**Qu'est-ce que le crime environnemental ?**  
**Grégory Salle,**  
Le Seuil,  
7 janvier 2022,  
288 pages, 21 €.

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) publié en 2016, les crimes contre l'environnement seraient la quatrième activité illégale la plus lucrative, estimée entre 91 et 258 milliards de dollars annuels. Écrasants, ces chiffres n'en traduisent pas moins une grande indécision, tant la fourchette officielle se révèle extrêmement vaste – du simple au triple. Comment caractériser le crime environnemental? Il se décline, selon les instances internationales, en 5 catégories: le braconnage et le trafic d'animaux sauvages, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la pêche et, enfin, le déversement et le commerce de déchets et de substances toxiques. Une définition institutionnelle dont le chercheur au CNRS Grégory Salle remonte le fil pour la dépouiller de ses oripeaux juridiques, dévoilant toute son insidieuse logique: celle de ne se concentrer que sur certains méfaits visibles, commis dans les pays du Sud par des groupes mafieux et clandestins. La criminalité environnementale, devenue l'apanage de «réseaux criminels plus ou moins organisés, conçus comme altérité infâme», dédouane alors d'autres acteurs – multinationales et pays du Nord en tête – du saccage écologique en cours. Elle fait silence sur toute une gamme d'activités qui, sans être forcément tombées sous le coup de la loi, n'en sont pas moins criminelles: extraction des énergies fossiles, pollutions industrielles, déforestation légale, exploitation du sable (exemple qui fait l'objet de tout un chapitre)... Par contraste, c'est donc tout le système de production et d'exploitation capitaliste qui s'en trouve banalisé, légitimé. **Clément Quintard**



## De la liberté au XXI<sup>e</sup> siècle

**Terre et Liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance, Aurélien Berlan,**

La Lenteur, 26 novembre 2021, 220 pages, 16 €.

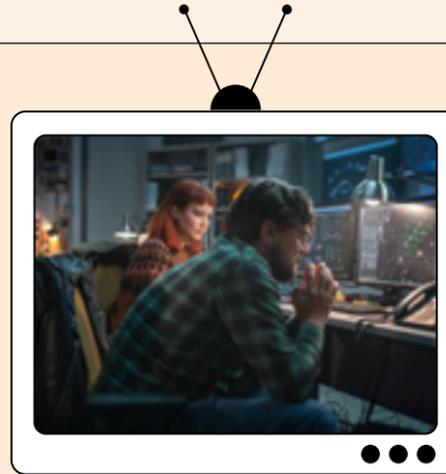
C'est parce qu'elles voulaient être délivrées des contraintes de la vie quotidienne que les sociétés occidentales sont devenues dépendantes d'un système dont elles n'arrivent pas à sortir. Dans un essai convaincant, le «philosophe-jardinier» Aurélien Berlan retrace la genèse de notre conception apolitique de la liberté. Selon lui, nous avons poursuivi un désir d'émancipation individuelle compris comme une «*exonération des tâches liées à la subsistance*» plutôt que comme une manière «*d'abolir les rapports de domination sociale*». La liberté proposée par le capitalisme est alors devenue un moyen de «*faire, faire*» certaines tâches (produire sa nourriture, fabriquer ses outils, se faire livrer ses courses), quand les Anciens concevaient la liberté comme la «*possibilité de participer activement aux décisions qui orientent la cité*». Pour renouer avec ce sens ancien de la liberté, Berlan propose de repenser l'autonomie comme une manière d'assumer la «*prise en charge de nos conditions de vie*». Il en va, d'abord, de l'autonomie matérielle, qui passe par une vie en autosuffisance (ce qui implique une autolimitation des besoins), de l'autoproduction (ce qui oriente vers des techniques sobres et low-tech) et d'un ancrage local (à savoir, connaître ses terres et ses voisins). Mais cela implique aussi une autonomie politique, qui permet de «*nouer des liens libres [pour] choisir qui l'on veut voir, et quand*». Ou comment reconquérir sa liberté en mettant les mains dans la terre et le cambouis. **Nicolas Celnik**



## L'empire logistique

**Flux. Comment la pensée logistique gouverne le monde, Mathieu Quet,**  
Zones/La Découverte,  
27 janvier 2022,  
176 pages, 16 €.

La logistique n'est pas seulement la science qui consiste à organiser efficacement la circulation d'objets. Pour le sociologue Mathieu Quet, elle est aussi une vision du monde, dont la philosophie comme les outils «*se sont imposés comme un mode d'organisation incontournable des sociétés contemporaines*». Loinement issue de la science militaire, la logistique s'est étendue au point de s'infiltrer dans toutes nos organisations. Pure «*pensée procédurale*», elle gouverne jusqu'à la gestion des hôpitaux, relève l'auteur, qui retrace comment ce «*royaume des flux*» s'est érigé en mettant la circulation au cœur de nos sociétés tout en la subordonnant aux règles du capital. Ce directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) n'est pas un spécialiste du sujet – il s'est auparavant intéressé à la participation en politique (*Politiques du savoir*, 2013) et aux contrefaçons de médicaments (*Impostures pharmaceutiques*, 2018) –, ce qui explique peut-être que cet ouvrage soit inégal: multipliant des exemples dont la pertinence n'est pas toujours convaincante, *Flux* s'achève sur un appel vague à «*imaginer une alterlogistique*». Reste qu'il offre, sur ce sujet crucial, un tour d'horizon qui étaye l'emprise d'une logistique s'affirmant comme une machine à intensifier la globalisation dont elle constitue l'infrastructure. **Youness Bousenna**

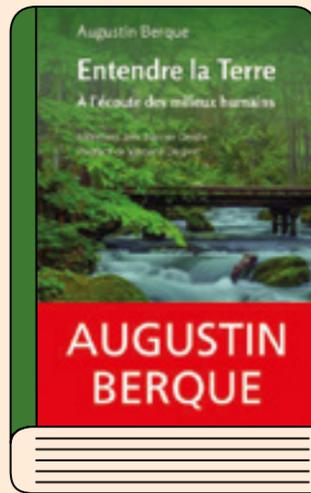


## Sidérante sidération

**Don't Look Up, film réalisé par Adam McKay,**  
disponible sur Netflix  
depuis le 24 décembre 2021,  
2 heures 22 minutes.

Le monde avait-il besoin d'une prise de conscience climatique supplémentaire? Il semblerait, si l'on en croit la vaste majorité des opinions exprimées un peu partout à propos du film *Don't Look Up. Déni cosmique*, sorti sur Netflix le soir de Noël, et qui a depuis affolé les compteurs de la plateforme. Le réalisateur Adam McKay (*The Big Short*, 2015; *Vice*, 2018) nous y donne à voir le combat mené par Kate Dibiasky (Jennifer Lawrence) et Randall Mindy (Leonardo DiCaprio) pour sauver la Terre qui croisera bientôt la trajectoire d'une comète. Modeste mission qui impose, en seulement six mois, de sortir la population de sa somnolence et du déni les élites américaines ici incarnées par une présidente «*Clinto-trumpienne*» (Meryl Streep), un magnat de la tech «*Zuckerbo-muskien*» (Mark Rylance) et une animatrice star de la télévision (Cate Blanchett). Une satire jouissive, donc, où l'idiotie des gens qui nous gouvernent égale leur malfaisante cupidité, parasitant une société assommée par les réseaux sociaux et le storytelling tout-puissant. Bref, personne ne semble vouloir «*lever les yeux*» pour regarder le météore en face et agir en conséquence. La métaphore n'échappera pas longtemps au spectateur: le déni cosmique tient le rôle du déni climatique. Pour qui en douterait, ni le réalisateur ni ses acteurs n'en ont fait mystère – dont un DiCaprio très inspiré malgré ses dernières vacances passées sur le plus gros yacht jamais construit au Royaume-Uni, propriété d'un milliardaire de l'industrie pharmaceutique, ou le ticket acheté par la star pour aller dans l'espace avec l'entreprise de Richard Branson.

La règle pour une satire à caractère politique, qui plus est si son intention est moralisatrice et qu'elle a un «*message à faire passer*», c'est qu'on est dès lors en droit de la juger pour les effets et discours qu'elle prétend produire. Alors quel est le message de *Don't Look Up*? Que le monde se partage entre le déni et la sidération, le défaut de réalité jusqu'à la torpeur et le trop de réalité jusqu'à l'engourdissement. Si le film s'attachait uniquement à décrire cela, ce serait certainement une réussite. Mais son but affiché est de nous faire «*prendre conscience*», de nous sidérer de notre manque de sidération devant le drame qui point à l'horizon. Sauf qu'on ne prend pas conscience de grand-chose d'autre. À commencer par la nature de la crise écologique, qui n'a rien d'un événement cosmique, mais dont nous sommes bel et bien les artisans. De même, cette catastrophe n'est pas imminente, nous n'en sommes pas séparés par un délai de quelques mois ou années: nous y sommes déjà, elle est immanente et nous en rencontrons les premiers effets. Il faut dire que la métaphore de la météorite clôt d'emblée tous les horizons, à commencer par celui de l'action. Que peut-on faire face à une comète, sinon en appeler à l'État et aux classes dirigeantes en place afin qu'ils «*agissent*» dans l'urgence en annulant la menace par des moyens techniques (détourner le météore)? Sauf que la catastrophe écologique ne sera annulée (ou plutôt diminuée) ni par ces États-là, ni par ces dirigeants-là, ni en recourant à des solutions techniques de la dernière chance... Qui alors? Comment alors? Mais le peuple, les gens ordinaires, les gens engagés, les gens qui luttent contre la domination, bien sûr! Où sont-ils dans le film? Nulle part, sinon sous la forme de l'émeute aveugle ou du désengagement nihiliste. D'un point de vue politique, *Don't Look Up* est finalement un déni comique. **Philippe Vion-Dury**



**Entendre la Terre. À l'écoute des milieux humains. Entretiens avec Damien Deville, Augustin Berque,**  
Le Pommier, 19 janvier 2022,  
180 pages, 18 €.

## Précis de mésologie

À 80 ans, Augustin Berque reste un grand inconnu de la pensée française. Loin des circuits habituels de l'intelligentsia, ce géographe et philosophe a discrètement construit une œuvre dont les horizons sont encore trop peu explorés. Construire: le verbe n'est pas anodin pour ce penseur du paysage et de l'habitat, dont ce livre d'entretiens avec l'anthropologue Damien Deville nous fait découvrir la vie et l'œuvre. C'est au Maroc que le fils de l'éminent sociologue de l'islam Jacques Berque est né; mais c'est du Japon qu'il deviendra l'un des meilleurs spécialistes. Ce décentrement oriental lui permettra de repenser de façon décisive l'Occident, et de bâtir un paradigme d'une grande fécondité, la «mésologie». Cette «*perspective générale*», pouvant s'appliquer à la géographie comme à l'écologie, met au centre la relation d'un vivant à son environnement. «*L'être se crée en créant son milieu*», résume Augustin Berque. Ce principe ontologique puissant, il l'appliquera notamment dans *Écoumène*, en 1987, auscultant les raisons du divorce occidental de l'humain avec son milieu. Un divorce au cœur du «grand partage» entre nature et culture qu'Augustin Berque appelle à dépasser par la «*concréscence*», ce «*croître ensemble des gens et des choses dans l'existence concrète*». **Y. B.**



## Marx avant le communisme

**Spectre, plateforme de podcasts, spectremedia.org,**  
«Le jeune Marx», *En avant Marx*,  
94 minutes.

Souvent opposées, les pensées du «jeune» et du «vieux» Karl Marx doivent pourtant être vues comme une continuité – certes agitée de nombreux soubresauts. Dans ce podcast, Marina Garrisi accueille les philosophes Isabelle Garo et Michael Löwy afin de discuter des premiers articles du philosophe écrits entre 1840 et 1844, alors qu'il est encore profondément influencé par la pensée de Hegel. D'une position empreinte de juridisme, le jeune Marx va alors progressivement glisser vers une approche matérialiste et révolutionnaire.

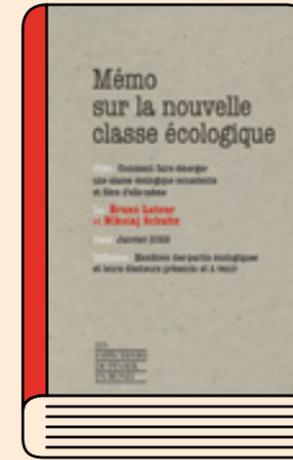
**Florentin Roy**



## Extraction de savoir

**AOC, média en ligne,**  
«**Plantationocène et extractivisme: convergence de logiques prédatrices**»,  
**Christine Chivallon,**  
17 décembre 2021.

Dans cet article pour le média AOC, Christine Chivallon, géographe et anthropologue, émet une idée qu'elle qualifie elle-même de «*provocatrice, mais salvatrice*»: la logique extractiviste du capitalisme se retrouverait au sein des institutions académiques. À partir du néologisme «Plantationocène» – ce point de bascule où la société occidentale a fait de la colonisation le combustible de son système –, la chercheuse pointe la production du savoir occidental comme actrice de l'extraction et de la neutralisation des champs de recherche alternatifs. **F. R.**



## Introuvable classe écologique

**Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même, Bruno Latour et Nikolaj Schultz,**  
Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte,  
6 janvier 2022, 96 pages, 14 €.

Dans ce *Mémo sur la nouvelle classe écologique* écrit à l'intention des «*membres des partis écologiques et leurs électeurs présents et à venir*», le philosophe Bruno Latour, épaulé par le doctorant en sociologie Nikolaj Schultz, entreprend une réflexion stratégique et politique avec l'ambition d'opérer une «*prodigieuse extension du matérialisme*». Le philosophe reproche à l'analyse matérialiste traditionnelle, concentrée sur la propriété des moyens de production et sur les conflits entre différents groupes qui en découlent – la fameuse «*lutte des classes*» de Marx –, d'avoir oublié la nature. Pourtant, les «*forces productives*» (l'eau qu'on boit, l'air qu'on respire, les sols qui nous nourrissent, des climats prévisibles) étaient données comme acquises, immuables, et donc peu intéressantes – d'ailleurs ramenées au statut de simple stock de ressources à exploiter. Or voilà ce qu'est l'«*intrusion de Gaïa*» ou le «*nouveau régime climatique*», selon le vocabulaire de Latour: ces forces qui se dérobent aux sociétés se retournent contre elles et menacent leurs «*conditions de reproduction*», soit leur capacité à perdurer et prospérer. La faute au système de production, «*devenu système de destruction*», notamment de n'avoir pas su considérer la préservation des non-humains. Or, pour sortir de l'ornière, la boussole socialiste traditionnelle est cassée puisqu'elle a placé elle aussi la production et les humains au centre de tout. L'écologie politique lui ajoute finalement ceci: en plus de devoir réencasterner l'économie dans la société, il faut également réencasterner la société dans les conditions d'habitabilité de cette planète. Parler d'*enveloppement* plutôt que de *développement*: «*Toutes les questions de production sont entourées, empaquetées dans les pratiques d'engendrement dont elles dépendent.*»

Jusque-là, on ne peut qu'être d'accord: là où le Moderne, même socialiste, était borgne, l'*Homo ecologicus* doit ouvrir les deux yeux, marcher sur deux jambes. On a en revanche plus de mal à suivre Bruno Latour lorsqu'il tente de définir une «*classe écologique*», appelée à devenir la nouvelle «*classe pivot*», reprenant la main après la trahison des «*anciennes élites dirigeantes*» (vaguement définies) pour donner son sens à l'histoire sociale. Sauf qu'on peine à discerner les contours de cette nouvelle classe, particulièrement si elle se définit uniquement par rapport aux «*conditions d'habitabilité*» sur Terre et plus du tout en fonction des rapports de production... Tout le monde est en «*conflit intérieur*», et tout le monde pourrait finalement se tenir côte à côte dans cette classe – du patron à l'ouvrier en passant par l'intellectuel du 5<sup>e</sup> arrondissement parisien – sans considération des anciens «*classements*». Cette classe écologique doit qui plus est se définir par et pour elle-même, mais sans vis-à-vis: sous la plume de Latour, sont complètement évacués le capitalisme, les puissances d'argent, les notions de domination, tandis que le philosophe veut faire appel non plus aux travailleurs mais aux vivants pour lutter contre les «*globalisateurs*». Malgré l'invocation de l'opposition ami/ennemi théorisée par le juriste allemand Carl Schmitt, toute conflictualité politique finit par être évacuée devant l'absence de rapport dialectique entre classes antagonistes, s'achevant dans un éloge de l'Europe unie, sorte de rationalité supérieure et incomprise (comme l'écologie). D'avoir fait table rase de tous les concepts politiques structurants, Bruno Latour nous fait atterrir dans un désert. Heureusement, le cheminement qu'il amorce, lui et d'autres, est bien fertile. **P. V.-D.**

# Écrasantes machines

**Gilbert Simondon (1924-1989) a construit une œuvre touchant à toutes les facettes de l'existence humaine: psychique, sociale, culturelle. Nourri par la physique et les sciences de la vie, le philosophe a en particulier élaboré une pensée originale de la technique, s'élevant contre son détournement au service de la puissance.**

texte Youness Bousenna

Une ambiguïté fondamentale détermine notre rapport aux objets. Nous en faisons tous l'expérience: qui n'a pas été un jour subjugué par le génie ergonomique d'un ordinateur, une prouesse chirurgicale, la miniaturisation d'un smartphone, ou même ressenti un attachement à l'égard d'un objet familier dont il fallait se séparer? Cette expérience laisse parfois place à une autre, opposée: l'agacement, et même la violence, lorsqu'une mécanique se grippe ou qu'une connexion s'enraye. À chaque fois, une relation avec ce non-vivant se noue. Mais, lorsqu'elle verse dans l'idolâtrie ou la haine, cette expérience devient le symptôme de notre ignorance, puisque nous vivons entourés d'objets, d'artefacts et de machines, mais rares sont ceux qui maîtrisent leur logique et leur fonctionnement.

Cet «illettrisme» n'est pas anecdotique pour Gilbert Simondon, puisque tout un axe de sa pensée vise à restaurer une culture de la technique, d'autant que cette méconnaissance est ce qui génère l'aliénation et rend possible le détournement de la technique au service de la quête de puissance. Un des axes seulement, tant l'œuvre du philosophe né à Saint-Étienne, qui fut notamment professeur à l'université de Poitiers et à la Sorbonne,



**Gilbert Simondon**  
(1924-1989)

est aussi vaste que méconnue – elle influencera des penseurs comme Gilles Deleuze et Bernard Stiegler. En particulier inspiré par le philosophe des sciences Gaston Bachelard et le médecin-philosophe Georges Canguilhem, Simondon a tenté ni plus ni moins de dépasser les grandes oppositions de la philosophie occidentale entre matière et forme, mais aussi sujet et objet<sup>1</sup>.

## Aliénation moderne

Inclassable, son œuvre a, en peu de livres, touché à tout ou presque: psychologie, biologie, sociologie, communication, culture, technique. Les deux plus célèbres demeurent ses thèses de doctorat soutenues en 1958. *L'Individuation à la lumière des notions de forme et d'information* (PUF, 1964) révolutionne la façon dont la philosophie occidentale pense la genèse de l'individu depuis Aristote – ce qui inspirera la pensée du vivant du philosophe Baptiste Morizot, qui a consacré sa thèse à Simondon.

Mais c'est particulièrement avec la seconde, *Du mode d'existence des objets techniques* (Aubier, 1958), qu'il expose sa pensée sur le sujet. Son originalité est due à la connaissance intime qu'en avait Simondon. Ce dernier, qui fit construire un atelier de technologie au lycée de Tours où il enseignait au début de sa carrière, connaissait le fonctionnement d'un téléviseur, d'une turbine ou encore d'un moteur à essence.

Fondamentale, cette intimité de Simondon avec le monde des objets techniques bouscule son point de départ philosophique. Quand de nombreux penseurs de la technique la condamnent sans maîtriser sa dimension physique et mécanique, lui fustige le

mépris dans lequel celle-ci est tenue, et qui empêche d'y voir clair. «*La culture se conduit envers l'objet technique comme l'homme envers l'étranger quand il se laisse emporter par la xénophobie primitive*», écrit Simondon. À rebours de la technophobie qui irrigue certaines technocritiques, Gilbert Simondon affirme que l'opposition entre culture et technique, comme celle entre homme et machine, est «*sans fondement*». S'il est futile de disqualifier «la technique» comme un mal en soi, c'est que celle-ci est consubstantielle à *Homo sapiens*. Elle pourrait même définir la condition humaine, tant celle-ci s'est forgée à travers la sophistication toujours plus poussée de ses artefacts, depuis les premiers bifaces d'*Homo erectus*, il y a un million d'années: la complexification de notre cognition est inséparable de la créativité technique.

Si Gilbert Simondon aime la technique, il ne fait preuve d'aucun angélisme sur ses dérivées modernes: le philosophe dresse un constat lucide de la place pathologique prise par celle-ci dans notre époque moderne. À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, les machines ne se mettent plus seulement à remplacer les animaux mais les humains eux-mêmes, alors réduits à les servir. Ce progrès-là perd son sens à l'échelle de chaque individu, mais reste «à distance», seulement pensé au niveau global, couronnant une pensée technocratique désormais hégémonique. À partir de la révolution industrielle, ce ne sont plus les artisans qui font l'économie mais «*les mathématiciens qui pensent le progrès*»: l'individu ne vit plus ce progrès en tant que travailleur (sauf s'il est ingénieur), mais seulement en tant que consommateur.

## La puissance des moteurs

Cette réalité se récapitule en un concept, celui d'aliénation, qui exprime une «discontinuité» entre l'être humain et l'être technique. Cette «discontinuité» est perçue comme plus profonde encore que l'aliénation telle que l'avait envisagée Karl Marx, selon qui elle naît de la non-possession des moyens de production par l'ouvrier. Pour Simondon, elle est de surcroît «*psycho-physiologique*» car la machine a cessé d'être un prolongement

du corps: elle l'écrase. Dès lors, la société est divisée entre «*l'homme de l'élément*» qu'est le travailleur et «*l'homme des ensembles*» (ingénieur, banquier, décideur) ignorant du premier, mais qui l'enserme dans la structure globale qu'il a conçue. Le monde moderne ne peut plus qu'être celui où règne le pouvoir des machines, «*parce qu'il a découvert les moteurs et non les régulations*», c'est-à-dire que manque leur intégration harmonieuse à la communauté humaine. Ce technocratisme, Simondon n'a pas de mots assez durs pour le condamner: mû par une «*violence asservissante*», il règne sur les êtres comme il cherche à domestiquer les milieux, procédant à «*un viol de la nature*».

Comment réconcilier ce qui a été disloqué? Pour sortir de ce désir de puissance, tout l'effort de Simondon vise à dépasser une lacune occidentale. Depuis l'Antiquité, la technique, vue comme une occupation servile, a été méprisée et exclue de la pensée. Il s'agit donc de refaire entrer la technique dans la sphère de la culture pour lui rendre sa dignité, et ainsi retrouver le lien millénaire faisant de la technique l'interface entre l'être et le monde. En cela, Simondon verra dans *La Cybernétique* de Norbert Wiener (Technology Press/John Wiley & Sons, 1948)<sup>3</sup> une voie prometteuse – une voie qu'il critiquera néanmoins et tentera de dépasser en proposant une «*cybernétique universelle*». Bien sûr, on pourra lui objecter la naïveté – ou l'oubli – de ne pas penser les forces réelles du capitalisme et des structures de pouvoir, qui nuancent la possibilité émancipatrice qu'il esquisse. Mais, en cherchant à revaloriser l'existence d'une technique pour l'arracher aux mains de ceux qui en font un outil de puissance, il a proposé une voie originale et profonde. Contre le fétichisme des machines comme leur répulsion épidermique, Simondon propose de se réapproprié un monde que la prolifération d'objets techniques rend étranger à l'immense majorité. 🙌

«*La culture se conduit envers l'objet technique comme l'homme envers l'étranger quand il se laisse emporter par la xénophobie primitive.*»



**Du mode d'existence des objets techniques,**  
Gilbert Simondon,  
Aubier,  
26 octobre 2012 [1958],  
368 p., 23 €.

<sup>1</sup> Pour une introduction à sa pensée, lire Jean-Hugues Barthélémy, Simondon, Les Belles Lettres, 2014.

# Abonnez-vous à **Socialter** et soutenez une publication indépendante

Choisissez votre offre directement en ligne sur [socialter.fr](http://socialter.fr) ou par courrier avec ce bon d'abonnement.



Dès **3 €** par mois  
+ version numérique

## Bulletin d'abonnement

À compléter et à renvoyer à **Socialter / Abomarque - CS 60003 - 31242 L'Union Cedex**

### Je m'abonne à **Socialter**

#### Je choisis ma formule:

**Abonnement à durée libre 3 € / mois**

sans engagement, par prélèvement de 6 € tous les 2 mois

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-contre (France métropolitaine et UE exclusivement)

ou

**1 an = 39 €**

6 numéros + accès aux versions numériques

**1 an + hors-séries = 65 €**

6 numéros + 2 hors-séries  
196 pages (prochain HS été 2022)  
+ accès aux versions numériques

Europe et DOM: 1 an 51€ (1 an + HS 81€)  
Monde et TOM: 1 an 62€ (1 an + HS 95€)

**Je règle par chèque à l'ordre de **Socialter****



Pour un paiement rapide et sécurisé par carte bancaire, rendez-vous sur [Socialter.fr](http://Socialter.fr)

#### Mandat de prélèvement SEPA

(France métropolitaine et UE exclusivement)

#### Désignation du compte à débiter

Informations sur votre relevé d'identité bancaire (RIB)

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

Fait à \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Signature obligatoire

ICS : FR53ZZZ80A62F

En signant ce formulaire de mandat vous autorisez Socialter à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions de Socialter. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit

être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Un numéro de RUM vous sera attribué par l'organisme créancier. Note: vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. \* Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par

le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivant de la loi n° 78-17 du 8 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

SOC-50

Joindre un RIB

#### Coordonnées de l'abonné(e)

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

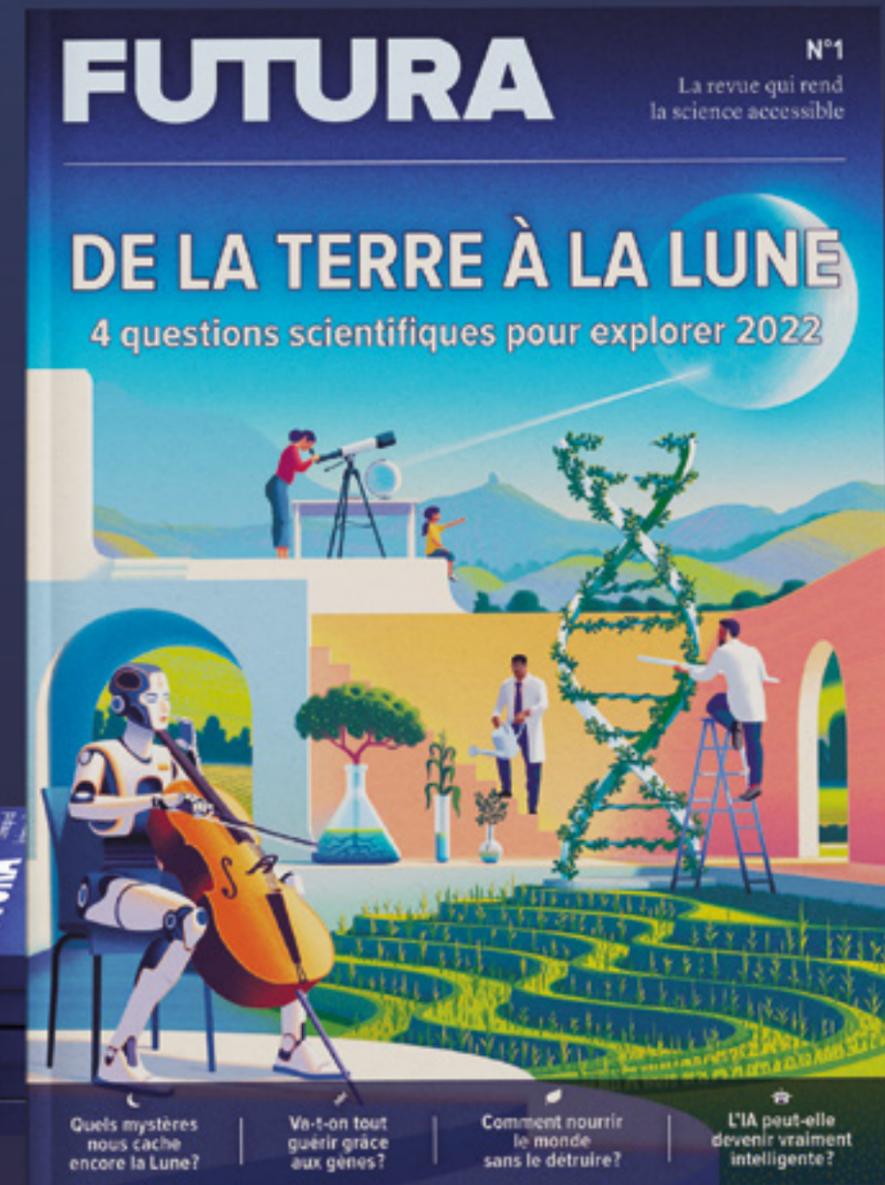
Pays \_\_\_\_\_

Email\* \_\_\_\_\_

Tel. \_\_\_\_\_ \* obligatoire pour créer le compte en ligne

# NOUVEAUTÉ

Pour ses 20 ans, le média scientifique Futura lance sa première revue papier avec 4 dossiers XXL !



228 pages - enquêtes et reportages - grands entretiens  
BD et nouvelles de science-fiction - tutos

En vente actuellement chez votre marchand de journaux et en librairie.

halle  
aux  
sucres

« LIEU VIVANT  
POUR LA  
VILLE DURABLE »

E

Rencontres



Expos

Un lieu hors norme sur la mer  
au cœur d'un territoire pilote  
des transitions

Dunkerque, à 45 mn de Lille  
en voiture, 2 heures de Paris  
en train TGV



Balades



[www.halleauxsucres.fr](http://www.halleauxsucres.fr)

S  
a  
i  
s  
o  
n

A

Animations



nov 21 22 sept

U

Spectacles



Dunkerque  
Grand Littoral  
Communauté Urbaine

Socialter

reau  
MUSEUM

MUSEUM  
LITTORAL

cycle  
l'eau

da  
bagur

FRANCE  
VILLE DURABLE

wéo  
TV

Cité de l'espace

MUSEUM

Clift  
art